



La coopération internationale de la Suisse prouve son efficacité.

Rapport final sur la mise en œuvre
du message 2017–2020



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Sommaire

Éditorial	3
Les résultats en bref	4
Bilan de la coopération internationale	5
Une action qui porte ses fruits	9
Pays et régions prioritaires de la coopération internationale	10
Synergies et complémentarités	12
Utilisation des crédits-cadres	14
Annexe DDC	1–16
Annexe SECO	1–12
Annexe DSH	1–8

Madame la Présidente du Conseil national,
Monsieur le Président du Conseil des États,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Alors que la période 2017–2020 de la coopération internationale (CI) de la Suisse touche bientôt à sa fin, il est temps de voir quels objectifs ont été atteints et quelles mesures se sont révélées efficaces. Les analyses d'impact réalisées sur place et les évaluations indépendantes le montrent: **les objectifs fixés ont pour l'essentiel été atteints et nos programmes ont obtenu l'impact visé.** La CI de la Suisse a contribué à sauver des vies, à donner accès aux soins de santé et à l'éducation à des personnes vivant dans la pauvreté, à créer des perspectives économiques, à protéger l'environnement et les moyens de subsistance, à renforcer la résilience face aux crises climatiques, économiques et financières et à promouvoir la démocratie, la paix et le respect des droits de l'homme.

Des défis globaux comme le changement climatique, l'insécurité alimentaire, une gestion de l'eau transfrontalière déficiente, les épidémies, le chômage et les conflits armés menacent toutefois de réduire à néant les progrès accomplis. Pour pallier ces risques et assurer un développement durable, la CI mise aujourd'hui comme hier sur des solutions innovantes, **ce qui favorise aussi la sécurité et la prospérité de notre pays.**

Pour être efficaces, les actions de la CI doivent être en phase avec les priorités des pays prioritaires et partenaires et être intégrées dans un cadre d'action international. **L'Agenda 2030 de développement durable constitue ce cadre universel. La CI de la Suisse aide les pays partenaires et les pays prioritaires à atteindre leurs objectifs de développement.** Ces dernières années, la coopération multilatérale a gagné en importance, offrant à la CI un plus grand effet de levier. En revanche, la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme subissent une pression de plus en plus forte, ce qui représente un défi de taille pour la CI et pour la Suisse elle-même, étant donné l'importance que revêtent un ordre international juste et la coexistence pacifique des peuples pour notre pays.

Ce rapport final s'aligne sur les objectifs d'efficacité inscrits dans le message et s'appuie sur les résultats de la période 2016–2019. Il traite en outre les trois volets pour lesquels la mission de la CI a été précisée par des arrêtés fédéraux parlementaires et

par une motion de la Commission de politique extérieure du Conseil des États (CPE-CE): **renforcer la mesure de l'efficacité à l'aide d'évaluations externes, lier stratégiquement la CI et la politique migratoire, et prioriser la thématique de la montagne.**

Le système de mesure de l'efficacité de la CI a été consolidé ces dernières années. Suite à un examen mené en 2018, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a décerné une bonne note à la Suisse. Bien que leurs actions soient généralement efficaces, la DDC, la DSH et le SECO procèdent à l'examen critique des résultats moins satisfaisants. **À travers divers exemples relayés dans ce rapport, nous montrons comment nous gérons les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de nos projets et quels sont les enseignements que nous en tirons.**

La CI a traité de manière ciblée les causes des conflits et de la migration avec des programmes visant à améliorer les conditions de vie, les perspectives économiques et la situation d'emploi des populations défavorisées, à favoriser une bonne gouvernance dans les pays prioritaires et à promouvoir la paix. Le thème de la migration a été pris en compte dans toutes les nouvelles stratégies de coopération et considéré comme partie intégrante de la coopération et du dialogue politique lors de la conclusion de nouveaux accords-cadres.

Avec le présent rapport final, le Conseil fédéral propose de classer la motion de la CPE-CE 16.3624, qui demandait de prioriser la thématique de la montagne lors de la mise en œuvre du message sur la coopération internationale 2017–2020. Forte du savoir-faire et de la somme d'expériences de ses propres régions de montagne, souvent de petites tailles, la Suisse s'est mobilisée pour améliorer les conditions de vie de populations confrontées à des défis structurels similaires.

Parmi les partenaires importants de la CI suisse figurent les gouvernements et les autorités des pays prioritaires, mais aussi des organisations multilatérales comme l'ONU et des banques de développement, le secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG) et les milieux scientifiques. **Durant la**

période 2017–2020, nous avons intensifié la collaboration avec le secteur privé moyennant l'implication et la promotion d'entreprises locales et la conclusion de partenariats avec des sociétés suisses actives dans le domaine du développement durable.

Les mesures de la CI ne suffisent toutefois pas à elles seules à assurer un développement durable: la durabilité est une thématique qui va bien au-delà de la CI. Les pays en développement étant souvent concernés plus fortement par la question de la cohérence des politiques, la CI s'emploie à identifier les conflits d'objectifs avec d'autres dimensions politiques – par exemple en ce qui concerne les flux financiers et la fiscalité, le commerce, les investissements, l'environnement ou encore la santé – et à y apporter les solutions les plus cohérentes. À ce titre, l'Agenda 2030 fait office de cadre de référence clé.

En février 2011, le Parlement avait décidé de porter l'aide publique au développement (APD) de la Suisse à 0,5 % du revenu national brut (RNB) d'ici 2015. En raison du programme de stabilisation 2017–2019, le message 2017–2020 a toutefois tablé sur un taux de 0,48 %. Dans le budget 2018, le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé d'opérer encore d'autres coupes dans les moyens alloués à la CI. Selon les estimations disponibles, le taux d'APD s'élèvera en moyenne à 0,46 % pour la période 2017–2020.

Fin 2020, nous bouclerons la période de quatre ans couverte par le présent message sur un bilan globalement positif, tout en préparant déjà l'avenir: avec le prochain message sur la stratégie de coopération internationale 2021–2024 (stratégie CI 2021–2024), la CI de la Suisse s'emploiera à tirer pleinement parti de ses succès, à renforcer son efficacité et à cibler davantage son action en termes géographiques et thématiques. À cette fin, la DDC, la DSH et le SECO maintiendront leur stratégie commune et leur complémentarité opérationnelle. Grâce à ces efforts conjoints et à d'autres adaptations, la Suisse continuera à contribuer efficacement à l'avènement d'un monde en paix, libéré de la pauvreté et résolument engagé sur la voie du développement durable.



Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch
Secrétaire d'État et directrice du SECO
Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche



Pascale Baeriswyl
Secrétaire d'État du DFAE
Département fédéral des affaires étrangères



Manuel Sager
Ambassadeur et directeur de la DDC
Département fédéral des affaires étrangères

Les résultats en bref

La CI dresse un bilan positif de la période stratégique 2017–2020. Dans le présent rapport final, la Direction du développement et de la coopération (DDC), le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et la Division Sécurité humaine (DSH) font conjointement état des mesures prises pour atteindre les objectifs fixés et des défis qui subsisteront durant la période couverte par le prochain message sur la stratégie de coopération internationale 2021–2024. Les pages suivantes vous donnent un aperçu des objectifs stratégiques atteints et des résultats obtenus dans les domaines thématiques prioritaires de la CI de la Suisse.

Acteur humanitaire efficace

Aide d'urgence fournie à

8,4 millions

de personnes et aide à la reconstruction apportée à

1,2 million

de personnes.

Présence accrue dans les situations de crise, de catastrophe et de conflit armé

17 processus de paix

préparés et accompagnés, notamment en Syrie, en Colombie et au Mozambique.

Égalité des genres comme catalyseur du développement

9 millions

de personnes, dont plus de 50 % de femmes et de filles, ont participé à des programmes d'éducation de base et de formation professionnelle.

Collaboration prometteuse avec le secteur privé

Octroi de

59 000 crédits

à des petites et moyennes entreprises en Afrique du Nord.

Respect des droits de l'homme au service de la prévention des conflits

Dialogues sur les droits de l'homme menés avec

8 pays

et accompagnés par des projets.

Création de perspectives et d'emplois

Accès aux services financiers facilité pour

1,4 million

de petits paysans. Formations initiale et continue en matière de chaînes de valeur dispensées à

845 000

personnes actives.

Action efficace de la Suisse pour résoudre des défis globaux avec l'aide d'acteurs multilatéraux

95 %

des projets de production d'électricité menés par la banque de développement africaine sont dans le domaine des énergies renouvelables.

Contribution de la Suisse à la mise en œuvre de l'Agenda 2030

Objectifs stratégiques de la CI harmonisés avec l'Agenda 2030.

Impact

La CI n'a cessé de consolider son système de mesure de l'efficacité ces dernières années. En 2019, l'OCDE a décerné une bonne note à la Suisse pour la planification, la mise en œuvre, le pilotage et l'évaluation de ses projets et programmes. En tant qu'organisations apprenantes, la DDC, le SECO et la DSH ont examiné les difficultés rencontrées et les objectifs non atteints pour s'améliorer en continu : **les annexes de la DDC, du SECO et de la DSH présentent les mesures réussies, mais aussi les projets qu'il a fallu interrompre ou adapter.**

Enseignements tirés pour la stratégie CI 2021–2024

- ▶ Focalisation géographique et thématique pour une efficacité accrue.
- ▶ Face aux effets visibles perceptibles du changement climatique dans le monde entier, se focaliser davantage et mettre en œuvre un plus grand nombre de projets transversaux.
- ▶ Recourir de manière ciblée à la numérisation et aux nouvelles technologies.
- ▶ Utiliser les ressources financières avec plus de souplesse pour pouvoir collaborer aussi avec des pays non prioritaires de la CI dans le domaine de la migration.
- ▶ Promouvoir davantage les études scientifiques et les analyses d'impact de la CI.

Bilan de la coopération internationale

Dans le message sur la coopération internationale 2017–2020, le Conseil fédéral avait fixé des objectifs stratégiques, que la CI a majoritairement atteints. Elle peut se targuer d'un engagement efficace.

L'humanité a réalisé d'importants progrès en matière de croissance, de santé et de qualité de vie ces dernières décennies, ce qui se traduit notamment par un recul historique de l'extrême pauvreté. **La CI de la Suisse a contribué à ces avancées, comme en attestent des études scientifiques, des évaluations indépendantes et des rapports retraçant l'efficacité de son action.** L'essor économique et la prospérité croissante mettent l'environnement à rude épreuve et exigent une approche durable. Le changement climatique et le déclin rapide de la diversité des espèces placent la CI face à de nouveaux défis. Conflits armés, violations des droits de l'homme, mauvaise gouvernance, endettement, crises financières et économiques, épidémies, crises alimentaires, problématiques liées à l'eau et gestion souvent désordonnée des mouvements migratoires: autant d'enjeux auxquels nombre de pays en développement restent confrontés.

Réponses aux défis globaux

Durant la période 2017–2020, la CI de la Suisse a aidé à relever des défis globaux à travers des programmes thématiques de portée mondiale, des contributions aux organisations multilatérales et un dialogue international. En témoignent d'innombrables évaluations indépendantes ainsi que des rapports du Contrôle fédéral des finances¹ et du Comité d'aide au développement de l'OCDE.² La Suisse s'engage aussi dans son propre intérêt: dans un monde globalisé et connecté, la prospérité, la sécurité et la stabilité de notre pays dépendent du contexte international. Les effets du changement climatique ou des pandémies ne s'arrêtent pas à nos frontières. La Suisse porte sa part de responsabilité dans le développement durable de notre planète: 80 % de son empreinte hydrique et plus de 60 % de son empreinte carbone³ résultent des biens importés de l'étranger.

Durant la période 2017–2020, la Suisse s'est mobilisée, à travers ses six programmes globaux Changement climatique et environnement, Sécurité alimentaire, Santé, Migration et développement, Eau ainsi

Contribution de la CI à l'Agenda 2030

Pour assurer un développement durable et vaincre l'extrême pauvreté d'ici 2030, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui doit s'engager. L'Agenda 2030 et les 17 objectifs de développement durable (ODD) qu'il contient forment ce cadre d'action commun, qui intègre de manière équilibrée les trois dimensions – sociale, environnementale et économique – du développement durable. **Avec le message 2017–2020, la CI suisse a harmonisé ses objectifs stratégiques avec ceux de l'Agenda 2030.** Aux côtés d'organisations multilatérales, du secteur économique, des milieux de la recherche et de la société civile, tant en Suisse que sur le terrain, la Suisse a contribué ces quatre dernières années à mettre en œuvre l'agenda mondial de développement durable dans ses pays prioritaires.

que Finances et commerce, pour trouver des réponses à ces défis globaux (voir DDC, p.5). En associant des solutions locales et régionales au dialogue politique international, elle a intégré de manière ciblée le savoir-faire suisse et les expériences recueillies dans le cadre de nombreux projets menés avec succès dans les dialogues mondiaux, tels que ses échanges avec des organisations de l'ONU et des banques multilatérales de développement. Dans des domaines comme l'efficacité énergétique, la santé, la production alimentaire et la gestion de l'eau, la Suisse dispose de compétences avérées très demandées par la communauté internationale (voir DDC, p.5, et SECO, p.8).

Dans le domaine de l'eau, la Suisse a soutenu la création et le développement de plus de 60 start-ups actives dans la gestion de l'eau et l'assainissement. Le secteur de l'eau a besoin de solutions innovantes et durables, notamment pour faire face aux multiples défis posés par la crise des réfugiés au Moyen-Orient. Une évaluation indépendante de la CI dans ce domaine⁴ a relevé que la Suisse, pays neutre, parvient à réunir différentes parties autour d'une table pour trouver des solutions politiques aux conflits liés à l'eau. En se mobilisant pour une collaboration transfrontalière et une gestion pacifique de l'eau, la Suisse contribue de manière efficace et durable à la stabilité internationale. L'eau est une ressource clé pour promouvoir le dialogue et la paix.

Réforme de l'ONU

En 2018, la Suisse a obtenu un succès important en se révélant une médiatrice fiable dans le dossier de la réforme des organisations de développement de l'ONU. Elle a conduit les négociations portant sur l'examen de toutes ces agences, l'objectif étant de les rendre plus efficaces et complémentaires (voir code QR). Les 193 États membres de l'ONU ont approuvé ces réformes. Le repositionnement de l'ONU dans ses pays partenaires doit générer d'importantes économies. Ces quatre dernières années, la Suisse s'est engagée en faveur d'une plus grande efficacité des organisations multilatérales dans sa collaboration avec celles-ci (voir DDC, p.5), une action d'autant plus cruciale que le multilatéralisme risquait de s'affaiblir sur le plan politique.



- 1 Audits de projets du Programme global Eau et du Programme global Changement climatique et environnement réalisés par le CDF, 2019, disponible sous www.efk.admin.ch > Publications > Relations avec l'étranger > 3.7.2019.
- 2 Examen de l'OCDE sur la coopération pour le développement: Suisse 2019, disponible sous www.oecd.org > Pays > Suisse > Examens pays Suisse > 5.4.2019.
- 3 Empreinte gaz à effet de serre, 2018, disponible sous www.bfs.admin.ch > Trouver des statistiques > Espace, environnement > Comptabilité environnementale > Émissions dans l'air > Empreinte gaz à effet de serre > 3.7.2019.
- 4 Evaluation of SDC's Engagement in the Water Sector 2010–2017, 2019.



L'initiative « Blue Peace Middle East » lancée par la Suisse au Moyen-Orient a permis de réunir les volets politique et technique, et de soutenir la croissance économique, l'intégration des marchés ainsi que l'accès à des emplois dans la région.

Outre les partenariats innovants, la CI de la Suisse a misé sur la numérisation et les nouvelles technologies. Grâce à la CI helvétique, un logiciel de gestion des caisses-maladie développé en Tanzanie a été rendu accessible au niveau international et est déjà implémenté dans cinq pays (voir DDC, p. 5). Une évaluation indépendante consacrée à l'action de la Suisse dans le domaine de la sécurité sociale⁵ a montré que ce logiciel a permis à un plus grand nombre de personnes de souscrire à une assurance-maladie, ce qui a amélioré durablement leurs moyens de subsistance. Au Ghana, la Suisse a soutenu l'accès aux services de paiement mobiles. Une évaluation indépendante⁶ des activités menées par la Suisse dans le domaine de l'efficacité énergétique en milieu urbain a révélé que le recours à de nouvelles technologies a permis d'économiser durablement de l'énergie (voir SECO, p. 8).

L'égalité comme catalyseur du développement

L'égalité des genres constituait un but stratégique clé du message 2017–2020, car la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 passe impérativement par l'intégration des femmes. La Suisse a notamment contribué à lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre et à renforcer le statut économique ainsi que la participation politique des femmes. En se mobilisant davantage dans ce domaine, la CI a contribué à la mise en œuvre de l'ODD 5 sur l'égalité des sexes : le rapport sur l'efficacité établi dans ce domaine a montré que 75 % des

projets qui prennent expressément en considération les questions de genre et 31 % des projets ayant le genre comme thème transversal ont un effet positif sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et contribuent à améliorer durablement la position des femmes⁷.

Banques multilatérales de développement

La Suisse a profité de sa forte présence au sein des conseils d'administration des banques de développement pour faire valoir ses préoccupations dans de nombreux pays en développement (voir code QR). L'Association internationale de développement (IDA), fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, a lancé un nouveau concept soutenu par la Suisse pour garantir la viabilité de la dette, tandis que la protection du climat a bénéficié d'investissements très conséquents dans le domaine des énergies renouvelables, souvent sous l'impulsion du secteur privé. La Suisse s'est associée à d'autres membres pour apporter des conseils aux banques de développement en Afrique et en Asie concernant l'intégration systématique dans leurs programmes de la gestion de la fragilité y compris des questions migratoires (voir SECO, p. 9).



Dans les régions de montagne du Honduras, de la Géorgie et de l'Arménie, par exemple, l'engagement de la Suisse a permis de créer 16 000 nouveaux emplois pour des femmes. L'accès des femmes aux services financiers joue aussi un rôle particulièrement important (voir DDC, p. 11, SECO, p. 6), car il est considéré comme la clé de leur participation économique. En Égypte, jusqu'à fin 2017, plus de 106 000 femmes entrepreneures avaient obtenu des crédits par l'entremise de projets de la CI. L'examen de la Suisse par l'OCDE (peer review) recommandait à la CI de réaliser plus de projets intégrant la dimension de genre, afin d'induire des changements structurels durables.

5 Independent Evaluation of SDC's Performance in Social Protection 2013–2017, 2019.

6 Independent Evaluation of Energy-Efficient Cities, 2019.

7 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'égalité des genres 2007–2016, 2018.

Pour une croissance durable, une meilleure formation et la création d'emplois

Durant la période 2017–2020, la CI a doublé son engagement en faveur de l'éducation de base et de la formation professionnelle.

Une éducation de qualité est un objectif de l'Agenda 2030 (ODD 4) et un catalyseur pour la lutte contre la pauvreté (ODD 1), la promotion d'un travail décent pour tous et une croissance économique soutenue (ODD 8), ainsi que pour l'avènement d'un monde pacifique (ODD 16). La Suisse a partagé son savoir-faire avéré dans les domaines de l'éducation de base et de la formation professionnelle avec des pays prioritaires et a étoffé ses expériences avec le secteur privé. En collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation (Global Partnership for Education, GPE), la Suisse a consolidé les systèmes d'éducation nationaux dans ses pays prioritaires en soutenant des mécanismes de financement novateurs. Le GPE encourage les pays en développement à augmenter le budget public consacré à l'éducation et à mobiliser des fonds privés supplémentaires: pour trois dollars alloués par des privés, il verse un dollar supplémentaire. L'expérience de la Suisse en matière de coordination et d'harmonisation entre l'éducation de base et la formation professionnelle ainsi qu'entre cette dernière et les besoins de l'économie privée constitue une valeur ajoutée que la CI souhaite exploiter encore davantage à l'avenir. Pour ce faire, la DDC se concentre sur l'aptitude professionnelle et travaille en étroite collaboration avec le secteur privé local, les associations professionnelles et les organismes de formation sur place. Le SECO s'engage de manière complémentaire dans le domaine de la formation professionnelle supérieure et de ses conditions-cadres, et soutient une spécialisation technique adaptée aux besoins du marché. En Indonésie, la Suisse a appuyé cinq écoles polytechniques dans la révision et la redéfinition de douze cursus dans différents domaines, et a assuré de nombreuses formations continues pour le corps enseignant, la direction scolaire et les entreprises associées.

La Suisse s'est engagée de manière efficace pour le développement économique de ses pays prioritaires et la création d'emplois, contribuant ainsi à la concrétisation de l'ODD 8.

Un rapport externe a passé en revue les projets menés par la Suisse dans le domaine de l'emploi, décernant une bonne note à la CI: dans presque 85 % des cas, l'efficacité des projets examinés a été qualifiée de satisfaisante à très bonne, avec une mention particulière pour les programmes de formation professionnelle, la mise sur pied de chaînes de valeur dans l'agriculture et les projets visant à améliorer les conditions de travail. Les projets analysés ont permis d'améliorer la productivité et de renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes⁸. La CI de la Suisse a soutenu la création de 65 000 emplois (voir SECO, p.6), ses projets cherchant surtout à promouvoir les réseaux d'aide (mentorat), les services financiers et de meilleures conditions de production. Dans les régions montagneuses de la Géorgie, la Suisse a apporté son soutien à des petites et moyennes entreprises (PME) actives dans la transformation du lait et de la viande. Grâce à l'amélioration de la chaîne de valeur, 27 600 paysannes et 64 000 paysans ont trouvé des débouchés réguliers à leurs produits, dont la vente a généré des revenus supplémentaires de 6,5 millions de francs (voir DDC, p.8).

Collaboration prometteuse avec le secteur privé

En ligne avec l'ODD 17 visant la création de partenariats pour la réalisation des objectifs, la CI a consolidé son action auprès du secteur privé durant la période 2017–2020 et obtenu de bons résultats. En Indonésie, la CI a collaboré avec l'administration publique

et le secteur privé pour rendre la production de cacao plus durable. Les producteurs et productrices participant au projet ont été formés à des techniques de culture durable et ont bénéficié d'un accès à des capitaux d'investissement. En 2018, leur productivité a augmenté en moyenne de 22 % et leur revenu s'est amélioré de plus de 16 %. Avec un salaire annuel moyen de 1244 dollars, les familles disposent d'environ 205 dollars de plus pour subvenir à leurs besoins. Depuis 2016, les entreprises soutenues ont réduit de 30 % les émissions de CO₂ produites lors de la transformation du cacao. Durant la période 2016–2018, le projet a bénéficié à plus de 153 000 producteurs et productrices (voir SECO, p.7).

Contribution de la Suisse au financement climatique

S'agissant du financement climatique, le renforcement de la collaboration avec le secteur privé doit permettre, à l'avenir, de mobiliser davantage de fonds. À partir de 2020, les pays industrialisés se sont engagés à contribuer à hauteur de 100 milliards de dollars par an, par des fonds privés et publics, au financement de mesures en faveur du climat dans les pays en développement. Le Conseil fédéral estime la part équitable de la Suisse à 450–600 millions de francs par an à partir de 2020, un montant qui englobe des fonds aussi bien publics que privés. La mobilisation du secteur privé en faveur du financement climatique reste un défi dans les pays en développement pauvres, d'où la recherche de nouveaux instruments financiers innovants.

Lutter contre les crises, les conflits armés et les catastrophes

Avec le message 2017–2020, la Suisse a intensifié ses activités dans les contextes fragiles, les crises et les conflits armés. Elle s'est engagée au plan mondial pour la concrétisation de l'ODD 16 visant à promouvoir la paix, la justice et des institutions efficaces. Près de 1,8 milliard de personnes dans plus de 40 pays sont touchées par des crises, des catastrophes ou des conflits armés. Selon l'OCDE, d'ici 2030, quelque 80 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté se trouveront dans des contextes fragiles⁹. Les expériences recueillies par la CI montrent qu'il n'y a pas de recette toute faite pour gérer la fragilité et les conflits armés. Les priorités et les modes de travail de la CI doivent pouvoir s'adapter avec souplesse à un contexte politique en constante évolution et aux conditions sécuritaires.

Dans divers pays partenaires, la montée de l'autoritarisme représente un défi. Là où la participation citoyenne et les droits fondamentaux ont été fortement restreints, la Suisse a réduit la collaboration avec les institutions étatiques et a adapté, voire suspendu ses projets (voir DDC, p.10). Lorsque la collaboration avec le gouvernement central n'était plus possible, la CI a davantage soutenu les autorités régionales ou communales et les organisations de la société civile qui se mobilisaient pour la participation citoyenne et la reddition de comptes. Les projets qui profitaient directement à la population ont été poursuivis. Le soutien aux petites et moyennes entreprises a amélioré l'approvisionnement économique de la population. Lorsqu'un conflit armé menaçait d'éclater, la Suisse a proposé ses bons offices, en particulier la médiation et la promotion de la paix.

Au Mozambique, le gouvernement et les forces d'opposition armées ont signé un traité de paix définitif. La Suisse a accompagné étroitement les pourparlers menés en amont (voir DSH, p.4). Dans le conflit syrien, plus de 400 Syriens et Syriennes ont pu prendre part au processus de paix de l'ONU grâce au soutien de la Suisse. Les mesures de promotion civile de la paix, de prévention des conflits violents et de renforcement des droits de l'homme sont venus compléter

8 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'emploi 2005–2014, 2017.

9 OCDE, *États de fragilité 2018*, 2018.

efficacement les instruments de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (voir p. 13). La CI s'appuie de manière ciblée sur le savoir-faire de la Suisse, notamment dans les domaines de la médiation, de la promotion du dialogue entre les parties au conflit, des négociations de cessez-le-feu ou encore des dialogues sur les droits de l'homme. La Suisse a par ailleurs mis à profit son expertise dans le domaine de la prévention de la violence dans les processus électoraux (voir DSH, p. 4).

Stratégies pour une migration sûre, ordonnée et régulière

En 2018, selon les statistiques de l'ONU, le monde comptait 258 millions de migrants et migrantes¹⁰, ce qui équivaut à près de 3,4 % de la population mondiale¹¹. Des 71 millions de personnes ayant fui des conflits armés et des persécutions, 41 millions sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 26 millions ont le statut de réfugiés reconnus et 3,5 millions sont des requérants d'asile en attente d'une décision. 80 % de ces personnes déplacées vivent dans des pays voisins de leur pays d'origine¹².

Au cours du débat sur le message 2017–2020, le Parlement avait décidé de lier stratégiquement la CI et la politique migratoire, «notamment en s'intéressant aux causes des conflits et des migrations». Un nombre important des mesures de la CI 2017–2020 sont indirectement pertinentes du point de vue de la politique migratoire: ces programmes touchent notamment à la politique de paix, au développement du secteur privé, à la formation professionnelle et à l'éducation de base. Les programmes migratoires s'adressent aux migrants, aux personnes déplacées et aux réfugiés (voir p. 12). Les initiatives de la Suisse ont contribué à ce que les personnes ayant émigré, par exemple les travailleurs migrants originaires d'Asie du Sud et du Sud-Est dans les États du Golfe, aient accès à une protection et à une assistance juridique. En participant au dialogue politique international, la Suisse a œuvré en faveur d'une migration plus sûre, ordonnée et régulière. Il faudra encore renforcer ce lien stratégique et atténuer durablement les causes de la migration que sont les conflits armés, les catastrophes naturelles et l'absence de perspectives sur place. L'expérience a montré qu'il faut faire preuve d'une certaine souplesse dans l'utilisation des moyens financiers, notamment pour s'engager ponctuellement dans des pays qui ne figurent pas parmi les pays prioritaires de la coopération bilatérale au développement.

La Suisse, un acteur humanitaire fort

Depuis début 2016, la Suisse a fourni une aide d'urgence à 8,4 millions de personnes vivant dans la précarité et une aide à la reconstruction à 1,2 million de personnes, perpétuant ainsi sa tradition humanitaire. Elle a agi avec rapidité et souplesse, offrant une aide d'urgence dans des situations de catastrophe, comme lors du séisme et du tsunami qui ont frappé l'île indonésienne des Célèbes en 2018 ou des deux cyclones qui ont balayé le Mozambique en 2019 (voir DDC, p. 14). L'engagement lié à la crise syrienne constitue la plus importante opération humanitaire lancée par la Suisse. Près de 60 millions de francs par an ont servi à venir en aide aux populations touchées, pour moitié à la population meurtrie en Syrie et pour moitié aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil au Liban, en Jordanie,

¹⁰ Le terme de migrant ou migrante international/e s'applique ici à toutes les personnes qui séjournent durablement dans un pays autre que leur pays d'origine. On ne fait donc pas de distinction entre les personnes ayant fui leur pays d'origine (réfugiés) et celles qui migrent pour d'autres motifs, notamment économiques.

¹¹ ONU, *Rapport mondial sur les migrations 2017*, 2017.

¹² Statistiques du HCR, 2019, disponibles sous www.unhcr.org > En bref > Aperçu statistique > 25.6.2019.



en Turquie et en Irak. Les projets ont surtout porté sur l'aide d'urgence, la protection des civils et le renforcement de leur capacité de résilience. Pour venir en aide aux personnes démunies, il faut un système humanitaire pleinement opérationnel. La Suisse est reconnue au plan international comme un acteur crédible et compétent (voir DDC, p. 13). Membre du Conseil exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), la Suisse a œuvré avec d'autres bailleurs de fonds à la révision de la stratégie et du mode de fonctionnement du PAM. La protection de la population civile, le respect des principes humanitaires et la reddition de comptes envers les populations touchées ont été au cœur des réflexions.

Pour les droits de l'homme et l'état de droit

Le respect et la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit sont des conditions essentielles au développement économique et social. C'est pourquoi la Suisse a renforcé son engagement en la matière durant la période 2017–2020. Dans ses pays prioritaires, elle a contribué à la concrétisation de l'ODD 10, qui vise à réduire les inégalités. En Asie du Sud, la Suisse a aidé plusieurs organisations nationales des droits de l'homme à rendre compte des violations perpétrées en la matière (voir DDC, p. 10). Ces institutions aident les groupes vulnérables à connaître leurs droits et à les défendre devant les autorités. Conjointement avec le secteur privé et la société civile, la Suisse a élaboré des lignes directrices pour les matières premières, qui offrent aux entreprises suisses un outil concret pour prévenir les violations des droits de l'homme dans ce secteur (voir DSH, p. 5).

La longue tradition démocratique de la Suisse est largement reconnue à l'échelle internationale. **La Suisse a partagé ses expériences avec ses pays prioritaires et contribué à la bonne gouvernance ainsi qu'à la concrétisation de l'ODD 16 en faveur de la paix, de la justice et d'institutions efficaces.** En Tunisie, la CI a soutenu plus de 7100 membres de conseils communaux ainsi que des juges, dont plus de la moitié des femmes, dans l'exercice de leur fonction, dans le but de renforcer l'état de droit, l'accès à la justice et la société civile. La Suisse a également œuvré, avec ses pays partenaires, à la lutte contre la corruption. En Ukraine, par exemple, elle a permis de mettre à profit le potentiel de la numérisation pour en faire un moyen efficace de lutte contre la corruption (voir DDC, p. 12).

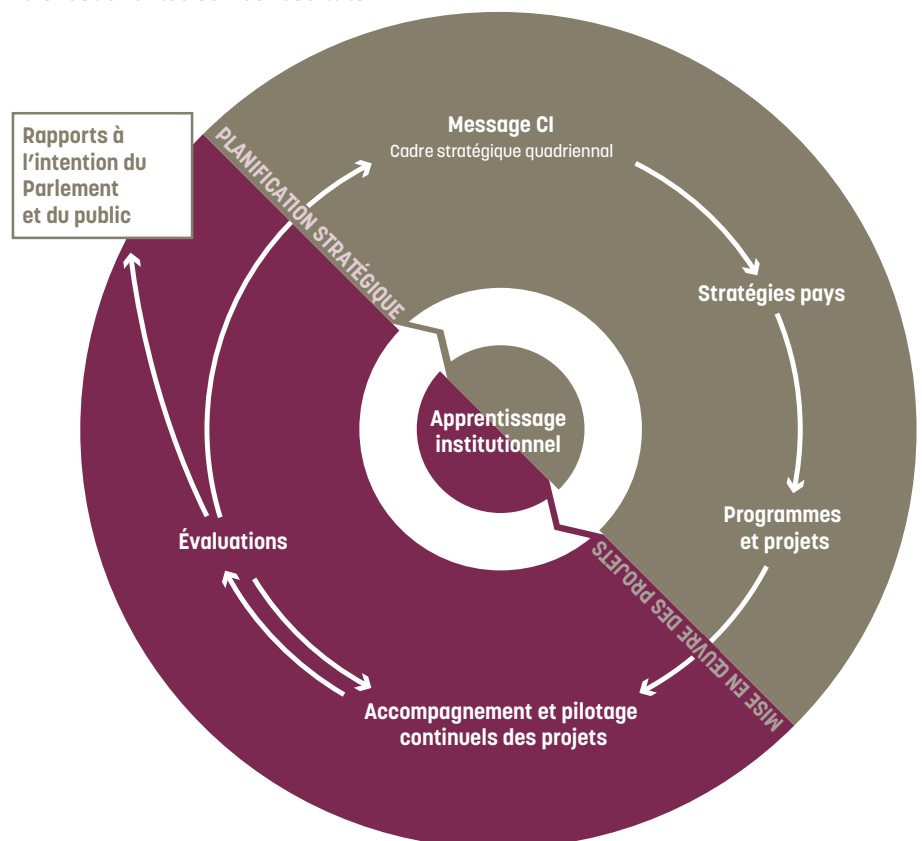
Intégration sociale de tous

La CI a mené différents projets visant une amélioration des situations de vie des personnes souffrant d'un handicap. L'accent était placé sur la rééducation physique et l'intégration sociale. En 2017, plus de 44 000 personnes vivant avec un handicap, en première ligne des victimes de mines anti-personnel, ont été traitées dans des centres de rééducation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Dans le cadre de son engagement en faveur de la formation au Tchad (voir DDC, p. 7), la CI sensibilise le corps enseignant à une prise en charge adéquate des enfants ayant un handicap. Les enfants restent scolarisés dans leur classe habituelle et bénéficient d'un soutien individuel, ce qui favorise leur intégration et la compréhension mutuelle.

Une action qui porte ses fruits

Lors de son examen en 2019, l'OCDE a décerné de bonnes notes à la CI de la Suisse pour la planification, la mise en œuvre, le pilotage et l'évaluation de ses projets et de ses programmes¹³. La première étape de tout engagement dans un pays prioritaire consiste à définir une stratégie nationale. Les projets qui en découlent s'intègrent dans ce programme national et se complètent réciproquement. Il est important de bien analyser les problèmes et de fixer clairement les objectifs, afin que les projets génèrent l'impact recherché, avec l'efficacité requise. La DDC, le SECO et la DSH mesurent systématiquement leur impact (voir graphique): **ils s'appuient pour ce faire sur le cadre stratégique du message, en l'intégrant dans leurs stratégies nationales et leurs projets, dont la mise en œuvre est examinée en continu et évaluée à intervalles réguliers. Les enseignements tirés du monitoring et les recommandations formulées sur la base des évaluations contribuent à améliorer les projets.**

La CI est orientée sur les résultats



L'efficacité d'une stratégie, d'un programme ou d'un projet est mesurée par des experts indépendants sur la base de critères internationaux fixés par l'OCDE¹⁴ et d'un catalogue de questions telles que : le projet répond-il aux besoins de la population locale (pertinence) ? Les objectifs ont-ils été atteints (efficacité) ? Les résultats ont-ils été obtenus de la manière la plus économique possible (efficacité) ? Les résultats perdurent-ils au-delà de l'aide fournie par la Suisse (viabilité) ? Ces analyses sont essentielles à l'adaptation éventuelle des stratégies et à une meilleure orientation de la prochaine phase de projet ou des nouveaux projets.

S'il est relativement aisé de saisir les résultats au niveau d'un seul projet, il reste difficile, d'un point de vue méthodologique, de quantifier la contribution de la Suisse à la transformation sociétale et politique recherchée. Dans certains domaines comme la santé ou la formation, il est possible de compiler des résultats de projets

comparables pour en tirer des conclusions sur la base de résultats quantitatifs tels que le taux de scolarisation. Dans d'autres domaines de la CI, par exemple la promotion de l'état de droit ou de la paix, il est autrement plus difficile de mesurer précisément l'impact de la Suisse. Dans tous les cas, les évaluations indépendantes et les recommandations qui en résultent permettent d'améliorer l'action de la CI. Dans certains cas, il peut par ailleurs être intéressant de mener une étude d'impact scientifique en recourant à des groupes de contrôle, comme cela a été fait au Bénin dans le domaine de la formation (voir DDC, p.15). De telles études d'impact mobilisent certes d'importantes ressources humaines et financières, mais elles permettent d'étayer de manière scientifique l'impact obtenu par le programme et les effets (uniquement) imputables au contexte local.

Vous trouverez dans les rapports de la DDC, du SECO et de la DSH non seulement

les résultats positifs obtenus, mais aussi des informations sur des projets difficiles et d'autres défis qui se sont posés durant la période couverte par le message 2017–2020. La CI de la Suisse apprend non seulement de ses succès, mais également des difficultés rencontrées et elle s'emploie à améliorer continuellement ses projets, leur suivi et leur efficacité.

13 Examen de l'OCDE sur la coopération pour le développement : Suisse 2019, disponible sous www.oecd.org > Pays > Suisse > Examens pays Suisse > 5.4.2019.

14 Critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement, disponibles sous www.oecd.org > Accueil de l'OCDE > Direction de la coopération pour le développement > Évaluation des programmes de développement > 3.7.2019.

Pays et régions prioritaires de la coopération internationale

Exemples de projets sélectionnés

Prévention des catastrophes par la DDC et le SECO en Macédoine du Nord

En Macédoine du Nord, la DDC et le SECO ont pris des mesures complémentaires contre les inondations. La DDC soutient l'installation de systèmes d'alerte précoce et travaille davantage dans les zones rurales, tandis que le SECO met notamment à disposition des infrastructures modernes dans les villes (voir p.13).

Une stratégie suisse en Afrique du Nord

En Afrique du Nord, la CI a mis en œuvre avec succès une stratégie commune avec le SEM et a mené un travail complémentaire sur trois thèmes prioritaires: la démocratie et les droits de l'homme, la croissance économique et l'emploi ainsi que la protection et la migration (voir p.12).

Examen des violations des droits de l'homme au Nicaragua

Le respect et la promotion des droits de l'homme sont au cœur des actions menées par la DDC dans ses pays prioritaires en Amérique centrale. Au Nicaragua, la Suisse a contribué à la mise sur pied de groupes d'experts internationaux chargés d'examiner les dénonciations de violations des droits de l'homme (voir DDC, p.10).

Meilleurs résultats d'apprentissage au Tchad grâce à un enseignement dans la langue locale

Au Tchad, la DDC a soutenu l'éducation de base dans les langues locales. Ce faisant, elle a contribué à un apprentissage plus rapide des matières enseignées et à une diminution de l'abandon scolaire (voir DDC, p.7).

■ Direction du développement et de la coopération DDC * Aide humanitaire
 ■ Secrétariat d'État à l'économie SECO
 ■ Division Sécurité humaine DSH



Développement urbain en Ukraine

Le SECO a aidé des villes ukrainiennes à améliorer leur efficacité énergétique et à associer la population aux questions d'urbanisme. Deux villes se sont vu décerner le label « *European Energy Award / Cité de l'énergie* » (voir SECO, p. 8).

Processus de paix en Syrie

En étroite collaboration avec l'envoyé spécial de l'ONU, la DSH est parvenue à associer la société civile syrienne au processus de paix et a participé aux efforts visant à faire la lumière sur le sort de quelque 100 000 à 200 000 personnes portées disparues (voir DSH, p. 4).

Collaboration avec le secteur privé au Cambodge

Au Cambodge, l'entreprise suisse avec laquelle la DDC travaille finance une société commerciale locale, qui achète du riz certifié bio à des petits cultivateurs en vue de son exportation. La DDC a financé la formation des producteurs à la culture biologique, de sorte qu'ils ont pu vendre leurs récoltes à la société commerciale à un prix plus élevé (voir DDC, p. 8).

Dialogue migratoire dans la Corne de l'Afrique

Dans le cadre d'un dialogue mené par une organisation régionale avec huit pays de la Corne de l'Afrique, la DDC, la DSH et le SEM abordent ensemble des questions de migration, en tenant compte des intérêts de politique intérieure et extérieure de la Suisse (voir p. 12).

Aide d'urgence au Mozambique

En 2019, l'Aide humanitaire de la DDC a fourni une aide d'urgence au Mozambique après le passage des cyclones « Idai » et « Kenneth ». Les experts du Corps suisse d'aide humanitaire ont rapidement rejoint la zone sinistrée (voir DDC, p. 14).

Tourisme durable en Indonésie

Le tourisme occupe une place de choix sur l'agenda du gouvernement indonésien. Dans ce pays, le SECO a participé au développement durable du tourisme, notamment par des formations et l'amélioration des actions de marketing et des offres touristiques (voir SECO, p. 6).

Synergies et complémentarités

Pour mettre en œuvre le message 2017-2020, la Suisse a collaboré étroitement avec les gouvernements et les autorités de ses pays prioritaires, des organisations multilatérales, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et suisses, le secteur privé et les instituts de recherche. La réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 passe immanquablement par un engagement commun des acteurs étatiques et non étatiques à tous les niveaux et dans tous les secteurs. **Afin d'exploiter les synergies et les complémentarités dans les contextes qui s'y prêtent, la CI mise sur une approche pangouvernementale (Whole-of-Government Approach, WoGA) pour concrétiser ses programmes, et sur une coordination étroite des trois instruments de la CI (aide humanitaire, coopération au développement et promotion de la paix et de la sécurité humaine).**

Une stratégie suisse

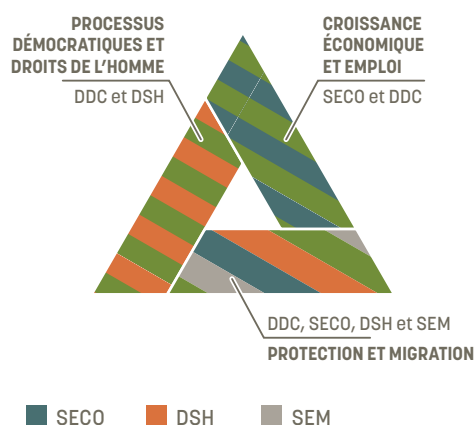
La CI a intégré efficacement l'approche pangouvernementale dans ses stratégies nationales et régionales, la DDC, la DSH, le SECO et le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) veillant à coordonner leurs actions et à assurer leur complémentarité. En Afrique du Nord, la Suisse a créé des synergies : tandis que la DSH mène un dialogue sur les droits de l'homme avec certains gouvernements, la DDC contribue à la formation continue dans le domaine de la bonne gouvernance et le SECO renforce la compétence d'organisation et d'action de l'État en consolidant les finances publiques (voir graphique). Au Moyen-Orient, une évaluation indépendante a confirmé l'efficacité de cette action stratégique commune de tous les acteurs suisses¹⁵. L'approche pangouvernementale adoptée par la Suisse a donné de bons résultats. Elle a permis de répondre aux différents défis qui se posent dans cette région en crise et d'établir un lien stratégique entre la CI et la politique migratoire.

Bons résultats de l'engagement en Ukraine^{17/18}

Grâce aux activités complémentaires de la DDC, de la DSH et du SECO, la Suisse peut aborder les enjeux liés au conflit dans l'est du pays sous différents angles et appuyer efficacement les processus de réforme, notamment en ce qui concerne la séparation des pouvoirs, la lutte contre la corruption ou encore l'abolition des structures centralisées en Ukraine. Grâce au SECO, les villes sont mieux à même d'assumer les tâches qui leur sont déléguées (voir SECO, p. 8). Dans le cadre de la promotion de la paix, la DSH s'est engagée sur le plan politique à avancer sur les questions humanitaires (voir DSH, p. 4), tandis que l'Aide humanitaire a approvisionné des millions de personnes en eau potable des deux côtés de la ligne de contact. Quant à la DDC, elle a aidé des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à créer de nouvelles entreprises. Sur recommandation de son équipe d'experts, la CI entend coordonner encore davantage ses instruments et renforcer son engagement dans ces mêmes régions (voir DDC, p. 12).

Synergies et complémentarités en Afrique du Nord grâce à WoGA

Les offices fédéraux suisses **DSH, DDC, SECO** et **SEM** travaillent en étroite collaboration et complémentarité sur les trois thèmes prioritaires suivants :



Lien stratégique entre la CI et la politique extérieure en matière de migration

Concernant le lien stratégique entre CI et politique migratoire¹⁶, le DFAE, le DEFR et le DFJP collaborent étroitement au sein de la structure de coopération interdépartementale en matière de migration (IMZ) en vue de s'acquitter du mandat que leur a confié le Parlement. Pour ce faire, ils sont intervenus à trois niveaux : au niveau politique d'abord, les questions migratoires ont été abordées lors de consultations avec les pays partenaires. De telles démarches peuvent déboucher sur la conclusion de partenariats migratoires, comme ce fut le cas en 2018 avec le Sri Lanka. Au niveau géographique ensuite, toutes les nouvelles stratégies de coopération de la CI ont, depuis 2017, été systématiquement examinées pour voir dans quelle mesure elles pouvaient tenir compte de la migration. Une grande majorité de ces nouvelles stratégies prévoient des activités substantielles dans le domaine de la migration. Enfin, au niveau thématique, la CI a lancé de nouveaux projets qui s'adressent directement aux migrants. À l'avenir, la structure IMZ sera associée encore plus tôt à la planification des projets. L'expérience de ces dernières années a par ailleurs montré que les opportunités en termes de politique migratoire n'étaient pas toujours saisies avec la souplesse souhaitée. La DDC réservera désormais des moyens pour des engagements ponctuels et flexibles en dehors de ses pays prioritaires, qui tiennent

¹⁵ Regional Evaluation Cooperation Strategy Middle East 2015–2018, 2018.

¹⁶ FF 2016 7875 et 7881

¹⁷ Evaluation Cooperation Strategy Ukraine 2015–2019, 2019.

¹⁸ Examen de l'OCDE sur la coopération pour le développement : Suisse 2019, disponible sous www.oecd.org > Pays > Suisse > Examens pays Suisse > 5.4.2019.

Partenariat stratégique dans la Corne de l'Afrique

Dans la Corne de l'Afrique, la Suisse s'engage depuis plus de 20 ans en faveur des réfugiés. C'est l'une des régions qui comptent le plus de migrants internationaux. La Suisse a noué un partenariat stratégique avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Intergovernmental Authority on Development, IGAD). Il s'agit là d'une première initiative financée conjointement par trois des principaux acteurs suisses dans le domaine de la politique migratoire extérieure (DDC, DSH et SEM). Ce soutien permet à la Suisse de mener avec les huit pays de la Corne de l'Afrique un dialogue sur les questions de migration qui tient également compte de ses intérêts de politique intérieure et extérieure.

La Suisse aide ces pays à réagir rapidement en cas de déplacements de population dus à des catastrophes climatiques et à créer des conditions-cadres permettant aux migrants de trouver plus facilement un emploi. Les transferts d'argent et les investissements des migrants qui émigrent de manière régulière et sûre dans la région et qui travaillent dans le pays d'accueil peuvent fortement contribuer au développement de leurs pays d'origine et d'accueil.

compte des préoccupations de l'ensemble de la structure IMZ. Dans le cadre de ses compétences-clés, le SECO a lui aussi la possibilité de réagir avec flexibilité à des opportunités ponctuelles en matière de politique migratoire en adoptant des mesures complémentaires.

Synergies des instruments de la CI

La DDC et le SECO travaillent de manière complémentaire dans la coopération au développement. En Macédoine du Nord, la DDC et le SECO œuvrent par exemple main dans la main dans la prévention des catastrophes. La DDC y soutient des systèmes d'alerte précoce et informe les habitants en zone rurale de la manière de se protéger. Le SECO aide pour sa part les communes à prévoir des mesures contre les inondations dans leurs plans d'aménagement du territoire. La concentration géographique de la DDC sur les régions rurales et celle du SECO sur les centres urbains permettent de couvrir toutes les zones inondables. Suite à une évaluation indépendante menée dans le domaine de la prévention des catastrophes, il a été recommandé à la Suisse d'exploiter davantage les complémentarités entre la DDC et le SECO (voir DDC, p. 14)¹⁹.

Depuis 2018, l'Afrique de l'Ouest a vu sa fragilité augmenter et de nouveaux foyers de crise et de conflit apparaître. Poursuivre son action dans les pays prioritaires de la région et atténuer les causes des conflits constituent un défi de taille pour la DDC. À cette fin, la CI recourt simultanément à la coopération au développement, à l'aide humanitaire et à la promotion de la paix. Au Burkina Faso, au Mali et au Tchad, la DDC a dû adapter ses programmes, notamment dans le domaine de la formation, qui joue un rôle essentiel pour la paix et la cohésion sociale. Au Niger, la DDC a également procédé à des adaptations pour tenir compte de la détérioration continue de la situation sécuritaire au Sahel.

L'approche intégrée du lien humanitaire-développement (nexus) mise sur le recours à ces deux instruments de la CI simultanément et dans un même contexte. Le nexus vise à exploiter les synergies non seulement dans le but de soulager les souffrances à court terme, mais aussi pour améliorer la situation des populations touchées à moyen et long terme. L'instrument de la promotion de la paix (DSH) est également déployé avec efficacité. Dans la Corne de l'Afrique, au Mali et au Myanmar, la DDC met en œuvre avec succès des programmes de ce type, comme l'a montré une évaluation indépendante sur le nexus²⁰. Certains domaines peuvent encore être optimisés: l'équipe d'experts externes a par exemple recommandé à la DDC de procéder à des adaptations structurelles afin de mieux combiner l'aide humanitaire et la coopération au développement (voir DDC, p. 14).

Collaboration efficace avec des ONG suisses

La DDC a apporté un soutien substantiel aux programmes internationaux de quelque 40 ONG helvétiques (organisations individuelles et faitières, fédérations cantonales), qui jouent un rôle clé dans la CI de la Suisse: **durant la période 2017-2020, les ONG ont consacré 73 % des contributions de programmes de la DDC aux pays et régions prioritaires de la DDC.** Une évaluation indépendante a confirmé l'importance du travail accompli par les ONG en vue de réaliser les objectifs énoncés dans le message²¹. Les ONG ont développé un solide savoir-faire dans des domaines prioritaires pour la CI et conclu des partenariats innovants avec des instituts de recherche et le secteur privé. Elles agissent ainsi de manière complémentaire à l'action menée par la DDC dans les pays prioritaires et contribuent à la concrétisation de l'Agenda 2030. Les ONG sensibilisent par ailleurs l'opinion publique suisse aux enjeux globaux et aux liens entre paix, sécurité, développement durable et prospérité.

Sur recommandation de l'équipe d'évaluation, la DDC a élaboré en 2019 des nouvelles directives pour sa collaboration avec les ONG suisses²². Ces directives visent une utilisation encore plus efficace et efficiente des ressources en faveur des populations les plus pauvres et des personnes en détresse dans les pays en développement et les régions en crise. Ces directives renforcent la société civile dans les pays partenaires et aident les ONG à intégrer davantage les savoirs techniques, les innovations et les prestations de la Suisse dans la CI (Swissness). La DDC a également adapté le système d'attribution des contributions de programmes pour atteindre un meilleur équilibre.

19 Independent Evaluation of SDC's Performance in Disaster Risk Reduction 2010-2017, 2020.

20 Independent Evaluation of the Linkage of Humanitarian Aid and Development Cooperation at SDC, 2019.

21 Independent Evaluation of SDC Partnerships with Swiss NGOs, 2017.

22 Directives de la DDC pour la collaboration avec les ONG suisses, 2019.

Utilisation des crédits-cadres

Avec le message sur la coopération internationale 2017–2020, le Conseil fédéral a présenté cinq crédits-cadres assortis des responsabilités institutionnelles correspondantes: (1) coopération technique et aide financière en faveur des pays en développement (coopération technique: DDC; coopération multilatérale: DDC/SECO); (2) aide humanitaire et Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) (DDC); (3) mesures de politique économique et commerciale dans le cadre de la coopération au développement (SECO); (4) aide à la transition dans les États d'Europe de l'Est (DDC/SECO); (5) mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine (DSH).

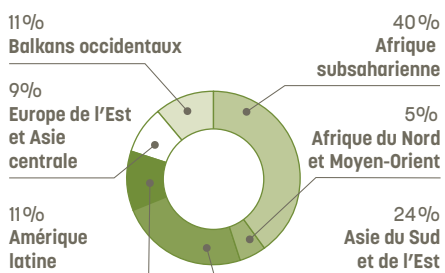
- ▶ Les engagements ont augmenté durant la seconde période de mise en œuvre, ce qui témoigne de la planification consciencieuse et rigoureuse des programmes et des projets.
- ▶ Compte tenu des coupes budgétaires décidées par le Parlement et le Conseil fédéral, la CI engagera environ 500 millions de francs de moins pour la période 2017–2020, ce qui correspond à 5 % du budget initialement prévu.
- ▶ Comme prévu, les moyens engagés pour chaque crédit-cadre sur la base des propositions de crédit approuvées ainsi que les ressources restantes encore planifiées (déduction faite des coupes) seront entièrement utilisés d'ici fin 2020.
- ▶ L'Aide humanitaire et la DSH doivent pouvoir réagir avec rapidité et flexibilité aux crises et aux conflits, qui ne sont pas prévisibles. C'est pourquoi la majeure partie des ressources relevant de ces deux crédits-cadres doivent être engagées de manière flexible, en veillant à garder des fonds pour pouvoir, durant les derniers mois de mise en œuvre du message, intervenir rapidement en cas de besoin.

Engagements bilatéraux par région

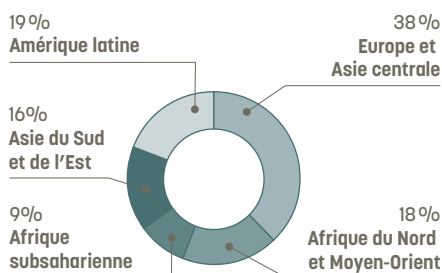
La DDC concentre ses activités principalement sur les pays à faible revenu. Le SECO est, quant à lui, surtout présent dans les pays à revenu intermédiaire, tandis que la DSH œuvre dans les régions en proie à des conflits armés ou susceptibles de l'être.

État au 30 juin 2019

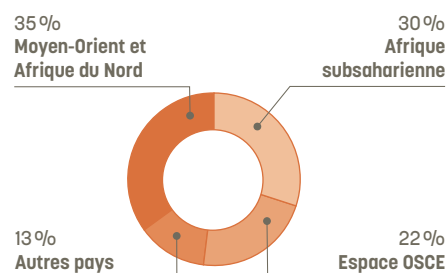
DDC



SECO



DSH*



* Y compris les détachements d'experts du Pool d'experts pour la promotion civile de la paix.

Impressum

Éditeurs :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

Freiburgstrasse 130

3003 Berne

Téléphone +41 58 462 44 12

www.ddc.admin.ch

deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie,

de la formation et de la recherche DEFR

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Coopération et développement économiques

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Téléphone +41 58 468 60 56

www.seco-cooperation.admin.ch

info.cooperation@seco.admin.ch

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Secrétariat d'État SEE/DFAE

Direction politique DP

Division Sécurité humaine DSH

Bundesgasse 32

3003 Berne

Téléphone +41 58 462 44 12

www.dfae.admin.ch/dsh

pd-ams@eda.admin.ch

Rédaction/coordination :

État-major de direction de la DDC

Politique et qualité SECO

État-major de la DSH

Graphisme :

Atelier Bläuer, Berne

www.atelierblaeuer.ch

Crédits photographiques :

Page de titre : Pascal Maitre/Panos Pictures (Éthiopie)

Page 6 : DDC/District Road Support Programm (Népal)

Page 8 : Swiss TPH/openIMIS (Tanzanie)

Cette publication est également disponible en allemand,
en italien et en anglais.

Ce rapport peut être commandé en ligne sur www.ddc.admin.ch
(rubrique Résultats et impact) ou sur www.seco-cooperation.admin.ch
(rubrique Documentation).

Berne, 2020



Direction du développement et de la coopération DDC

Rapport final sur la mise en œuvre
du message sur la coopération
internationale 2017–2020

Annexe DDC



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération

La DDC tire un bilan positif de l'efficacité de son action durant la période 2017–2020. Outre les nombreux succès obtenus, elle a toutefois fait face à des défis de taille, en particulier dans des contextes fragiles. Certains projets ont dû être adaptés ou abandonnés. Les pages qui suivent se fondent essentiellement sur des évaluations institutionnelles et thématiques réalisées entre 2017 et 2019¹.

Taux de réussite des projets

Taux de réussite (global)



Pertinence



Efficacité



Efficience



Durabilité



■ Message actuel (2016–2018) ■ Message précédent (2012–2015)

Chaque année, la DDC procède à une centaine d'évaluations, la plupart du temps à la fin d'une phase de projet, afin de définir l'orientation stratégique de la phase de suivi. Elle calcule ses taux de réussite sur la base de ces évaluations (voir graphique). Pour le message en cours, ses projets et programmes affichent des taux légèrement supérieurs à ceux obtenus par le passé.

1 Évaluations de la DDC, disponibles sous > www.dfae.admin.ch/ddc > Résultats et impact > 3.7.2019.

Contribution mesurable à l'Agenda 2030

Dans ses pays prioritaires, la DDC a grandement contribué à la concrétisation des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 (ODD), en mettant à profit sa longue expérience, le savoir-faire helvétique et la force d'innovation de manière ciblée et efficiente en collaboration avec des acteurs locaux et suisses. Cadre de référence international, l'Agenda 2030 appelle la communauté internationale à agir ensemble. La DDC a intégré les ODD dans ses objectifs stratégiques pour la période 2017–2020. Elle a par ailleurs orienté toutes ses stratégies de coopération sur l'Agenda 2030 et sur les priorités nationales des pays prioritaires contribuant ainsi à la réalisation de leurs objectifs nationaux (voir objectifs d'efficacité 1 à 10, pp. 5 à 14).

Développement durable dans les régions de montagne

Les montagnes représentent l'habitat d'un cinquième de la population mondiale et le réservoir d'eau de la moitié de l'humanité. Pays alpin, la Suisse a mis à profit son expérience en faveur d'un développement durable des régions de montagne, en tenant compte du changement climatique. En Géorgie, grâce à la DDC, les paysans de montagne ont obtenu de meilleurs débouchés pour leurs produits et, ainsi, un revenu plus élevé (voir p. 8). Dans la région frontalière montagneuse entre le Tadjikistan et le Kirghizistan, la DDC a œuvré à une meilleure gestion des conflits autour de l'accès aux ressources naturelles (voir p. 12). Dans les Andes boliviennes, le programme de prévention des catastrophes a été bouclé avec succès au terme de 13 ans d'activité, après avoir obtenu des résultats durables au niveau systémique (voir p. 14).



La DDC a intensifié son soutien aux populations démunies durant la période 2017–2020. Depuis début 2016, elle a accordé une aide d'urgence à 8,4 millions de personnes vivant dans la précarité et une aide à la reconstruction à 1,2 million de gens frappés par une catastrophe. L'Aide humanitaire a concentré son soutien sur les besoins des populations touchées. Grâce à l'appui qu'elle a fourni aux réfugiés rohingyas, 120 000 enfants ont bénéficié d'un examen clinique pour malnutrition et plus de 10 000 enfants souffrant d'une grave sous-nutrition ont été traités au Bangladesh. Depuis 2018, la DDC a aidé les personnes dans le besoin à hauteur de 20 millions de francs et mis à disposition huit experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) pour apporter un soutien opérationnel aux organisations de l'ONU actives sur place.

Pour venir en aide aux personnes démunies, il faut un système humanitaire pleinement opérationnel. Reconnue pour son action crédible, la Suisse a soutenu les organisations de l'ONU dans leurs efforts de réforme, mettant son savoir-faire à leur disposition : en 2018, les experts du CSA ont réalisé 115 missions auprès de l'ONU. La Suisse s'engage pour une aide humanitaire efficace et conforme aux principes qui la régissent, soulignant ainsi sa tradition humanitaire. Dans les situations d'urgence, elle a agi de manière rapide et décidée, raison pour laquelle la DDC a également soutenu le fonds d'aide d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM). En 2018, le PAM a réagi à la crise alimentaire dans la province du Kasai (République démocratique du Congo) en multipliant son aide par dix et en approvisionnant 400 000 personnes avec des aliments de première nécessité. L'impact significatif de l'engagement humanitaire de la Suisse est évoqué aux pages 13 et 14.

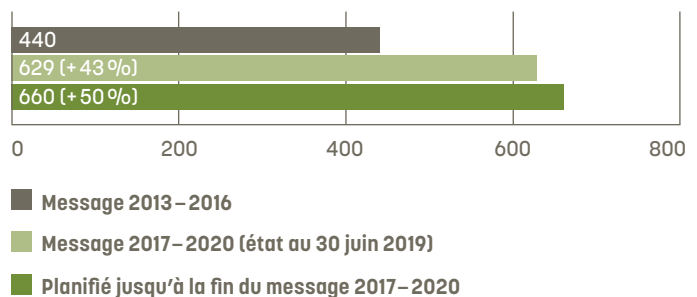
La pauvreté, les discriminations, les violations des droits de l'homme, les effets du changement climatique ainsi que la présence d'institutions étatiques faibles et corrompues sont les principales causes des tensions sociales, de l'instabilité économique, de l'extrémisme violent et des conflits armés recensés dans le monde. **Durant la période 2017–2020, la DDC s'est donc engagée davantage dans des contextes fragiles, contribuant de manière efficace à la réduction des causes de conflit et de fragilité.** La DDC est aujourd'hui présente dans 21 pays prioritaires fragiles, auxquels sont consacrés 45 % des engagements de la coopération bilatérale au développement (état au 30 juin 2019). Ces moyens ont été investis pour l'essentiel au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne. Dans ces États et régions qui bénéficient de conditions moins favorables pour sortir de la pauvreté et de l'instabilité par leurs propres moyens, l'action de la DDC a revêtu une importance toute particulière. Au Cambodge, les programmes de lutte contre les discriminations et l'exclusion sociale menés par la DDC ont bénéficié à plus de 800 000 personnes. Lors de la crise au Nicaragua, déclenchée par la répression violente des mouvements de protestation anti-gouvernementale, la Suisse a aidé plus de 1100 défenseurs des droits de l'homme. Dans ses pays prioritaires, la DDC s'est par ailleurs mobilisée pour que les tâches publiques soient exécutées avec compétence et dans l'intérêt de tous les citoyens et citoyennes. Davantage d'informations sur la bonne gouvernance en pages 6, 9 et 10.

Dans la planification et le pilotage de ses programmes dans des contextes fragiles, la DDC a renforcé la gestion de projets sensible aux conflits. Cette approche consiste à identifier les obstacles au développement liés à la politique, à l'économie, aux institutions, à la société et à la pauvreté, aidant à reconnaître et à prévenir les effets potentiellement négatifs des programmes. Au Bangladesh, la DDC a reconnu un potentiel de conflit entre les personnes déplacées et la communauté d'accueil lors de la mise en œuvre d'un programme en faveur des réfugiés rohingyas. Une mesure a consisté à étendre les activités du programme à la population locale, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. De telles évaluations des risques et mesures requièrent beaucoup de temps et de personnel.

La DDC s'est fortement mobilisée pour réduire la pauvreté et les inégalités. L'éducation de base et la formation professionnelle forment

des instruments clés de la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi la DDC a augmenté de 50 % son engagement en la matière par rapport à la période couverte par le message précédent (voir graphique). **Fort de son expérience en matière d'éducation, la Suisse a contribué de manière décisive au développement durable durant la période 2017–2020, en mettant son expertise à la disposition des pays prioritaires.** Outre les alliances stratégiques comme celle nouée avec le Partenariat mondial pour l'éducation (Global Partnership for Education, GPE), les initiatives de la DDC avaient également pour but de consolider les systèmes de formation dans le cadre de la coopération bilatérale. La coordination entre éducation de base et formation professionnelle constitue l'un des principaux objectifs de la stratégie de la DDC pour l'éducation. L'encouragement de l'apprentissage dans la langue maternelle a également porté ses fruits, les enfants obtenant de meilleurs résultats à l'école, comme l'illustre l'exemple d'un projet mené au Tchad évoqué en page 7.

Engagement bilatéral dans le domaine de l'éducation de base et de la formation professionnelle, en millions de francs



Dans les pays fragiles et les régions en crise, la DDC a nettement renforcé son appui à l'éducation de base depuis début 2017, par exemple en Jordanie, au Liban, en Afghanistan, au Burkina Faso, au Niger et au Mali. Ces pays subissent de plein fouet les effets de l'instabilité régionale et risquent, à cause du manque de possibilités scolaires, de se précariser et de produire des générations perdues. L'amélioration durable de la qualité de l'enseignement joue un rôle clé, comme le montre un projet mené en Afghanistan (voir p.6). Une mobilisation plus forte en faveur de la formation en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient a également permis, à travers des approches innovantes, de scolariser des enfants réfugiés et migrants. Les projets d'éducation de base se sont davantage inspirés du système scolaire suisse, et les échanges avec des représentants de l'instruction publique helvétiques ont été renforcés.

La DDC a également consolidé son action en faveur de la formation professionnelle, mettant en œuvre des programmes dans la quasi-totalité de ses pays prioritaires. Sur le modèle du système suisse de formation duale, la DDC a collaboré avec le secteur privé pour la formation professionnelle, adaptant ses programmes à la demande du marché du travail local. Le savoir-faire de la DDC est recherché car, dans de nombreux pays, les offres de formation professionnelle sont lacunaires, encore insuffisamment orientées sur les besoins du secteur privé ou ne suffisent pas à faciliter l'accès à l'emploi à des jeunes de plus en plus nombreux. Précisément dans les contextes fragiles, le chômage des jeunes et le sous-emploi restent des défis majeurs, ce qui s'explique par l'offre déficiente et la piètre qualité de l'éducation de base. Autant de facteurs qui, d'une part, freinent fortement la croissance économique et, d'autre part, offrent des perspectives insuffisantes à la jeunesse dans de nombreux pays. Dans un camp de réfugiés au Kenya, 2000 personnes ont certes terminé leur formation, mais la plupart d'entre elles n'ont pas réussi à décrocher un emploi (voir p.8). Pour améliorer la situation, la DDC entend associer les offres de formation professionnelle à celles de l'éducation de base et à d'autres interventions, tout en encourageant le secteur privé sur place.

La DDC s'est aussi fortement impliquée dans la lutte contre le changement climatique et d'autres défis globaux comme les pandémies, les crises alimentaires et les pénuries d'eau, les conflits armés et la gestion de la migration. À travers ses cinq programmes globaux thématiques et un dialogue politique international, la DDC s'est mobilisée pour trouver des solutions efficaces et durables à ces défis globaux. Son approche transversale a contribué à amener des solutions locales et régionales sur la scène internationale. **Le savoir-faire de la Suisse dans des domaines tels que l'efficacité énergétique, la production alimentaire, la santé et la gestion de l'eau fait référence au plan mondial.** Dans le domaine de la santé, la Suisse a notamment mis à disposition des capacités de recherche, un savoir spécialisé ainsi que des produits et des technologies. Un partenariat public-privé mis sur pied à Genève a permis de développer avec succès un traitement antipaludique contre une forme récurrente de cette maladie, un progrès à marquer d'une pierre blanche, aucun médicament contre le paludisme n'ayant plus été développé depuis 60 ans. Partenaire de la première heure dès 1999, la DDC a contribué de manière décisive à cette initiative. Dans le domaine de la santé, les défis restent toutefois de taille: notamment dans l'augmentation et dans l'utilisation plus efficace des fonds publics consacrés à la santé dans les pays prioritaires de la DDC ou encore dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de prévention plus efficaces de maladies infectieuses telles que le VIH/sida.

Conjointement avec le SECO et l'OFE, la DDC s'est engagée à lutter contre le changement climatique et ses conséquences. Découvrez en page 5 plus d'informations sur l'action de la Suisse pour réduire les émissions de CO₂ en collaboration avec divers acteurs étatiques et privés en Inde. Sous l'effet d'une augmentation des températures deux fois plus élevée dans les régions de montagne en comparaison de la moyenne mondiale, le changement climatique est en maints endroits à l'origine d'une fonte des glaciers parfois très nette². La DDC a soutenu un projet en Asie centrale qui visait, en collaboration avec des experts locaux du Kirghizistan, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et du Tadjikistan, à effectuer des mesures sur les glaciers. Une formation ciblée a permis aux partenaires locaux de poursuivre les mesures en toute autonomie à l'issue du projet. Ces mesures permettent de formuler des prédictions quant au recul des glaciers sous l'effet du réchauffement climatique et des effets escomptés sur la gestion de l'eau. Ces prévisions jouent un rôle essentiel en Asie centrale, une région très pauvre en eau marquée par des conflits entre États autour de la gestion de cette ressource naturelle (voir p. 12). Pour inciter le secteur privé à investir davantage dans des domaines associant climat et développement dans les pays en développement, la DDC a privilégié des modèles de collaboration innovants avec des entreprises opérant à l'échelle locale et internationale.

Bonne collaboration avec le Nigéria dans le domaine de la migration

Une part importante des programmes menés par la DDC durant la période 2017–2020 étaient consacrés à la gestion des conflits, au développement du secteur privé, à l'éducation de base et à la formation professionnelle, autant de thèmes indirectement liés à la politique migratoire. Les programmes ayant directement trait à la migration portaient sur la protection des migrants, des personnes déplacées et des réfugiés. Dans le dialogue politique international, la DDC s'est employée à ce que la migration se déroule de manière plus sûre, ordonnée et régulière. Dans le domaine de la migration, la Suisse a favorisé une collaboration interdépartementale, le DFAE, le DFJP et le DEFR œuvrant conjointement.



Le partenariat migratoire conclu en 2011 avec le Nigéria est un bon exemple de la collaboration entre les services fédéraux concernés. Depuis sa conclusion, les relations bilatérales n'ont cessé de s'améliorer.

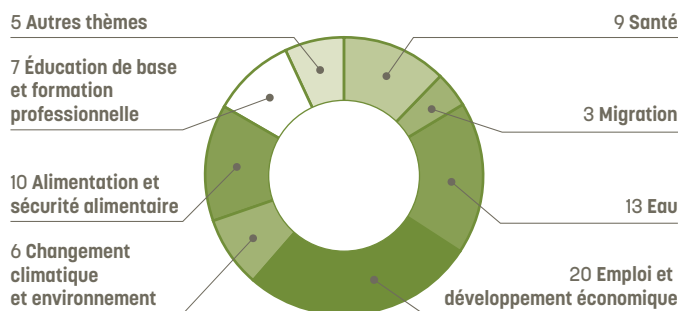
De même, la DDC a davantage mis, ces dernières années, sur les possibilités offertes par la numérisation et les nouvelles technologies: en Albanie, la DDC a soutenu la création de plateformes de données ouvertes, qui contiennent des informations en libre accès sur les contrats passés entre les communes et plus de 6500 entreprises. Cette mesure a amélioré la transparence sur l'attribution des mandats communaux et a mis au jour des cas de corruption. La DDC a également recueilli des premières expériences avec la technologie blockchain. Depuis 2017, le programme global Changement climatique et environnement contribue à l'innovation dans le cadre d'une initiative recourant à la blockchain pour mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat.

Collaboration public-privé dans le domaine des services financiers

La collaboration public-privé engagée au sein de l'association d'utilité publique «Swiss Capacity Building Facility» (SCBF) a déjà bénéficié concrètement à plus d'un million de personnes à bas revenus dans 33 pays. La SCBF assure le cofinancement de conseils et de formations sur mesure pour des établissements financiers dans des pays en développement ou des pays émergents, tout en soutenant des projets-pilotes avec un financement de départ. Dans ce cadre, la DDC travaille avec des entreprises privées et des fondations telles que la fondation Credit Suisse, Swiss Re et responsAbility. Grâce à cette collaboration, 250 000 clients à bas revenus ont pu ouvrir un compte d'épargne, sans compter l'octroi de 470 000 crédits et la conclusion de 400 000 contrats d'assurance.

Véritable locomotive de la croissance économique, le secteur privé joue un rôle clé dans les pays en développement et les pays en transition. **Pour mobiliser encore davantage le secteur privé comme catalyseur du développement durable, la DDC a renforcé depuis 2017 sa coopération avec les entreprises privées et obtenu d'excellents résultats en la matière.** La DDC a collaboré tant avec des entreprises locales dans les pays en développement qu'avec des multinationales pour obtenir un plus grand effet de levier pour les investissements publics en vue d'optimiser leur impact sur le développement. D'ici fin 2020, le nombre de partenariats avec le secteur privé devrait doubler. La plupart de ces partenariats sont jugés bons, voire excellents. Cela étant, précisément dans les contextes fragiles et difficiles, la DDC n'est parvenue à rallier à des projets communs qu'un petit nombre d'entreprises privées. La plupart des 73 partenariats conclus par la DDC avec le secteur privé ont concerné les domaines de l'emploi et du développement économique, de l'alimentation et de la sécurité alimentaire ainsi que de l'eau (voir graphique). Les pages 8 et 12 montrent comment la DDC a travaillé en partenariat avec le secteur privé.

Partenariats avec le secteur privé (état au 30 juin 2019)



² Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, *Mountains and Climate Change*, 2014.

Pour une mondialisation propice au développement

Aucun pays n'est en mesure d'apporter à lui seul une réponse à tous les défis actuels et futurs. Les stratégies nationales et internationales visant à promouvoir une mondialisation propice au développement ne peuvent être déployées que dans le cadre d'une démarche commune. Sachant que la Suisse profite tout particulièrement de la mondialisation et qu'elle dépend d'un contexte international stable, elle a aussi un grand intérêt à contribuer à la résolution commune des problèmes globaux.

Pour répondre aux défis globaux, la DDC a participé activement au dialogue international et aux stratégies de mise en œuvre dans ses pays partenaires, avec pour fil conducteur les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. La DDC s'est associée à ses partenaires pour élaborer des réglementations et des conventions mondiales portant sur cinq thématiques: changement climatique et environnement; sécurité alimentaire; santé; migration et développement; gestion de l'eau.

Une approche transversale pour relever des défis planétaires

La DDC a adopté avec succès une approche transversale, qui associe élaboration de solutions concrètes au plan local et participation aux dialogues menés à l'échelle internationale, en y insufflant de manière ciblée le savoir-faire et les expériences de la Suisse. De même, elle entretient des échanges avec des institutions multilatérales. Grâce au soutien de la DDC, 203 000 cultivateurs de riz ayant perdu des récoltes ont été indemnisés pour la première fois en Inde en 2017. Les données recueillies par satellite par une start-up suisse permettent d'évaluer précisément l'ampleur et les conséquences de catastrophes naturelles. À cette fin, la DDC a réuni avec succès les milieux politiques, l'administration, l'économie, la recherche et la société civile. Déjà appliquée aux Philippines, cette technologie sera bientôt utilisée au Vietnam et au Cambodge. Ces partenariats ont dynamisé l'action de la DDC et abouti à des solutions durables (voir code QR).



3 AIE, *Perspectives énergétiques mondiales 2018*, 2018.

4 Examen de l'OCDE sur la coopération pour le développement: Suisse 2019, disponible sous www.oecd.org > Pays > Suisse > Examens pays Suisse > 5.4.2019.

5 En anglais, le terme *social protection* englobe toutes les mesures collectives visant à protéger les gens contre les risques sociaux et économiques, par exemple à travers les assurances sociales (y c. les systèmes d'assurance privés), ainsi que les mesures complémentaires destinées à aider les bénéficiaires à améliorer et à renforcer leurs moyens de subsistance (politique du marché du travail).

6 Independent Evaluation of SDC's Performance in Social Protection 2013–2017, 2019.

Technologie numérique pour des petits paysans

Grâce au soutien de la DDC, 1,4 million de petits paysans au Zimbabwe, en Ouganda et en Indonésie ont pu accéder à des services financiers comme des comptes d'épargne, des opérations de paiement, des crédits et des assurances via leur téléphone portable, et 280 000 d'entre eux bénéficient en plus de services d'information. Les services financiers, des informations importantes sur les prix du marché ou les matières auxiliaires, ou encore des recommandations pour la culture sont accessibles en tout temps via le téléphone portable. La technologie numérique a permis aux paysans d'accéder formellement au marché: ils peuvent ainsi subvenir à leurs besoins tout en contribuant au développement économique du pays. Cette offre de services innovante via le téléphone portable sera étendue à d'autres pays d'Afrique de l'Est.

Normes suisses appliquées au secteur de la construction en Inde

Près de 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont générées par le secteur de la construction. L'Agence internationale de

l'énergie (AIE) estime que la plus forte hausse de la demande d'énergie mondiale viendra du secteur de la construction dans une Inde en plein essor, alimentée en particulier par le besoin croissant de climatisation³. Jusqu'à présent, l'Inde ne connaissait aucune norme de construction pour les immeubles d'habitation. Depuis plusieurs années, la DDC est engagée dans une coopération fructueuse avec ce pays et des partenaires suisses issus de la recherche et de l'industrie dans le cadre d'un projet visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. En décembre 2018, le gouvernement indien a adopté une norme, qui s'applique à tous les nouveaux bâtiments d'habitation du pays et permettra d'économiser près de 100 millions de tonnes de CO₂ d'ici 2030. Dans le cadre d'un programme de formation, la DDC partage avec d'autres pays en transition ou en développement les expériences qu'elle a recueillies dans le domaine de l'efficacité énergétique. Cela montre que les relations tissées sur le long terme et le lien de confiance instauré permettent d'obtenir des réformes significatives dans les pays partenaires, avec un impact qui dépasse leurs frontières nationales.

Point de vue extérieur

Le rapport du Comité d'aide au développement de l'OCDE (peer review) sur la CI de la Suisse lui attribue un rôle important dans la maîtrise des défis globaux: la Suisse est bien positionnée pour influencer les processus décisionnels politiques au niveau international. Les cinq programmes globaux de la DDC encouragent la recherche de solutions innovantes pour répondre aux défis globaux. Par ailleurs, les partenariats stratégiques conclus avec des organisations multilatérales renforcent l'influence exercée par la Suisse au niveau mondial et améliorent l'efficacité du multilatéralisme. L'engagement de la CI de la Suisse en faveur d'une politique cohérente en matière de développement durable forme un élément clé du message sur la CI 2017–2020. L'OCDE recommande à la Suisse de poursuivre ses efforts en faveur d'une telle politique. De même, elle invite la Suisse à continuer d'analyser les effets de ses politiques internes sur les pays en développement et à identifier les éventuelles incohérences⁴.

Défis

La DDC a rendu disponible au plan mondial un logiciel de gestion des caisses-maladie développé et utilisé en Tanzanie. Ce logiciel modulaire permet la saisie informatique des membres et le décompte des prestations avec les fournisseurs de soins. Il est actuellement utilisé dans cinq pays. Bien qu'il soit en libre accès, son introduction et son adaptation au contexte local ont un certain coût. Nombre de pays intéressés n'ayant pas les fonds nécessaires, une nouvelle stratégie de communication vise à récolter des fonds supplémentaires pour financer l'adaptation du logiciel. Selon une évaluation indépendante sur l'action de la DDC dans le domaine de la sécurité sociale^{5/6}, ce logiciel a permis à un plus grand nombre de personnes de souscrire à une assurance-maladie et d'améliorer ainsi durablement leurs conditions de vie.

Prévenir et maîtriser les crises et la fragilité

Chaque année, les conflits coûtent la vie à d'innombrables personnes. Ils peuvent anéantir en peu de temps les progrès que des sociétés ont mis des décennies à accomplir. La DDC contribue à éradiquer les causes de la fragilité et des crises mais aussi à atténuer leurs effets négatifs. De plus, dans le contexte de la mondialisation, les conflits ont toujours un impact sur la Suisse, que ce soit en créant un climat peu propice aux investissements ou en provoquant des mouvements migratoires.

Dans les contextes fragiles, la Suisse a attaché durant la période 2017–2020 une importance particulière à la complémentarité des différents instruments de la CI. Dans nombre de stratégies nationales comme au Mali, en Afghanistan et au Myanmar, elle a relié action humanitaire et programmes de développement et veillé à une élaboration et à une mise en œuvre concertées des stratégies de la DDC, de la DSH, du SECO et du SEM. Des évaluations indépendantes⁷ portant sur l'application de l'approche pangouvernementale dans différents contextes confirment le succès de cette mesure. Grâce à son engagement, la DDC a contribué à réaliser l'ODD 16 visant à instaurer la paix dans ses pays prioritaires.

Prévenir les conflits

Les conflits ont des causes multiples. Ainsi, l'exclusion politique et sociale, les traumatismes liés à des atrocités passées, les situations de crise persistantes ou encore les violations des droits de l'homme peuvent déboucher sur la violence. Avec ses programmes, la DDC favorise l'instauration de relations de confiance entre les partenaires et renforce la confiance à l'égard de l'État de droit et des autorités. Les activités qu'elle déploie dans ce sens dans divers pays, notamment en Ukraine (voir p. 12) et en Syrie, renforcent la capacité de résistance des populations et permettent de prévenir l'émergence d'autres conflits ou situations de violence.

Traiter les causes de la fragilité

Outre son action en faveur des droits de l'homme (voir p. 10), la DDC a encouragé la redevabilité des institutions étatiques et apporté des conseils pour l'élaboration de projets de loi. En contribuant à l'élimination des discriminations et de l'exclusion dans des régions fragiles ou touchées par des conflits, la DDC a favorisé l'avènement de sociétés pacifiques et justes (voir code QR). Le renforcement et la participation



des groupes de population vulnérables aux processus décisionnels sont aussi une composante clé de la lutte contre la fragilité. Au Laos, la DDC a permis à 57 000 villageois d'être associés au débat communal sur la fourniture de services publics comme l'approvisionnement en eau, les écoles et les routes, contribuant ainsi à améliorer sensiblement la situation en la matière dans les régions rurales pauvres. La DDC a soutenu des initiatives similaires au Burkina Faso, au Tchad et au Niger.

Miser sur l'éducation de base pour créer des perspectives, promouvoir la paix et favoriser l'égalité des genres

En Afghanistan, la moitié de la population est âgée de moins de 15 ans. Une bonne éducation forme le socle du développement du pays. La DDC a participé à la formation de plus de 2700 enseignants. 142 000 élèves, dont 40 % de filles, ont bénéficié d'un enseignement de meilleure qualité. La DDC a par ailleurs réagi à l'instabilité induite par le conflit en permettant à quelque 3000 enfants déplacés d'aller

Point de vue extérieur

La fragilité en Afghanistan est principalement due à la faiblesse des institutions étatiques, à l'insécurité et à la pauvreté.

Les actions de la Suisse visent à renforcer les systèmes nationaux et la décentralisation des institutions, tout en améliorant les conditions de vie locales et en répondant aux besoins humanitaires. Vu la situation politique, il est toutefois peu probable que le gouvernement priorise prochainement la consolidation des institutions étatiques décentralisées. La DDC a adapté sa stratégie 2019–2022 suite aux recommandations de l'évaluation externe de la stratégie de coopération pour l'Afghanistan 2015–2018⁸. Elle a supprimé les programmes de décentralisation fin 2018. En matière de bonne gouvernance et de droits de l'homme, l'évaluation recommandait en particulier de renforcer la prise de responsabilité aux niveaux local et national. Il convient donc d'approfondir la collaboration avec des instances gouvernementales locales comme les conseils communaux et les organisations non gouvernementales. Il est en outre prévu que la DDC continue d'œuvrer en faveur de l'éducation.

En Tunisie, la DDC a soutenu plus de

**7100
conseillers
communaux**

et des membres du Conseil suprême de la justice, dont plus de la moitié des femmes, dans l'exercice de leur fonction.

à l'école. Dans les contextes fragiles, l'éducation contribue de manière déterminante à la gestion des conflits, à la cohésion sociale et à l'égalité des genres. Outre la formation du corps enseignant, la DDC a aidé des autorités scolaires provinciales à développer du matériel d'enseignement sur les droits de l'homme et l'égalité des genres et à intégrer ces thématiques dans le plan d'études national.

Défis

Compte tenu de la crise politique qui secoue le Burundi depuis 2015, la DDC a dû adapter en particulier ses programmes visant à soutenir la décentralisation avec des acteurs étatiques. Les moyens alloués au niveau des ministères centraux ont été redirigés vers les administrations locales, dont l'instrumentalisation par le parti au pouvoir est jugée plus difficile. La fin de la collaboration avec des partenaires de la société civile a incité la DDC à travailler avec des personnes données au sein de groupes de conseillers, afin de garantir la responsabilité sociale de ses activités aux côtés des collectivités locales. La DDC a clairement augmenté sa participation à la gestion des marchés publics locaux et renforcé les mécanismes de contrôle de manière à limiter les risques institutionnels ou programmatiques tels que la corruption, les malversations ou l'instrumentalisation. Malgré les obstacles auxquels s'est heurtée sa mise en œuvre, le programme a obtenu les résultats visés.

7 Regional Evaluation Cooperation Strategy Middle East 2015–2018, 2018. Evaluation Cooperation Strategy Ukraine 2015–2019, 2019. Country Strategy Evaluation Afghanistan 2015–2018, 2018.

8 Country Strategy Evaluation Afghanistan 2015–2018, 2018.

Un meilleur accès aux services de base

Dans les domaines de la santé et de la formation, l'accès local à des services de base revêt une importance universelle. Pour permettre aux jeunes de se forger de bonnes perspectives d'avenir, il faut leur offrir des possibilités de formation appropriées. Dans notre société globalisée, les maladies contagieuses comme l'Ebola ont tôt fait de se propager d'un continent à l'autre. Dès lors que les systèmes de santé nationaux sont efficaces, ils peuvent fortement contribuer à prévenir les risques de propagation planétaire.

Dans ses pays prioritaires, la DDC s'est mobilisée pour promouvoir l'accès des populations défavorisées à des services de base de qualité dans des domaines essentiels: alimentation, santé, éducation, approvisionnement en eau, assainissement, gestion durable des ressources naturelles (voir projets en Asie centrale, pp. 4 et 12). À travers son engagement, elle a contribué à la concrétisation d'un grand nombre d'ODD dans ses pays prioritaires, car pour réduire la pauvreté et favoriser le développement économique, il faut commencer par couvrir les besoins de base. Grâce à l'aide financière fournie à des ONG suisses, plus de 1,6 million de personnes ont obtenu un accès à de l'eau potable propre.

Plus d'égalité des chances grâce à une meilleure hygiène menstruelle

Dans les régions montagneuses du Népal, la DDC a soutenu l'élaboration de la Déclaration de Dang sur une gestion efficace de l'hygiène menstruelle⁹. Un manque d'information, les tabous et la stigmatisation, l'accès restreint aux produits hygiéniques et des infrastructures sanitaires déficientes sont à l'origine d'une mauvaise hygiène menstruelle, qui compromet les perspectives d'éducation, la santé et le statut social des femmes et des filles dans le monde entier. Une mauvaise hygiène menstruelle empêche des millions de femmes et de filles de déployer leur plein potentiel. La Déclaration de Dang a été élaborée par la DDC et des ONG suisses, en collaboration avec le comité népalais de coordination pour l'eau potable, les eaux usées et l'hygiène. Elle a permis de sensibiliser le personnel gouvernemental et a abouti à une alliance de spécialistes en hygiène menstruelle, à des campagnes d'information publique et à la mise sur pied de projets de politique et d'infrastructure nationaux comme des toilettes adaptées aux besoins des femmes et des hommes et l'accès à l'eau dans les écoles.

Accès à la nourriture

Avec l'appui de la DDC, plus d'un million de personnes au Myanmar, au Honduras et au Mozambique ont bénéficié d'un meilleur accès

aux denrées alimentaires grâce à l'obtention de titres fonciers pour les terrains acquis. La vente de produits agricoles sur les marchés locaux leur fournit un précieux moyen de subsistance. Au Myanmar, la Suisse a encouragé l'adoption d'une politique nationale d'utilisation du sol, qui prévoit une meilleure réglementation de l'accès aux terres en faveur des groupes de population démunis et défavorisés.

Meilleurs résultats d'apprentissage grâce à un enseignement dans la langue locale

Au Tchad, les mesures prises par la DDC ont contribué à la scolarisation de plus de 200 000 enfants dans 765 écoles. Le programme a aidé à améliorer la qualité du système éducatif de base, sur lequel la formation professionnelle vient s'appuyer par la suite (voir code QR). Au Tchad, l'enseignement est assuré en français ou en arabe, les deux langues officielles du pays, mais rarement dans les quelque 150 idiomes locaux, ce qui pèse sur les résultats scolaires des enfants. Forte de son savoir-faire dans la gestion de la diversité linguistique, la Suisse a pu aider les autorités scolaires tchadiennes à concevoir des méthodes d'enseignement dans la langue locale et à favoriser le plurilinguisme. Le programme a porté ses fruits: les enfants ont appris plus vite, ont obtenu de meilleurs résultats et ont été moins nombreux à abandonner prématurément l'école.



Point de vue extérieur

En 2018, une équipe d'experts externes a évalué les actions menées par la DDC dans le domaine de l'eau entre 2010 et 2017¹⁰. **Selon les experts, les mesures de la DDC ont permis de cibler les personnes ayant des besoins en eau et en assainissement.** La DDC a été louée pour l'adéquation et l'efficacité de ses projets: la continuité, la durabilité et la souplesse ont contribué de manière essentielle au succès des projets menés. L'équipe d'évaluation a toutefois relevé un potentiel d'optimisation dans la mise en œuvre de ces succès au niveau national et régional. L'engagement de la Suisse dans le domaine de l'eau a fortement contribué à la prévention et à la gestion de crises dans des contextes fragiles. La collaboration de la DDC et du SECO a été jugée bien coordonnée et en partie très complémentaire.



9 millions

de personnes, dont plus de 50% de femmes et de filles, ont participé à des programmes d'éducation de base et de formation professionnelle soutenus par la Suisse.

En Tunisie

3 millions

de femmes et d'enfants ont pu profiter d'une prise en charge vitale à la naissance grâce à la présence de personnel soignant dûment formé avec l'aide de la Suisse.

Défis

Depuis 2013, la DDC soutient une initiative de l'Union africaine qui vise à promouvoir une agriculture paysanne durable et résiliente sur tout le continent africain. À ce jour, ce projet a été mis en œuvre dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. **Les premières expériences ont toutefois fait état de difficultés inattendues induites par le pilotage centralisé de l'initiative.** Le projet n'était d'abord pas assez souple pour pouvoir adapter les activités aux spécificités du pays et aux besoins des petits paysans locaux. Il a également fallu revoir le système consistant à accorder chaque année le même montant budgétaire aux pays participants. Les propositions de mise en œuvre sont maintenant formulées par les pays eux-mêmes et sélectionnées dans le cadre d'une procédure de financement compétitive. Cela devrait permettre au projet de mieux tenir compte des réalités nationales, d'inciter les acteurs locaux à s'engager davantage et de récompenser les résultats hors du commun.

9 Swiss Water and Sanitation Consortium, *Dang Declaration Paper on Menstrual Hygiene Management in Nepal*, 2017.

10 Evaluation of SDC's Engagement in the Water Sector 2010–2017, 2019.

Création d'emplois et amélioration des revenus

En étroite collaboration avec le secteur privé local et suisse, la DDC a permis à de nombreuses personnes défavorisées dans le monde entier d'accéder à des services abordables ainsi qu'au marché du travail. En participant aux processus d'élaboration et de mise en œuvre de politiques publiques et d'initiatives privées en faveur d'un développement économique durable et équitable, la DDC a également apporté une importante contribution à l'amélioration de l'accès aux services financiers et à la formation professionnelle pour les populations pauvres et défavorisées.

Depuis 2016, la DDC a renforcé son engagement aux côtés des acteurs du secteur privé afin d'obtenir l'effet de levier nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Chaque denier public octroyé par la CI doit ainsi permettre de multiplier les investissements privés. La DDC a contribué à la concrétisation de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) et de l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) dans ses pays prioritaires. Le SECO a mené une action complémentaire dans le domaine du secteur privé et de la promotion de l'emploi (voir annexe SECO).

Accès aux services financiers

Par services financiers, on entend les comptes d'épargne, les assurances, les opérations de paiement et les crédits. Grâce aux nouveaux outils numériques, il a été possible de déployer des programmes innovants pour offrir des microassurances à plus de personnes, ce qui a permis aux plus pauvres et défavorisées d'entre elles d'être mieux armées pour surmonter des événements imprévisibles, tels que les sécheresses et les maladies. Une évaluation indépendante menée dans le domaine de la sécurité sociale a confirmé ce constat¹¹. Par ailleurs, l'accès aux services financiers et à la sécurité sociale a dynamisé la croissance économique en facilitant la participation de ces personnes à l'économie.

Amélioration des marchés locaux

Dans les régions montagneuses et rurales de Géorgie, la Suisse a soutenu des petites et moyennes entreprises (PME) actives dans la transformation du lait et de la viande (voir code QR). Grâce à cette initiative, quelque 70 PME ont créé depuis 2017 plus de 730 emplois, dont 40 %



sont occupés par des femmes. En améliorant la chaîne de création de valeur, 27 600 paysannes et 64 000 paysans ont régulièrement accès au marché et la vente de leurs produits a généré des revenus supplémentaires de 6,5 millions de francs.

Renforcement des systèmes nationaux de formation professionnelle

En Serbie, le ministère de l'éducation a instauré avec l'appui de la DDC un système de gouvernance dans le cadre de la nouvelle loi sur la formation professionnelle duale. La Serbie pourra ainsi introduire et consolider de manière transparente et inclusive les mécanismes prévus par la loi. Les projets d'éducation de base et de formation professionnelle visent à la fois à renforcer les systèmes éducatifs nationaux et à permettre aux bénéficiaires d'acquérir les compétences requises pour exercer un travail plus intéressant et mieux rétribué.

Point de vue extérieur

La coopération suisse au développement considère depuis longtemps la création et la préservation d'emplois productifs comme un facteur clé de réduction de la pauvreté. Une équipe d'experts indépendants a analysé plus de 70 projets de la DDC et du SECO avant de rédiger un rapport sur l'efficacité¹³. Près de 85 % des projets ont obtenu un score d'efficacité allant de satisfaisant à très bien. **La plupart des projets ont atteint leurs objectifs en matière d'emploi.** Les programmes de formation professionnelle, le développement de chaînes de création de valeur dans l'agriculture et les projets visant à améliorer les conditions de travail ont atteint les meilleurs scores. Ces projets ont par ailleurs un effet positif sur la productivité et favorisent l'égalité des genres. Certaines interventions, comme les réformes de l'environnement des affaires, ont sur l'emploi des effets indirects qui ne pourront être mesurés qu'après plusieurs années. Dans ses conclusions, l'équipe d'évaluateurs a affirmé qu'il fallait accorder plus de moyens, en particulier **aux projets de microfinancement en faveur d'entreprises et aux projets de soutien aux PME**, afin de permettre aux travailleurs concernés de rompre la spirale de la pauvreté.

Grâce à la promotion du secteur privé au Bangladesh,

4,75 millions

d'acteurs économiques, dont des PME et des paysans, ont vu leurs bénéfices ou leurs revenus augmenter de

724 millions

de dollars¹².

Coopération avec le secteur privé

Au Cambodge, la DDC a collaboré avec l'entreprise suisse responsAbility, qui finance le négociant cambodgien AMRU Rice. Cette société vend le riz certifié bio de petits producteurs et l'exporte dans le monde entier comme produit bio à forte valeur ajoutée. Pour bénéficier du label bio, les cultivateurs de riz ont été formés à la culture biologique, grâce au soutien financier de la DDC. Fin 2018, la société a acheté le riz de 5800 cultivateurs au prix de 350 dollars la tonne, soit 150 dollars de plus que pour du riz traditionnel, ce qui a fortement amélioré les revenus et les conditions de vie des producteurs. Outre un financement à long terme, les acteurs privés insufflent souvent de l'innovation et des nouveaux modèles d'affaires.

Défis

Dans le cadre de son action en faveur de la formation professionnelle, la DDC applique le modèle du système dual suisse en collaborant avec le secteur privé et en s'attachant à répondre aux besoins du marché du travail. Ce modèle doit être adapté à chaque contexte. Ces deux dernières années, plus de 2000 personnes ont terminé avec succès les cours de formation professionnelle donnés par la DDC dans le camp de réfugiés à Kakuma (Kenya). Hormis l'exercice d'une activité indépendante, elles avaient toutefois peu de chances de décrocher un emploi. Il faudra associer ces offres de formation à d'autres actions et encourager le secteur privé qui, dans les régions fragiles, est majoritairement informel et peu organisé.

11 Independent Evaluation of SDC's Performance in Social Protection 2013–2017, 2019.

12 Valeurs cumulées pour la durée totale du projet 2002–2018, disponible sous www.katalyst.com.bd/index.html > 3.7.2019.

13 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'emploi 2005–2014, 2017.

Démarche conjointe de promotion de la bonne gouvernance

La bonne gouvernance et le développement économique équitable qui en découle sont des prérequis essentiels pour offrir aux populations des perspectives à long terme et un droit de participation au niveau local. Aussi bien à l'échelle mondiale que dans les pays partenaires, la DDC se mobilise pour promouvoir un mode de gouvernance démocratique et équitable. Elle encourage la participation politique de tous les citoyens, le développement économique et la réduction de la pauvreté.

La démocratie directe est l'une des marques de fabrique de la Suisse. Ce savoir-faire helvétique fait référence dans le monde entier, où il est très demandé, comme en témoigne la période 2017–2020. À travers cet engagement, la DDC a contribué dans ses pays



prioritaires à la concrétisation de l'ODD 16 visant à l'avènement de la paix, de la justice et d'institutions efficaces (voir code QR).

Collaboration avec les pouvoirs publics

Grâce au soutien pluriannuel de la Suisse à la Mongolie, les autorités des 356 districts du pays ont amélioré leurs pratiques en matière de gestion budgétaire publique participative, transparente et responsable. Le gouvernement national a par ailleurs promulgué une loi qui oblige à tenir compte des enquêtes de satisfaction menées auprès de la population dans l'évaluation de la performance des autorités locales. En 2018, de telles enquêtes ont été menées pour la première fois dans tout le pays. Le gouvernement a tenu compte des résultats dans sa planification visant à améliorer la fourniture de services publics. Dans divers pays prioritaires, la DDC a en outre soutenu des mesures spécifiques destinées aux groupes de population défavorisés. Dans les régions de montagne en Bolivie et au Népal, près de 100 collectivités locales ont pris des mesures ciblées pour lutter contre la violence faite aux femmes.

Même dans les contextes politiques difficiles, la DDC a obtenu de bons résultats. Ainsi, au Burundi, quelque 1600 citoyennes et citoyens ont pu participer aux processus de planification publics dans les communes soutenues par la DDC. De telles initiatives portent notamment sur l'accès à l'approvisionnement en eau, la mise en place de services médicaux, la construction de routes et l'aménagement d'écoles.

Transferts de fonds aux communes

Avec l'aide de la DDC, plus de 2160 collectivités locales dans onze pays prioritaires ont pris des mesures pour accroître leurs recettes fiscales en toute transparence et financer ainsi



les services assurés au niveau communal. Près de 2130 communes ont pu augmenter leur assiette fiscale de 24 % en moyenne.

Renforcement de la société civile

Au Rwanda, le soutien de la DDC a permis de renforcer plus de 90 ONG impliquées dans les processus décisionnels politiques et la reddition de comptes sur des thématiques telles que l'agriculture, la violence contre les femmes, la réconciliation nationale et les intérêts des personnes handicapées. La DDC a apporté son

concours à de nombreuses initiatives de la société civile en faveur d'une participation accrue de la population et de la mise en œuvre de projets de développement concrets.

Malgré l'augmentation des politiques restrictives dans de nombreux pays prioritaires en Afrique subsaharienne, elle est parvenue à préserver et à encourager dans une certaine mesure la participation citoyenne. En Tanzanie, la DDC a participé à une couverture médiatique équilibrée et professionnelle en soutenant une radio destinée à la jeunesse, écoutée maintenant chaque semaine par près de trois millions de jeunes.

Point de vue extérieur

Sur mandat de la direction de la DDC, l'action menée par la DDC dans le domaine de la sécurité sociale sur la période 2013–2017 a fait l'objet d'une évaluation¹⁴. **D'après les évaluateurs, les mesures de la DDC ont contribué à renforcer les prestations fournies par les systèmes sociaux, dont les assurances-maladie ou les assurances contre les pertes de récolte.** Les moyens de subsistance et la résilience des populations concernées à l'égard de facteurs extérieurs ont été fortement améliorés. La DDC a travaillé à la fois aux plans local et national, une approche mixte qui, d'après les expériences recueillies par la Suisse, s'est révélée fructueuse et efficace. En revanche, les évaluateurs ont déploré l'absence de stratégie institutionnelle dans le domaine évalué, ce qui nuit à la cohérence des activités de la DDC ainsi qu'à leur impact et à leur durabilité.

Défis

Plusieurs pays prioritaires enregistrent une montée de l'autoritarisme, une tendance qui limite parfois fortement la participation citoyenne. Dans ces pays, la DDC a réévalué soigneusement et régulièrement son engagement avec les institutions étatiques, afin d'adapter ses activités en conséquence et d'explorer d'autres possibilités de faire une place à la participation citoyenne. Ainsi, en Tanzanie, elle a intensifié ses analyses du contexte ainsi que le dialogue mené avec le gouvernement et la société civile. En parallèle, elle a soutenu des projets qui sensibilisent encore plus les citoyens à l'importance du dialogue public. Au Rwanda, la DDC a ciblé son action en matière de gouvernance sur des thèmes qui sont à la fois importants pour la population et dans l'intérêt du gouvernement.

14 Independent Evaluation of SDC's Performance in Social Protection 2013–2017, 2019.

Un engagement fort en faveur des droits de l'homme

Le renforcement des droits de l'homme est resté au cœur de l'action de la DDC durant la période 2017–2020. Les violations des droits de l'homme demeurent une source de pauvreté et de conflit partout dans le monde, entravant le développement social, économique et politique des pays concernés. Elles compromettent les chances de la population de mener une vie digne et sûre, ainsi que les perspectives personnelles dans le pays d'origine, ce qui pousse souvent les gens à l'exil.

Durant la période 2017–2020, la DDC a contribué de manière décisive à la mise en œuvre de la stratégie du DFAE en matière de droits de l'homme 2016–2019, qui garantit la cohérence de l'action suisse dans ce domaine. Ses initiatives en faveur du respect et de la promotion des droits de l'homme ont également œuvré à la réalisation de l'ODD 10 (inégalités réduites) et 16 (paix) de l'Agenda 2030. L'absence de cadre politique et juridique en matière de droits de l'homme est l'une des principales causes de fragilité des États. Associée à un état de droit défaillant et à une justice inaccessible, elle peut générer des tensions sociales et politiques. En pratique, les normes internationales minimales en matière de droits de l'homme ont été très rarement respectées dans les contextes fragiles, ce qui a nui à la capacité de résistance et au développement durable des populations concernées (voir code QR).



Promotion de sociétés plus justes

Dans les régions de montagne du Nicaragua et au Honduras, la DDC a soutenu des initiatives locales afin d'encourager le débat de société sur le respect des droits de l'homme et de l'état de droit. Les thèmes prioritaires sont les droits des femmes, l'accès durable aux ressources naturelles et à la justice, la liberté d'expression et la transparence des collectivités locales. Les programmes de la DDC ont soutenu des initiatives, des politiques et des processus politiques visant à la protection et au respect des droits de l'homme. Ils ont œuvré à l'acceptation au plan national des normes internationales des droits de l'homme et ont établi des mécanismes de protection en faveur de groupes et d'individus spécifiques dans les pays prioritaires de la DDC.

Protéger et surveiller les droits de l'homme

En Asie du Sud, la Suisse a activement soutenu les organisations nationales de défense des droits de l'homme en Afghanistan, au Pakistan, au Népal et au Bangladesh. La DDC les a aidées à mieux rapporter aux mécanismes internationaux de protection et de promotion

des droits de l'homme ainsi qu'à renforcer le réseautage aux plans national et international. En Afghanistan, elle a permis l'élaboration d'un rapport indépendant visant au réexamen de la mise en œuvre de la Convention contre la torture. La Suisse a également collaboré avec le ministère de la justice de manière à ce que l'Afghanistan promulgue une nouvelle loi contre la torture. La DDC a en outre favorisé l'accès à la justice pour les femmes, les enfants et les personnes détenues.

Renforcement des mécanismes de dialogue avec la population

En Amérique centrale, la DDC a poursuivi son action visant à renforcer les droits de l'homme sous plusieurs formes: projet de soutien à la réforme du secteur de la sécurité d'un pays, assistance fournie au bureau national du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et à des organisations locales de défense des droits de l'homme, projets de lutte contre la corruption et l'impunité. Avec l'aide de la Suisse, deux groupes d'experts internationaux ont été dépêchés au Nicaragua pour enquêter sur des violations des droits de l'homme.

Point de vue extérieur

Après avoir analysé l'orientation stratégique de la CI de la Suisse au Moyen-Orient, une équipe d'experts externes a confirmé l'efficacité des interventions de tous les acteurs suisses dans cette région fortement touchée par le conflit syrien¹⁵. Les évaluateurs ont recommandé de conserver les trois thèmes prioritaires que sont les besoins de base, la protection des populations affectées par les conflits et la gestion de l'eau pour la nouvelle stratégie et de continuer à se concentrer sur ces thématiques. La complémentarité des activités de la DDC et de la DSH dans le domaine des processus démocratiques et des droits de l'homme devrait permettre de réagir à l'avenir plus rapidement aux défis régionaux et nationaux. L'équipe d'évaluation a également recommandé de collaborer davantage avec des organisations locales, afin de renforcer la résilience des populations et la responsabilisation des collectivités locales.

Au Honduras, plus de

260 demandes de protection

de défenseurs des droits de l'homme ont été formulées et traitées, dont dix ont porté sur des mesures de protection particulières.

Grâce aux partenariats institutionnels conclus avec des ONG suisses,

1,6 million

d'adultes et d'enfants défavorisés ont vu leurs droits renforcés et l'exclusion sociale et la discrimination dont ils faisaient l'objet diminuées.

Défis

Suite à la répression violente des mouvements de protestation anti-gouvernementale au Nicaragua en 2018, la DDC a suspendu temporairement tous les projets qu'elle réalisait dans ce pays en collaboration avec le gouvernement. Elle a par ailleurs consolidé dans tous les projets l'approche de travail sensible aux conflits. Malgré ce contexte plus difficile, la DDC cherche toujours au Nicaragua des moyens de mettre en œuvre des activités qui favorisent le dialogue et renforcent la capacité de ce pays de transformer le conflit sur le long terme et de se démocratiser. Elle y a également prêté main-forte au HCDH, qui a dépêché une équipe sur place pour établir un rapport sur les violations des droits de l'homme commises dans ce contexte de crise. Suite aux critiques formulées dans ce rapport, le gouvernement nicaraguayen a expulsé du pays l'équipe du HCDH en août 2018. Depuis lors, le HCDH rapporte sur la situation au Nicaragua depuis le Panama.

¹⁵ Regional Evaluation Cooperation Strategy Middle East 2015–2018, 2018.

Pas de développement durable sans égalité

La DDC a œuvré avec succès à la promotion de l'égalité des chances entre hommes et femmes, qui est indispensable pour assurer un développement juste et durable. Elle a mis l'accent sur le renforcement politique et économique des femmes, ainsi que sur le respect des droits des femmes et des filles dans les contextes fragiles et les situations de conflit.

L'adoption, en 2017, de la première stratégie du DFAE sur l'égalité des genres et les droits des femmes constitue un jalon important. En 2019, la DDC a publié pour la deuxième fois son rapport sur la situation en matière d'égalité des genres¹⁶. L'objectif 5 de l'Agenda 2030 forme la pierre angulaire de l'engagement de la DDC dans les trois domaines prioritaires que sont les violences sexuelles et sexospécifiques, le renforcement économique et la participation politique des femmes. La DDC a encouragé les mesures sexospécifiques dans les projets humanitaires et dans les programmes de développement à long terme.

Violences sexospécifiques

Au Burkina Faso, plus de 1,65 million de personnes ont bénéficié de mesures de prévention et de sensibilisation aux violences sexuelles et sexospécifiques. Les violences sexospécifiques sont une atteinte aux droits de l'homme des individus concernés, hommes et femmes. Elles touchent majoritairement des femmes, mais aussi des hommes. Elles sont particulièrement fréquentes dans les contextes fragiles et les situations de conflit. La DDC collabore avec des organisations et des autorités locales afin d'apporter une réponse rapide et ciblée aux besoins des victimes.

Promotion économique des femmes

Les femmes sont souvent plus pauvres que les hommes et ont de moins bonnes perspectives d'emploi. Pour améliorer leurs capacités économiques, il est essentiel qu'elles aient accès à un revenu et puissent en disposer elles-mêmes. Dans les régions montagneuses de Géorgie, la DDC a aidé des communes à prévoir, dans les



Chaque année, plus de **84 000 personnes**, ayant été exposées à des violences physiques, sexuelles ou psychiques ont bénéficié d'un soutien psychologique, médical et juridique de la part de la DDC et de ses organisations partenaires.

Grâce à l'appui de la DDC, **16 000 emplois destinés aux femmes** ont été créés en 2018 dans les régions de montagne au Honduras, en Géorgie et en Arménie.

centres communaux, des locaux réservés aux femmes, où elles ont pu suivre des formations à la gestion financière et à l'entrepreneuriat. La collaboration avec les communes a également intensifié l'engagement des pouvoirs publics dans le domaine de l'égalité des genres et des conditions-cadres proposées aux femmes dans la vie économique.

Participation politique des femmes

Au Niger, un projet de la DDC destiné à soutenir le gouvernement dans l'approvisionnement en

eau et l'assainissement des régions rurales a permis d'accroître la participation des femmes aux processus décisionnels concernant ces services publics. L'implication des femmes est décisive pour garantir un accès équitable à l'eau potable et aux équipements sanitaires. Les résultats montrent que dans les régions où la DDC et ses partenaires mettent en œuvre des programmes spécifiques, la participation et la représentation politiques des femmes sont supérieures à la moyenne nationale.

Point de vue extérieur

Un rapport d'évaluation externe¹⁷ a montré que 83 % des projets de la DDC visant l'égalité des genres ont atteint les objectifs fixés (voir code QR). Malgré des résultats en constante amélioration depuis 2006, force est de constater un manque de personnel ayant les connaissances spécifiques nécessaires pour atteindre les objectifs ambitieux fixés en la matière. Les collaborateurs et les organisations partenaires de la DDC sont sensibilisés à ce problème et reçoivent des formations dans ce sens. Une évaluation indépendante consacrée à l'engagement de la DDC dans le domaine de l'eau¹⁸ a relevé qu'à l'échelle mondiale, la participation des femmes aux décisions relatives à la politique de l'eau constitue un enjeu majeur. La Suisse renforcera son engagement pour régler cette situation en intégrant la question de l'égalité des genres dans les programmes consacrés à l'eau et en soutenant des initiatives innovantes.



Défis

Dans certains pays prioritaires de la DDC, l'émergence d'un climat plus autoritaire et conservateur est constatée depuis quelques années. Les droits fondamentaux des femmes sont remis en question et les femmes sont reléguées à un rôle traditionnel au sein de la famille et de la société. Il est donc d'autant plus important pour la DDC d'intégrer spécifiquement à l'avenir la dimension genre dans un maximum de projets. L'OCDE¹⁹ a recommandé en particulier d'accroître le nombre de projets sexospécifiques, afin d'induire davantage de transformations structurelles. La DDC continuera de renforcer l'implication, essentielle, d'hommes et de garçons dans des projets visant l'égalité. En 2018, la DDC a organisé la première conférence internationale intitulée « Men Move! Engaging Men and Boys in Gender and Development »²⁰ en Suisse, afin de discuter avec des expertes et experts des avancées scientifiques, des pratiques éprouvées et des problématiques.

16 DEZA, *Status Report on Gender Equality 2018. Breaking New Grounds*, 2019.

17 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'égalité des genres 2007–2016, 2018.

18 Evaluation of SDC's Engagement in the Water Sector 2010–2017, 2019.

19 Examen de l'OCDE sur la coopération pour le développement Suisse 2019, disponible sous www.oecd.org > Pays > Suisse > Examens pays Suisse > 5.4.2019.

20 Rapport de la conférence, 2018, disponible en anglais sous www.menmove-conference2018.ch > Welcome > 3.7.2019

Participation politique et économie de marché en Europe de l'Est

La Suisse s'est mobilisée pour la sécurité et la stabilité en Europe de l'Est en favorisant aussi bien la prospérité chez ses voisins européens que les relations économiques qu'elle entretient avec eux. Elle a soutenu la transition vers davantage d'état de droit, de démocratie et d'économie sociale de marché, afin de permettre aux personnes de tous les groupes de la population, indépendamment de leur sexe, d'avoir un accès équitable aux processus de décision politiques et aux services.

Pour soutenir ses pays partenaires des Balkans occidentaux jusqu'en Asie centrale, la DDC et le SECO mettent en œuvre des programmes complémentaires (voir annexe SECO).

Collaboration avec des parlements

En Macédoine du Nord, en Serbie et en Albanie, la Suisse a apporté son concours à des parlements nationaux et locaux pour améliorer la surveillance du gouvernement et des finances publiques de même que la législation, et pour intégrer la société civile au dialogue politique. Avec l'appui des Services du Parlement suisse, la Macédoine du Nord a créé un institut parlementaire qui fournit désormais des prestations aux membres du parlement, aux fonctionnaires et au public. Il s'agit d'étapes importantes pour l'instauration de parlements professionnels, transparents et représentatifs.

Lutte contre la corruption grâce à la cybergouvernance

La DDC a aidé l'Ukraine à numériser ses services administratifs, un moyen efficace de lutter contre la corruption, qui sape les institutions démocratiques et compromet le développement économique. Dans ce pays, l'enregistrement d'une entreprise est un service public très demandé. Les longues files d'attente aux guichets et la lenteur du traitement des demandes sont les principaux motifs de corruption. Grâce au nouveau formulaire électronique, la procédure d'enregistrement peut être effectuée 24h/24, 7j/7, et permet également aux personnes à mobilité réduite ou aux personnes déplacées de s'inscrire en ligne. De fait, entre 16 et 50 demandes

électroniques sont soumises chaque jour – une tendance à la hausse.

Croissance économique et emploi

En Bosnie-Herzégovine, le chômage des jeunes, qui s'élève à près de 39 %²¹, influence fortement les perspectives des jeunes. Depuis 2017, plus de 3500 étudiants ont bénéficié des offres de formation professionnelle de la DDC et près de 2700 diplômés, dont une moitié de femmes, ont trouvé un emploi dans les six mois qui ont suivi la fin de leur formation. La DDC mise sur des initiatives complémentaires alliant développement d'offres de formation professionnelle orientées sur le marché, services de placement et soutien à la création de start-ups par des jeunes adultes.

Intégration sociale

Au Kosovo, les jeunes Roms âgés de 18 à 24 ans sont deux fois moins nombreux à exercer une activité professionnelle ou à suivre une formation que les autres jeunes du même

âge. La DDC a soutenu la création de centres de promotion dans les écoles kosovares. Une étude²² montre que la participation à cette offre a triplé les chances des jeunes de terminer l'école élémentaire : être exclu du système éducatif contribue fortement à maintenir les générations futures dans la pauvreté. Grâce à ce projet, les centres de promotion et les bourses d'études destinées aux enfants défavorisés ont été intégrés dans la législation nationale et leur financement est assuré par des fonds publics.

Point de vue extérieur

L'Ukraine est le plus grand pays d'Europe, mais aussi l'un des plus pauvres. Depuis le début du conflit dans l'est de l'Ukraine en 2014, ce pays fait face à des défis majeurs.

En Ukraine, la Suisse s'engage en faveur de la cohésion nationale, de la bonne gouvernance démocratique et du développement durable social et économique (voir code QR). L'OCDE²³ et une équipe d'évaluation indépendante²⁴ sont parvenues à la conclusion que la collaboration était dans l'intérêt des deux pays, la Suisse pouvant ainsi appuyer efficacement les processus de réforme. Par ailleurs, elle est souple, ce qui lui permet de s'adapter rapidement aux priorités et aux contextes changeants. L'engagement de la Suisse, que la neutralité et l'accès aux personnes dans le besoin des deux côtés de la ligne de contact rendent unique, est reconnu par tous les partenaires. L'équipe d'évaluation a recommandé de renforcer encore mutuellement les mesures d'aide humanitaire, de coopération au développement et de promotion de la paix et, le cas échéant, de se concentrer davantage sur une même zone géographique.



Grâce au soutien de la Suisse,

500 000
personnes

dans des régions de montagne en
Asie centrale et

295 000
personnes

au Kosovo ont désormais accès
à de l'eau potable.

Défis

La région montagneuse qui sépare le Tadjikistan et le Kirghizistan est le théâtre d'une concurrence féroce pour l'accès aux ressources naturelles. La DDC y a soutenu un projet visant à prévenir les conflits violents entre communes des deux pays. Cet objectif a été atteint au niveau communal, des promoteurs de la paix constitués en réseau prenant contact avec leurs interlocuteurs situés de l'autre côté de la frontière dès qu'ils observent une recrudescence des tensions. Aucun changement systémique n'a toutefois été atteint : les gouvernements ne se font pas confiance et défendent les intérêts nationaux. Il n'existe aucune volonté claire de traiter les causes du conflit. C'est pourquoi la DDC s'est résolue à cibler son projet uniquement sur la gestion de l'eau, qui est l'une des causes principales des conflits violents.

21 Statistiques de la Bosnie-Herzégovine, recensement de la main-d'œuvre 2018, disponible sous http://www.bhas.ba/ankete/LAB_00_2018_Y1_0_BS.pdf > 26.6.2019.

22 Évaluation du projet *Social inclusion and improvement of living conditions for Roma, Ashkali, Egyptians, and other vulnerable groups in Kosovo*, 2018.

23 Examen de l'OCDE sur la coopération pour le développement: Suisse 2019, disponible sous www.oecd.org > Pays > Suisse > Examens pays Suisse > 5.4.2019.

24 Evaluation Cooperation Strategy Ukraine 2015–2019, 2019.

Enjeux humanitaires : des réponses mondiales

L'aide humanitaire de la Suisse a contribué de manière décisive au renforcement et à la réforme du système humanitaire. En collaboration avec les organisations concernées de l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des organisations non gouvernementales, la DDC a œuvré à l'amélioration de leurs propres méthodes de travail et au développement du cadre juridique humanitaire international. Objectif : mieux réagir aux enjeux humanitaires, de plus en plus nombreux partout dans le monde.

Les règles du droit international humanitaire ont été violées à maintes reprises. Les attaques délibérées contre des infrastructures, notamment médicales, ont des conséquences humanitaires fatales pour la population concernée. Dans bien des endroits, l'accès aux populations en détresse est très difficile. Dans le même temps, les conflits armés, l'instabilité politique et le risque de catastrophe naturelle aggravé par le changement climatique ont fait exploser les besoins en aide humanitaire. Alors que le fossé entre les besoins urgents et les moyens disponibles ne cesse de se creuser, l'existence d'organisations multilatérales efficaces est plus cruciale que jamais, compte tenu des défis à relever.

L'expertise suisse, une référence mondiale

En 2018, des experts du CSA ont réalisé 115 missions auprès d'organisations multilatérales telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). La solide expertise technique et stratégique que la Suisse a mise au service de ces organisations dans des domaines tels que le traitement de l'eau, la protection des réfugiés et des personnes déplacées, ou encore la gestion des paiements en espèces a contribué à renforcer l'efficacité du système humanitaire. Une évaluation portant sur le domaine de la sécurité sociale²⁵ a confirmé l'efficacité de l'action de la DDC dans la gestion des paiements en espèces, qui ont un impact sur l'alimentation des bénéficiaires : le nombre d'enfants sous-développés a été réduit et les taux de scolarisation ont augmenté.

La Suisse plaide la cause humanitaire

En avril 2018 et en février 2019, la Suisse a co-organisé à Genève, aux côtés de la Suède



et de l'ONU, la deuxième et la troisième conférences des donateurs pour venir en aide au Yémen. La tradition humanitaire de la Suisse et la Genève internationale lui confèrent une crédibilité particulière pour plaider la cause humanitaire. Il fallait 2,96 milliards de dollars pour couvrir les besoins humanitaires de 12 millions de Yéménites durant l'année 2018. Les participants à la conférence se sont engagés à verser 70 % des fonds nécessaires, ce qui a permis de financer rapidement et dans une large mesure les besoins humanitaires constatés. La Suisse a appelé la communauté internationale à s'engager à faire cesser ce conflit : peu importe le

montant de l'aide humanitaire octroyée au Yémen, les solutions humanitaires ne permettent pas de résoudre les problèmes politiques.

Système d'alerte précoce pour prévenir les catastrophes

Les dégâts causés par des événements météorologiques et climatiques extrêmes ne cessent d'augmenter (voir code QR)²⁶. Le partenariat global *Climate Risk Early Warning Systems (CREWS)* œuvre à la mise en place d'une pratique éprouvée de prévention des catastrophes. Il s'appuie sur les atouts des canaux de communication modernes pour développer des systèmes d'alerte précoce. Depuis 2018, la Suisse siège au comité de pilotage du CREWS, qui contribue à l'adoption d'importants accords multilatéraux de prévention du changement climatique et des catastrophes tels que la Conférence de Sendai et l'Accord de Paris sur le climat.



Point de vue extérieur

Les résultats de l'évaluation menée dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe (RRC) ont fait état de succès notoire dans tous les secteurs thématiques et géographiques ciblés et ont souligné le travail de pionnier de la DDC²⁷. Si elle a perdu en influence ces dernières années au niveau global, la DDC convainc toujours par son action crédible et sa médiation efficace. Pour continuer à jouer un rôle de premier plan, l'équipe d'évaluation a recommandé d'améliorer le lien entre l'aide humanitaire et la coopération au développement (voir p.14), estimant que la réduction des risques de catastrophes n'est désormais plus l'apanage de l'aide humanitaire, mais qu'elle concerne également la coopération au développement. La RRC ne cesse de gagner en importance, précisément en lien avec le changement climatique. Les évaluateurs ont en outre recommandé à la DDC de cibler son action en matière de RRC sur le savoir-faire suisse.

Défis

Septante ans après l'adoption des Conventions de Genève, le droit international humanitaire est trop souvent bafoué pour des motifs divers et variés, au détriment de la population civile. Les groupes armés sont plus nombreux et plus radicaux, mais également moins structurés. Le CICR estime qu'aujourd'hui, seul un tiers des conflits opposent deux parties, tandis qu'un conflit sur cinq implique plus de dix parties²⁸. Cette situation exige un engagement plus fort dans les négociations sur le respect du droit international humanitaire et sur l'accès à la population en détresse.

25 Independent Evaluation of SDC's Performance in Social Protection 2013–2017, 2019.

26 FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO 2018, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building climate resilience for food security and nutrition*, 2018.

27 Independent Evaluation of SDC's Performance in Disaster Risk Reduction 2010–2017, 2020.

28 <https://www.icrc.org/en/document/global-trends-war-and-their-humanitarian-impacts-0>

Sauver des vies et apaiser les souffrances dans les situations de crise

L'aide humanitaire de la Suisse contribue de façon significative à réduire les souffrances humaines qui découlent de crises, de conflits et de catastrophes, et à protéger les victimes civiles de conflits violents.

Un rapide coup d'œil sur les conflits actuels et les crises humanitaires montre que leur durée tend à s'allonger. Une crise humanitaire dure aujourd'hui plus de neuf ans en moyenne et les personnes touchées sont de plus en plus nombreuses. En 2019, plus de 131 millions de personnes ont été tributaires d'une aide humanitaire, contre 63 millions en 2012. En 2018, à peine plus de la moitié des 25 milliards de dollars nécessaires à l'échelle mondiale a été couverte par des contributions de la communauté internationale²⁹.

Focalisation

Durant la période couverte par le message, l'aide d'urgence s'est concentrée sur le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne, entre le Mali et la Somalie. L'Aide humanitaire est intervenue là où les besoins étaient les plus criants et où elle pouvait apporter une valeur ajoutée. Son engagement au Sri Lanka, dans le Caucase du Sud, au Libéria, au Zimbabwe, en Angola et en Équateur est définitivement terminé.

Une aide d'urgence, mais pas de solutions d'urgence

En Somalie, des projets d'approvisionnement en espèces ont aidé la population en situation de crise à subvenir à ses besoins les plus urgents. La Suisse a aussi œuvré pour préserver la population de crises futures: elle a soutenu des systèmes locaux d'assurance sociale, des communautés d'épargne et de crédit, des systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse et une meilleure gestion des ressources naturelles. Une étude externe consacrée à ce projet a confirmé l'efficacité de cette approche³⁰.

Rapidité et souplesse

Outre leurs interventions après le séisme en Équateur (2016) et l'ouragan « Matthew » à Haïti (2016), les experts du CSA sont très rapidement arrivés sur place après le tremblement de terre qui a frappé le Mexique (2017). En 2018, après un séisme de magnitude 7,5, une vague haute de plusieurs mètres a déferlé

sur une partie de la côte ouest de l'île indonésienne des Célèbes. La Suisse a fourni une aide en matière d'eau potable, d'hygiène et d'abris de secours à plus de 6000 personnes dans le besoin. En 2019, la DDC a mené d'autres missions d'aide d'urgence au Mozambique, dans le sillage des cyclones « Idai » et « Kenneth », et en Iran après des inondations.

Plus de lait pour moins d'argent

En 2018, conformément à une décision du Parlement, l'ensemble du crédit Lait de 20 millions de francs a, pour la première fois, été mis à la disposition du PAM sous la forme d'une contribution en espèces pour lutter contre la faim et la sous-alimentation, notamment en Algérie et en Corée du Nord (voir code QR). Le PAM a acheté le lait en poudre en Suisse au prix d'exportation. Grâce à ce changement de pratique, il a été possible d'acheter 12 % de poudre de lait en plus avec 14 % de fonds en moins que l'année précédente et de venir ainsi en aide à un plus grand nombre de personnes touchées par la faim.



La prévention des catastrophes, un pari gagnant

Le programme de prévention des catastrophes mené par la DDC dans les Andes boliviennes a été bouclé avec succès 13 ans après son lancement. Grâce à des mesures préventives et à des assurances agricoles, des familles rurales

Point de vue extérieur

Les conflits et les crises humanitaires qui s'inscrivent dans la durée confrontent la coopération au développement et l'aide humanitaire à de nouveaux défis. Une évaluation³¹ a examiné l'approche mixte de la DDC, qui allie l'aide d'urgence et des objectifs de développement durable (nexus). Elle a montré que ce lien stratégique donne des résultats positifs, par exemple dans la Corne de l'Afrique, au Mali et au Myanmar, et que les efforts visant à établir ce nexus étaient le fait de certains acteurs du réseau extérieur. Pour favoriser l'interaction entre aide humanitaire et coopération au développement dans toute la DDC, des adaptations structurelles s'imposent. La direction de la DDC prévoit d'adapter la structure institutionnelle de la DDC dans la perspective du prochain message sur la stratégie de la CI 2021–2024, afin d'encourager désormais l'application du nexus.

La DDC a fourni une aide d'urgence à

8,4 millions

de personnes, auxquelles se sont ajoutées

6,3 millions

de personnes ayant bénéficié des contributions de programmes versées à des ONG suisses.

La Suisse a apporté une aide à la reconstruction à

1,2 million

de personnes.

pauvres ont pu réduire les pertes dues à la grêle, au gel, à la sécheresse et aux inondations. Au niveau systémique, les investissements consentis par la Suisse à hauteur de 20 millions de dollars ont permis de modifier des lois et des réglementations, de développer des outils d'analyse des risques et de développer les compétences techniques dans quatre ministères, huit des neuf gouvernements provinciaux et plus de la moitié des 339 communes boliviennes.

Défis

L'est de la République démocratique du Congo est secoué par des crises et des conflits depuis de nombreuses années. Des pans entiers de la population se voient régulièrement contraints de fuir les violences. Dans cette région, la DDC a soutenu un projet d'aide d'urgence destiné aux familles déplacées. **L'organisation partenaire a été informée d'irrégularités dans la mise en œuvre du projet à travers le mécanisme de plainte établi.** L'examen mené a révélé un système d'abus: une partie de l'aide était accordée à des personnes qui ne remplissaient pas les critères d'octroi. L'organisation partenaire a examiné les plaintes en détail, menant à ce que l'ampleur des tricheries fait actuellement l'objet d'investigations sous l'égide de l'ONU. La DDC a immédiatement suspendu les paiements à venir. Ce cas a confirmé l'importance des mécanismes de plainte.

29 Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2019, 2019.

30 SomRep, *Positive Deviance in Somalia: Why are some households more resilient than others?*, 2018.

31 Independent Evaluation of the Linkage of Humanitarian Aid and Development Cooperation at SDC, 2019.

Orientation sur les résultats

La mesure de l'efficacité n'est pas un but en soi, mais un moyen utile pour piloter l'action de la DDC et de ses mandataires, de l'améliorer en permanence et d'en rendre compte. La mesure de l'efficacité débute dès la planification de projets de la DDC et de ses mandataires et se poursuit au-delà de la durée d'un projet.

On distingue fondamentalement deux types d'instruments de mesure de l'efficacité : le **monitoring** et l'**évaluation**. Le monitoring consiste à recueillir régulièrement des données sur des indicateurs définis. La DDC examine si le projet est en bonne voie d'atteindre ses objectifs et peut l'adapter à temps s'il n'obtient pas l'impact prévu. L'évaluation, elle, est destinée à profiter d'un regard extérieur pour examiner un ou plusieurs projets ou stratégies. Elle apprécie les résultats et montre à quel point le projet ou la stratégie est efficace. Elle analyse par ailleurs l'adéquation, l'efficacité et la durabilité à l'aune des critères internationaux fixés par l'OCDE³².

Évaluations institutionnelles et thématiques

La direction de la DDC requiert par ailleurs chaque année quatre à cinq évaluations indépendantes, qui sont importantes pour toute l'institution et contribuent au pilotage de la DDC. En se fondant sur les résultats de ces évaluations, les unités concernées de la DDC rédigent une prise de position sur l'application des recommandations et la transmettent à la direction qui, après l'avoir approuvée, en vérifie la mise en œuvre à l'aide d'un système de contrôle interne.

Analyses d'impact scientifiques

Dans certains cas, pour analyser l'impact de ses interventions, la DDC travaille également avec des évaluations d'impact, par exemple dans le domaine de la formation au Bénin (voir code QR). Ces évaluations examinent les liens de causalité entre l'intervention en question et l'impact observé. Cela permet d'exclure les facteurs externes susceptibles d'influencer un projet ou un programme. Les enseignements tirés peuvent être utilisés de manière ciblée pour prendre des décisions stratégiques, développer de nouveaux programmes ou adapter des interventions



en cours. Pour encourager la conduite d'évaluations d'impact également dans les ONG suisses, la DDC a décerné en 2017 le deuxième prix Impact, en collaboration avec le NADEL (Center for Development and Cooperation de l'EPF de Zurich).

32 www.oecd.org > DAC Criteria for Evaluating Development Assistance > 5.4.2019.

Enseignements et perspectives

Dans son message sur la CI 2017–2020, le Conseil fédéral avait fixé à la DDC des objectifs mesurables. La majorité des projets ont obtenu l'effet visé. La DDC continuera d'œuvrer à la réduction de la pauvreté et à la promotion du développement durable : le message sur la stratégie de la coopération internationale 2021–2024 (stratégie CI 2021–2024) prend appui sur les succès obtenus à ce jour et place différentes nouvelles priorités pour que la DDC soit parée aux défis à venir.

- ▶ **La DDC intensifiera la concentration géographique de sa coopération bilatérale au développement.** Dans le même temps, elle sera suffisamment souple pour pouvoir saisir les opportunités qui se présentent en dehors de ses pays prioritaires, par exemple pour soutenir un gouvernement qui se montre ouvert aux réformes sur la voie de la démocratisation ou pour encourager des partenariats innovants avec le secteur privé.
- ▶ Le changement climatique a des répercussions nettes partout dans le monde et, outre les catastrophes naturelles et les crises alimentaires, il attise l'instabilité sociale et les conflits. Cette réalité est particulièrement visible dans la région du Sahel, où les températures augmentent plus vite qu'ailleurs sur la planète³³. **C'est pourquoi la DDC veut planifier et mettre en œuvre plus de projets qui empoignent les défis du changement climatique de manière transectorielle (p.ex. en associant la sécurité alimentaire, l'éducation et l'état de droit).**
- ▶ S'agissant du thème transversal de l'égalité des genres, un rapport externe³⁴ a relevé que l'intégration de cette dimension dans tous les projets de la DDC ne suffisait pas. **La DDC entend donc mettre à disposition les ressources personnelles nécessaires et planifier davantage de composantes de projet spécifiques, afin d'encourager l'égalité des genres dans ses pays prioritaires.**
- ▶ La stratégie CI 2021–2024 exploitera de manière plus ciblée le **potentiel de la numérisation** dans l'aide humanitaire et la coopération au développement.
- ▶ Avec les actions qu'elle a menées dans ces deux domaines et son programme Migration et développement, la DDC a soutenu d'innombrables projets liés à la migration. Dans ses pays prioritaires, elle a créé de bonnes bases pour obtenir des avancées dans le domaine de la politique migratoire avec ses interlocuteurs gouvernementaux. Dans certains cas, la DDC est intervenue en dehors de ses pays prioritaires à la demande de la structure interdépartementale sur la coopération migratoire internationale et a initié des projets, notamment en Gambie, qui associent les intérêts de la politique migratoire avec des objectifs de politique de développement. **La stratégie CI 2021–2024 doit permettre plus de souplesse, afin que la DDC puisse réagir plus rapidement et plus efficacement aux opportunités en matière de politique migratoire.**
- ▶ **Les études scientifiques et les analyses d'impact** seront intensifiées durant la période 2021–2024.

33 Données climatiques du Groupe de la Banque mondiale, disponible sous www.climateknowledgeportal.worldbank.org > Region > Africa > Climate Data > Projections > 3.7.2019.

34 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'égalité des genres 2007–2016, 2018.

Impressum

Éditeur :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

Freiburgstrasse 130

3003 Berne

Téléphone +41 58 462 44 12

www.ddc.admin.ch

deza@eda.admin.ch

Rédaction :

État-major de direction de la DDC

Graphisme :

Atelier Bläuer, Berne

www.atelierblaeuer.ch

Crédits photographiques :

Page de titre : Pascal Maitre/Panos Pictures (Bénin)

Page 2 : DDC (Zimbabwe)

Page 7 : DDC (Tchad)

Page 9 : DDC (Somalie)

Page 11 : DDC (Afghanistan)

Page 13 : UNICEF (Jordanie)

Cette publication est également disponible en allemand,
en italien et en anglais.

Le rapport peut être commandé en ligne sur www.ddc.admin.ch
(rubrique Résultats et impact).

Berne, 2020



Secrétariat d'État à l'économie SECO

Rapport final sur la mise en œuvre
du message sur la coopération
internationale 2017–2020

Annexe SECO

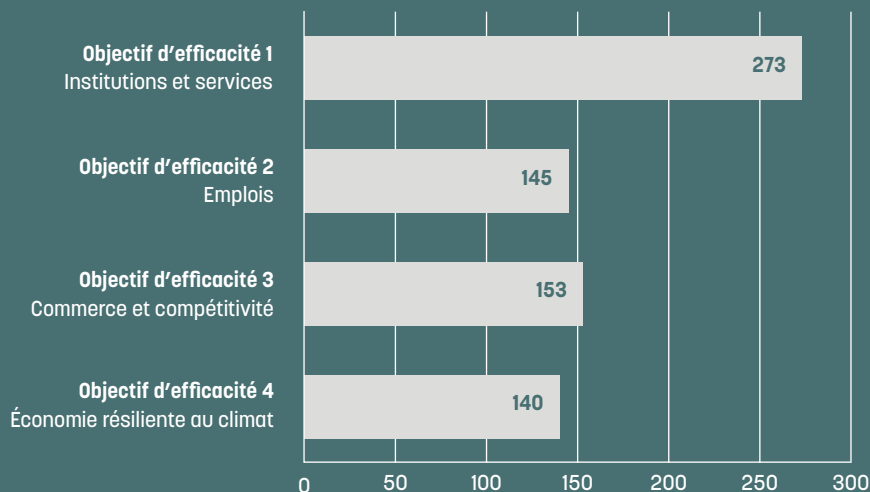


Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Pays prioritaires du SECO 2017–2020



Allocation des ressources du SECO en millions CHF,
1^{er} janvier 2017 – 30 juin 2019



Pour des informations plus détaillées sur les différents thèmes et projets, veuillez consulter le dossier du SECO relatif au rapport final 2017–2020 sous



le lien suivant :
www.seco-cooperation.admin.ch/rapport-final2017-20

Le Secrétariat d'État à l'économie

Le SECO est le centre de compétence pour toutes les questions de politique économique. Responsable pour la coopération économique au développement, il soutient ses pays partenaires dans la mise en place du changement structurel économique et les accompagne dans leur intégration dans l'économie mondiale.

Le SECO travaille de manière coordonnée et en complémentarité avec d'autres acteurs pour encourager la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de développement durable dans ses pays partenaires. Il utilise activement l'effet de levier des banques multilatérales de développement et accompagne leurs projets en tant qu'office responsable. Dans le cadre de la coopération internationale, il fonde son action sur une approche à long terme qui intègre les aspects de la politique climatique et ouvre des perspectives locales aux populations, contribuant ainsi à réduire les causes profondes des migrations forcées et irrégulières. Dans ses projets, le SECO tient systématiquement compte des opportunités qu'offrent les avancées technologiques et la numérisation.

Le SECO a mesuré sa contribution à la réduction de la pauvreté et des risques globaux dans ses pays partenaires sur la base de quatre objectifs d'efficacité: 1. des institutions et des services efficaces; 2. davantage et de meilleurs emplois; 3. un commerce renforcé et une compétitivité accrue; 4. une croissance résiliente au climat. Ces objectifs seront probablement atteints d'ici à fin 2020. Parmi les défis figurent la difficulté d'atteindre l'impact souhaité dans le domaine du commerce ainsi que les retards souvent subis dans les projets d'amélioration des infrastructures. Le SECO a aussi systématiquement intégré deux thèmes transversaux: la bonne gouvernance économique et l'égalité des genres.

En 2019, le centre de prestations Coopération et développement économiques du SECO a été à nouveau certifié selon la norme ISO-9001/2015. Cet audit ISO a confirmé la constance du système de gestion du centre à fournir des prestations de qualité et à appliquer des approches innovantes. Le taux de réussite des projets du SECO a encore progressé depuis le rapport intermédiaire publié en 2018.

Taux de réussite des projets

Taux de réussite (global)



Pertinence: le choix des projets est-il adéquat au vu du contexte ?



Efficacité: les objectifs sont-ils atteints ?



Efficience: les résultats ont-ils été atteints de la manière la moins coûteuse possible ?



Viabilité: les résultats perdureront-ils après la fin du projet ?



■ Message actuel (2016 – 2018) Nombre de projets évalués: 72

■ Message précédent (2012 – 2015) Nombre de projets évalués: 81

Défis globaux et rôle du SECO

Le changement climatique et ses conséquences, la surexploitation des ressources naturelles, la migration forcée et irrégulière et le chômage ont constitué les principaux défis globaux de ces dernières années. S'y sont ajoutés des thèmes tels que l'endettement des États, la volatilité des prix des matières premières et une urbanisation galopante. On a observé un renforcement des tendances protectionnistes, une remise en question accrue du multilatéralisme et une augmentation du nombre de conflits armés. Un contexte général qui a encore compliqué la tâche de la coopération internationale.

- Le SECO a soutenu des projets permettant directement ou indirectement de relever ces défis dans ses pays partenaires. Il a déployé ses efforts là où ils répondaient le mieux aux besoins et où ils produisaient la plus grande valeur ajoutée.
- Par son engagement multilatéral, le SECO a renforcé l'effet de levier de ses activités bilatérales et participé à la conception de conditions cadres internationales, apportant ainsi, dans la mesure de ses compétences, sa pierre à la réalisation de l'Agenda 2030.
- En encourageant une croissance durable et inclusive propre à réduire la pauvreté et les risques globaux, le SECO a mis en œuvre le mandat constitutionnel visant à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté. Simultanément, il a soutenu l'orientation générale de la politique économique extérieure de la Suisse, entre autres, en intensifiant sa coopération avec le secteur privé et en mobilisant davantage de ressources pour financer la lutte contre le changement climatique.

Partenariats du SECO

- **Agir en partenariat** est essentiel pour atteindre la meilleure efficacité possible et parvenir à relever les défis globaux: **L'Agenda 2030 de développement durable**, et plus particulièrement l'Objectif de développement durable (ODD) 17, est un cadre de référence crucial en la matière.
- Le SECO a renforcé ses **partenariats avec les banques multilatérales de développement**. Il a engagé avec celles-ci un dialogue intense sur les thèmes institutionnels et les questions de développement, conçu des projets multilatéraux dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des transports, ainsi que pour la promotion des petites et moyennes entreprises (PME). Le SECO a aidé les banques multilatérales de développement à développer leurs normes sociales et environnementales et à formuler leurs stratégies de mise en œuvre de mesures climatiques conformément à l'accord de Paris (voir p. 9).
- Pour le SECO, les **partenariats avec le secteur privé** sont primordiaux pour mobiliser des moyens financiers et de l'expertise supplémentaires ainsi que développer des modèles d'organisation novateurs en vue de la réalisation des ODD. Ces partenariats se réalisent aussi bien en Suisse – comme dans le cadre de la Plateforme suisse du cacao durable (voir p. 7) ou du SECO Start-up Fund (SSF; voir p. 6) – que dans les pays partenaires, notamment dans le cadre du « Swiss Entrepreneurship Programme » (voir p. 6).
- **Les partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG)** permettent de garantir que les projets du SECO sont

coordonnés avec la société civile, innovants et durables. Les alliances avec les ONG ont été particulièrement fructueuses en matière de promotion des PME, de chaînes de création de valeur et du tourisme.

- ▶ Le SECO a mis à profit l'expertise suisse et consolidé les échanges entre les milieux scientifiques et la coopération internationale par le biais de **collaborations avec des hautes écoles suisses**, notamment l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) et l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ).
- ▶ Les activités du SECO sont **coordonnées sur le plan stratégique et complémentaires sur le plan opérationnel avec les activités de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et de la Division Sécurité humaine (DSH)**. Le SECO exploite en outre des synergies avec d'autres unités de l'administration fédérale telles que l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), le Secrétariat d'État aux migrations (SEM), l'Institut fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI) ou le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI). L'alignement stratégique et la complémentarité opérationnelle garantissent une utilisation efficiente des moyens et une efficacité maximale des mesures adoptées.

Innovation et gestion des risques

Dans le cadre de sa coopération, le SECO prend des risques calculés. La résolution des problèmes de développement nécessitant souvent des approches innovantes, le SECO lance des projets-pilotes de façon ciblée, puis les reproduit à plus large échelle s'ils sont performants. En 2019, 5 % des projets ont été classés à haut risque en raison de leur potentiel d'innovation ou de la difficulté du contexte. Le SECO suit ces projets de très près, afin de pouvoir réagir rapidement, adapter ses mesures d'accompagnement ou mettre un terme à un projet en cas de besoin.

Mesure de l'impact¹

Pour améliorer son impact, le SECO utilise des indicateurs de mise en œuvre des projets qui lui permettent d'identifier rapidement les problèmes et de prendre les mesures qui s'imposent.

La politique et les directives d'évaluation du SECO tiennent compte des normes internationales et fixent des principes d'évaluation clairs. Un Comité d'évaluation indépendant composé de cinq membres issus

1 Le rapport final porte sur la période du message 2017–2020 en cours. Sauf indication contraire, les résultats concernent la période 2016–2019.
2 Critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement.

des milieux politique, scientifique et économique, ainsi que du secteur international et de la société civile se prononce sur les résultats des évaluations et surveille l'application des recommandations formulées sur la base de celles-là.

Au cours de la période 2016-2018, trois évaluations de portefeuilles thématiques indépendantes ont été menées selon les critères² du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, et 145 projets ont été analysés, dont 75 par des experts externes et 70 par des experts internes. Par ailleurs, un « examen de la viabilité des projets du SECO » a été effectué en 2019, afin d'examiner comment augmenter la valeur relative à la viabilité des résultats des projets, relativement basse par le passé. Les recommandations énoncées dans ce contexte sont en train d'être mises en œuvre.

Migration

Le SECO soutient dans ses pays partenaires des projets destinés à créer des perspectives pour les personnes à la recherche d'un emploi. En Afrique du Nord, par exemple, où le taux de chômage est extrêmement haut en comparaison internationale, de nombreuses personnes ne trouvent pas de place de travail, ou alors des postes qui ne correspondent pas à leurs compétences, en dépit d'un bon niveau de formation. Pour remédier à cette situation, qui accroît la pression migratoire, le SECO encourage les PME et le tourisme durable en Afrique du Nord. Conjointement avec le SEM, la DDC et la DSH, le SECO s'attache en outre à concrétiser, dans le cadre de la structure interdépartementale pour la coopération migratoire internationale (structure IMZ), le lien stratégique de la coopération internationale et de la politique migratoire décidé dans le sillage du message 2017–2020.

Les résultats en bref

- ▶ **2,1 milliards de dollars de fonds de tiers mobilisés pour les infrastructures de base**
- ▶ **65 000 emplois créés**
- ▶ **845 000 productrices et producteurs formés**
- ▶ **21,3 milliards de kilowattheures produits à partir d'énergies renouvelables**

Dans la région du sud-est tunisien comprenant Taouine, Médenine et Gabès, plus de 40 % des jeunes sont au chômage. Le tourisme y est une des branches les plus prometteuses pour créer rapidement de bonnes places de travail.

Le SECO soutient donc la « Destination Management Organisation » (DMO) en collaboration avec la fondation Swisscontact. Cette approche vise à aider les personnes travaillant dans le secteur du tourisme à mieux se coordonner et à améliorer la qualité de leurs services, en se fondant sur l'héritage de la culture berbère. Une évaluation externe du projet menée en 2019 a confirmé que la DMO avait permis d'atteindre de nombreux acteurs du tourisme, de les accompagner dans le développement d'une vision commune de leur profession, de mobiliser le secteur privé et d'optimiser le marketing et l'élimination des déchets. L'offre d'hébergement et de restauration a été élargie. Tous les prestataires participant au projet ont pu se maintenir à flot malgré la crise du secteur du tourisme: 83 % d'entre eux ont déclaré que le projet avait entraîné une augmentation des nuitées et une prolongation de la durée des séjours dans la région.



Des conditions-cadres favorables et des services publics de qualité moteurs d'une croissance durable

Des institutions étatiques, des services et des conditions-cadres constituent la base d'une croissance durable et de la prospérité sociale. Une administration publique efficiente offre des services de base fiables à l'ensemble de la population, crée des incitations à un comportement responsable et renforce la résistance face aux défis tels que le changement climatique.

Renforcement des finances publiques

Les pays partenaires du SECO n'exploitent pas suffisamment leur potentiel pour récolter des moyens financiers de manière autonome et les utiliser de manière optimale. C'est pourquoi le SECO les a aidés à moderniser leur gestion financière et à mobiliser leurs propres ressources. Il a ainsi contribué à améliorer la gestion des finances publiques et à réduire les risques de corruption au Pérou, en Indonésie, en Serbie et au Ghana. Six administrations communales de Serbie ont pu augmenter considérablement leurs recettes fiscales. En Afrique du Sud, des administrations locales ont rendu les processus de marchés publics et les projets d'infrastructure plus efficaces. Ces démarches ont mis en lumière l'importance d'impliquer étroitement les autorités dans la conception des projets.

Augmentation des performances du secteur financier

Pour être opérationnelle et résistante, une économie a besoin d'un secteur financier bien conçu et réglementé. Le SECO s'est attaché à renforcer les banques centrales, les autorités de régulation et la surveillance des marchés financiers. Il a par ailleurs soutenu le développement de marchés des capitaux au Pérou, en Colombie, en Indonésie et en Afrique du Sud, et permis à la Colombie de se prémunir contre les risques sismiques grâce à des instruments financiers innovants. Le SECO a en outre aidé certains pays partenaires à mettre en œuvre les 40 recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), contribuant ainsi au lancement d'une nouvelle initiative mondiale destinée à renforcer les bureaux de communication en matière de blanchiment d'argent. Pour la prochaine période du message, il importera de veiller à réglementer les nouvelles technologies financières de manière adéquate, afin de réduire les risques qui y sont liés.

Amélioration des services de base

La fiabilité des infrastructures et des services publics des pays partenaires du SECO est souvent lacunaire. Par conséquent, le SECO a encouragé la gestion professionnelle des infrastructures de base publiques dans les domaines de l'eau, des eaux usées, des déchets,

de l'énergie et des transports. Il a mobilisé des capitaux privés pour assainir les infrastructures existantes et en financer de nouvelles. Il a également développé une approche associant investissements et systèmes d'incitation compétitifs en vue d'augmenter le rendement des entreprises de distribution d'eau, approche qui a été appliquée en Albanie dans le cadre de la réforme du secteur de l'eau. Dans les Balkans occidentaux, le SECO a mis sur pied un réseau de spécialistes de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées proposant des cours de formation et de perfectionnement professionnels. Au Tadjikistan, près de 18 000 ménages de la région de montagne du Pamir

bénéficiaient en 2017 d'un approvisionnement en électricité fiable, durable et abordable. Globalement, l'amélioration des infrastructures a mobilisé 2,1 milliards de dollars de capitaux (provenant essentiellement de crédits du secteur privé et des banques de développement). La réalisation des projets d'infrastructure a souvent été semée d'embûches et retardée par des processus de décision longs, des changements politiques, un manque de compétences opérationnelles ou des problèmes de financement. À l'avenir, le SECO s'attachera davantage à améliorer la gouvernance des entreprises de distribution publiques et à concevoir des projets englobant plusieurs villes.



Point de vue extérieur

Résultats de l'évaluation indépendante de 2015 du programme « Fiscalité et développement »

Les évaluateurs ont formulé dix recommandations, qui ont été concrétisées en l'espace de trois ans et ont permis de nombreuses améliorations. La collaboration avec les bureaux de coopération suisses a par exemple été intensifiée. La note d'orientation (« Guidance Note ») développée sur la base de cette évaluation aide à mieux coordonner les diagnostics et le pilotage des projets, lesquels sont ainsi plus en phase avec les ressources limitées des autorités fiscales locales. En outre, le SECO participe activement à l'élaboration de l'agenda global pour des réformes fiscales ainsi qu'au développement de nouveaux instruments. Dans certains pays partenaires, des stratégies de réformes à moyen terme sont déjà en cours d'élaboration, en concertation avec le Fonds monétaire international, l'OCDE, la Banque mondiale et l'ONU.

Défis

► **Échec de la modernisation** : l'un des objectifs consistait à moderniser l'autorité suprême de contrôle des comptes au Vietnam. Or, le projet a pris du retard en raison d'un contexte institutionnel difficile. Il a finalement été abandonné en 2018, les conditions politiques nécessaires à sa réussite n'étant plus réunies. À l'avenir, le SECO examinera avec encore plus de rigueur la volonté et la capacité des partenaires à engager des réformes.

► **Influence politique** : l'autorité de surveillance des marchés (Financial Market Supervisory Authority, FIMSA) créée en Azerbaïdjan a vu son indépendance réduite pour des motifs politiques. Depuis lors, un soutien supplémentaire n'est validé que lorsque des objectifs intermédiaires prédéfinis (tels que l'adoption d'une loi sur la surveillance des marchés financiers) ont été atteints. Cette approche s'applique aussi à d'autres projets à haut risque.

3 Tous les chiffres agrégés concernent la période 2016–2018.

Amélioration des perspectives grâce à de bons emplois

Le secteur privé crée 90 % des emplois dans le monde, ce qui fait de lui le principal moteur de la réduction de la pauvreté. Dans les pays partenaires du SECO, de nombreuses entreprises nouvellement créées cessent rapidement leurs activités faute d'accès à un savoir-faire spécifique, à des capitaux, à une main-d'œuvre bien formée ou à des services essentiels. Le SECO encourage par conséquent les initiatives innovantes de l'économie privée et la mobilisation de ressources privées.

Encouragement de l'esprit d'entreprise

Dans les pays partenaires du SECO, les PME ne reçoivent souvent pas le soutien dont elles auraient besoin. Le SECO a aidé des PME à transformer leurs idées en produits commercialisables. Le « Swiss Entrepreneurship Programme » du SECO a amélioré les réseaux qui servent d'interface entre les start-ups, des mentors et des investisseurs, et créé plus de 2 600 emplois jusqu'à fin 2018. Au total, 77 % des jeunes chefs d'entreprise interrogés dans le cadre d'une évaluation⁴ ont déclaré que le soutien qu'ils avaient reçu avait joué un rôle majeur dans leur réussite. Fin 2018, le programme SCORE⁵ avait permis d'améliorer les conditions de travail de 336 000 travailleurs répartis dans plus de 1 600 entreprises. En Indonésie, plus de 1 700 exploitations locales ont bénéficié de programmes dans le secteur du tourisme. Dans les régions de montagne du Kirghizistan autour de Karakol et de Chunkurchak, le SECO a lancé en 2018 un projet de promotion du tourisme d'hiver durable. À l'avenir, il entend renforcer son soutien aux start-ups en Afrique.

Accès aux capitaux

En dépit de leur fort potentiel de croissance, les PME des pays partenaires du SECO peinent souvent à se procurer des capitaux. C'est pourquoi le SECO a facilité l'accès des PME aux ressources financières. Au Ghana, plus d'un million de PME ont obtenu des prêts garantis. Le SECO a en outre soutenu la mise en place, l'utilisation et l'application de technologies financières innovantes. Via le « SECO Start-up Fund » et le Fonds d'investissement suisse pour les marchés émergents (SIFEM), il a aussi mis des possibilités de financement à la disposition d'entreprises présentant un potentiel de croissance. En Afrique du Nord, le SECO a soutenu un projet visant à créer des perspectives

économiques sur place. Selon une évaluation externe⁶, plus de 4,8 millions de microcrédits, dont 58 % accordés à des femmes, et plus de 59 000 crédits à des PME avaient été attribués à fin 2018. Dans l'ensemble, les projets du SECO ont mobilisé plus de 13,2 milliards de dollars de capitaux.

Obstacles pour les femmes entrepreneurs

Les femmes entrepreneurs se heurtent à des obstacles particuliers. C'est pourquoi le SECO a intégré la dimension égalité des genres dans divers projets menés en Ukraine dans le secteur des banques et des PME. En Afrique du Nord, il a encouragé l'accès des femmes entrepreneurs aux services financiers. En Égypte, plus de 106 000 femmes entrepreneurs avaient bénéficié de crédits fin 2017.

SIFEM

Créé par le SECO en 2011, le Fonds d'investissement suisse pour les marchés émergents, SIFEM, a fourni, conjointement avec d'autres investisseurs publics ou privés, des participations à long terme, des prêts et de l'expertise à des PME établies et à des entreprises en forte croissance. Il a ainsi encouragé l'essor des entreprises soutenues et créé plus de 28 000 emplois de 2016 à 2018.

Point de vue extérieur

En 2017, une équipe d'experts indépendants a évalué l'efficacité des activités de la DDC et du SECO en matière de création d'emplois entre 2005 et 2014⁷. L'analyse a porté sur 72 projets au total représentant un volume financier de 2,2 milliards de francs, dont 38 projets du SECO et un projet mené conjointement avec la DDC.

Le rapport confirme que le SECO et la DDC apportent des contributions efficaces à la création d'emplois dans les pays partenaires. Près de 85 % des interventions du portefeuille ont obtenu des notes allant de 6 (très bien) à 4 (satisfaisant). Les projets visant des objectifs directement liés à l'emploi ou une amélioration de la qualité de l'emploi ont enregistré les scores d'efficacité les plus élevés. Les projets seront préparés avec encore plus de rigueur dans les contextes nationaux complexes, comme en Afrique et au Moyen-Orient.



Défis

► **Besoin de temps** : au Kirghizistan, le SECO a permis à des groupes de population qui ne disposaient jusque-là d'aucun accès aux banques de bénéficier de services financiers. Il s'est avéré que l'introduction de nouveaux produits financiers et leur acceptation par les clients et les banques nécessitaient plus de temps que prévu.

► **Amortisseur de risque supplémentaire** : on assiste à des progrès technologiques fulgurants dans le secteur des prestations financières (FinTech, blockchain). Le SECO encourage donc l'utilisation de nouveaux produits et technologies pour que les infrastructures et les instruments financiers restent pertinents. Les investissements dans des marchés difficiles nécessitent un amortisseur de risque supplémentaire.

► **Objectifs de projet trop ambitieux** : le projet « Education for Employment » (E4E) mené de 2012 à 2017 avait pour but de favoriser l'intégration des jeunes dans le marché de l'emploi en Afrique du Nord. Les objectifs se sont avérés trop ambitieux. Ils ont donc été adaptés, et les partenaires ont fait l'objet d'une sélection plus rigoureuse.

4 External Mid-Term Evaluation – The Swiss Entrepreneurship Program, 2018.

5 Sustaining Competitive and Responsible Enterprises Programme SCORE

6 External End-Term Evaluation of the Micro, Small, and Medium Enterprise Technical Assistance Facility for the Middle East and North Africa, 2018.

7 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'emploi 2005–2014, 2017.

Un commerce et une compétitivité renforcés grâce à des produits durables

Les chaînes mondiales de création de valeur se complexifient. Les innovations propres à stimuler la productivité constituent désormais des avantages concurrentiels cruciaux dans un contexte de numérisation et d'automatisation galopantes. Le SECO soutient les acteurs commerciaux innovants dans les pays en développement, renforce l'intégration de ses partenaires dans les chaînes mondiales de création de valeur, encourage leur compétitivité sur les marchés internationaux et contribue ainsi à la mise en œuvre de la stratégie économique extérieure de la Suisse.



Amélioration de l'environnement des affaires

Dans les pays partenaires, les obstacles réglementaires empêchent souvent les entreprises de prospérer, voire d'être créées. Le SECO propose dès lors une démarche globale, qui consiste à mettre en place des réformes ciblées visant à diminuer les coûts et la charge administrative des entreprises et à créer des incitations à l'investissement. Il suffit déjà de progrès modestes en matière de suppression des obstacles réglementaires et d'amélioration de la sécurité juridique pour que de nombreuses entreprises en retirent des avantages substantiels. Mais la réussite de cette démarche passe par une collaboration à long terme avec des partenaires gouvernementaux. Un projet mené avec la Société financière internationale (SFI) a ainsi reproduit à plus grande échelle certaines approches innovantes en Europe de l'Est, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les expériences réalisées à cet égard ont démontré l'importance de saisir les fenêtres temporelles politiquement propices aux réformes. En 2018, plus de 9 millions de dollars supplémentaires ont été investis grâce à des réglementations commerciales plus efficaces.

Renforcement de la compétitivité

Une meilleure compétitivité et un accès facilité aux marchés sont les conditions décisives pour qu'un maximum de pays figurent parmi les gagnants de la mondialisation. Les programmes Colombia+Competitiva, en Colombie, et SeCompetitivo, au Pérou, ont encouragé la compétitivité internationale de ces deux pays. Grâce au programme suisse de promotion des importations (SIPPO) soutenu par le SECO, des organisations de promotion des exportations et des associations professionnelles locales ont amélioré la qualité de leurs services, générant des exportations supplémentaires – en majorité durables – pour un montant supérieur à 750 millions de dollars. Le projet Vietrade a permis à 22 PME vietnamiennes de doubler leurs exportations entre 2014 et 2017. En 2017, la Plateforme suisse du cacao durable a été créée avec l'aide du SECO. Réunissant des représentants de l'économie privée et de la société civile, elle fixe des objectifs de développement durable pour l'importation de produits issus de la culture du cacao et s'attache à les concrétiser dans les pays partenaires.

Création de conditions-cadres favorables au commerce

Le commerce mondial est de plus en plus imbriqué dans des chaînes de création de valeur globales. Pour y participer et profiter de la mondialisation, les autorités compétentes doivent être capables de respecter les règles du jeu du commerce international. Tant les entreprises que les producteurs doivent pouvoir saisir les opportunités qui se présentent. Depuis 2018, le « Global Trade Facilitation Programme » s'attache à simplifier l'importation et l'exportation de marchandises par les autorités douanières des pays partenaires. Le « Global Quality and Standard Programme » aide parallèlement les institutions nationales à observer les normes de qualité internationales et les PME à se conformer aux standards pour accroître leurs exportations.

Point de vue extérieur

En 2018, une équipe d'évaluation indépendante a analysé 25 programmes du SECO représentant un volume financier de 144 millions de francs dans le domaine des chaînes de création de valeur, sous l'angle de la compétitivité et de l'accès aux marchés⁸. L'évaluation confirme que les projets du SECO répondent aux défis et aux priorités des pays bénéficiaires. Selon les experts, le SECO a contribué à l'intégration des producteurs et des PME dans les chaînes de création de valeur mondiales comme le cacao, le coton et l'or, apportant ainsi une réelle valeur ajoutée. La viabilité des résultats des projets a été jugée très prometteuse. Parallèlement, le volume des échanges des producteurs rattachés aux chaînes mondiales de création de valeur est plutôt modeste par rapport à la totalité du négoce des matières premières. Le SECO intègre de plus en plus l'expertise suisse dans les projets menés en vue de renforcer les chaînes de création de valeur et se concentre davantage dans le choix des chaînes de valeur.

Défis

- **Mauvaise appréciation des partenaires :** jusqu'en 2018, le SECO a aidé des universités dans ses pays partenaires à acquérir l'expertise nécessaire pour accompagner de façon autonome les négociations de politique commerciale et les réformes commerciales. En Afrique du Sud, il s'est toutefois avéré que l'université partenaire ne disposait ni des capacités requises ni d'un accès au gouvernement. Sur recommandation d'une évaluation externe, le SECO créera dès lors, dans le cadre d'un nouveau programme, des comités consultatifs incluant d'emblée des partenaires gouvernementaux pertinents.
- **Changements politiques :** les projets visant à renforcer les chaînes de création de valeur ont pour la plupart donné de bons résultats par le passé. Toutefois, la reproduction et la diffusion de ces résultats ont souvent été torpillées par des changements politiques et un soutien insuffisant des autorités locales. C'est pourquoi le SECO met désormais davantage l'accent sur l'implication des acteurs politiques dans ses projets techniques.

8 Rapport d'évaluation Market Access and Competitiveness, 2019.

Une croissance respectueuse du climat grâce au développement urbain durable

L'explosion démographique concerne avant tout les villes. Et les villes sont des centres importants de croissance économique et d'innovation. Mais, pour croître de manière durable, elles doivent être bien délimitées et organisées, et prendre les décisions relatives à leur développement et à leurs investissements de manière proactive et documentée. Aussi de nombreuses villes doivent-elles mettre l'accent sur un urbanisme intégré de même que sur la limitation des émissions.

Encouragement du développement urbain durable

Le plus souvent, le développement des villes des pays partenaires du SECO échappe à toute coordination. Le mitage du territoire entrave l'accès aux services publics et accentue les risques liés aux catastrophes naturelles. Le SECO a aidé plus de 50 villes à gérer leur urbanisme de manière intégrée et professionnelle. La gestion des crues a pu être améliorée dans trois villes du Vietnam. À Khujand, au Tadjikistan, une compagnie de bus propose désormais des transports fiables à émissions plus faibles de CO₂.

Assurance d'un approvisionnement durable en énergie

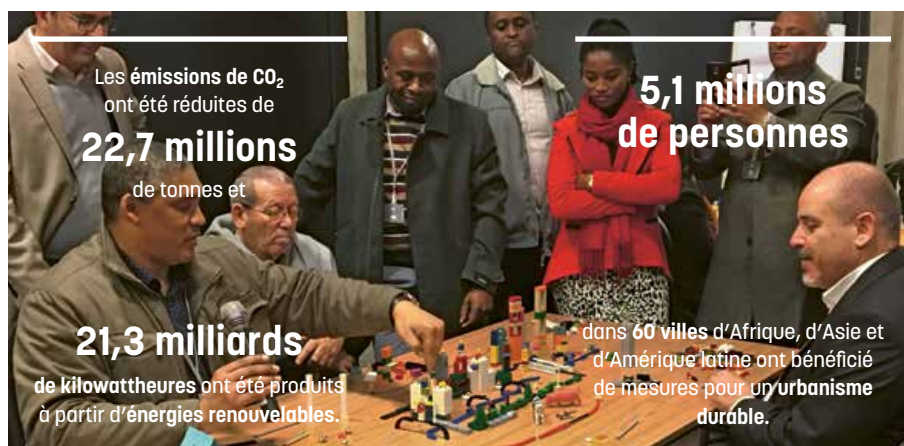
Assurer l'approvisionnement durable des villes en énergie est un défi de taille. Le SECO a amélioré la planification et la gestion énergétiques dans ses pays partenaires, par exemple dans les villes ukrainiennes de Vinnytsia et de Zhytomyr. Toutes deux ont reçu le «European Energy Award» (EEA). Motivées par ces expériences positives, d'autres villes d'Ukraine ont manifesté leur intérêt à adopter cette approche.

Encouragement d'un usage efficient des ressources par l'économie privée

Dans les pays partenaires du SECO, les entreprises privées manquent souvent du savoir-faire et des capitaux nécessaires pour utiliser les ressources avec efficacité. C'est pourquoi le SECO a soutenu le financement d'investissements durables et encouragé des méthodes de production respectueuses des ressources. Quatre banques de développement nationales ont pu, grâce à un projet multilatéral, octroyer des crédits verts, qui ont permis des investissements dans le secteur à hauteur de 200 millions de dollars. En 2018, le SECO a lancé un partenariat avec la SFI dans le but de créer de nouveaux marchés permettant de lutter plus efficacement contre le changement climatique dans les pays en développement.

Financement de la lutte contre le changement climatique assuré

Le SECO, la DDC et l'OFEV contribuent ensemble à la réalisation de l'objectif mondial visant à affecter, d'ici à 2020, au moins 100 milliards de dollars à la lutte contre les changements climatiques dans les pays en



développement. De 2017 à 2019, le SECO a renforcé ses activités dans le domaine du climat et augmenté ses dépenses de plus de 30 % par rapport à la période couverte par le message précédent. Conjointement avec la DDC et l'OFEV, le SECO a encouragé la gouvernance climatique, de même que certains fonds multilatéraux comme le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds d'investissement climatique (FIC). Il a également levé des capitaux privés supplémentaires grâce à des

partenariats, notamment avec le «Private Infrastructure Development Group» (PIDG). À l'avenir, le SECO continuera de s'engager pour inciter le secteur privé à investir en faveur du climat, et plus particulièrement les investisseurs privés suisses.

Défis

- **Transfert de savoir difficile:** le SECO a aidé Sousse, la troisième plus grande ville de Tunisie, à mieux planifier et gérer l'occupation du territoire, le besoin en énergie et le système de transport. Les défis ont surtout résidé dans la complexité technique et le transfert de savoir.
- **Capitaux verts insuffisants:** certaines exploitations d'Amérique latine voulaient utiliser leurs ressources plus efficacement et réduire leurs émissions, mais l'offre de crédits verts ne suffisait pas. Le SECO a donc développé des prêts durables ainsi que des normes et des pratiques crédibles pour le marché, en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID).
- **Responsabilisation, un processus de longue haleine:** en Indonésie, le SECO a soutenu les villes de Semarang, Denpasar et Balikpapan dans l'introduction d'un système d'urbanisation intégré. La tâche a été ardue et de longue haleine. Cela dit, le jeu en valait la chandelle, puisque ces villes ont désormais les clés pour planifier leur développement de manière autonome et sur le long terme. Le gouvernement indonésien a l'intention d'étendre à ses propres frais le système de planification urbaine à de nombreuses autres villes.

Point de vue extérieur

En 2018, une évaluation indépendante⁹ a été menée sur les activités du SECO dans le domaine de l'efficacité énergétique des villes. Quatorze projets du SECO en cours représentant un volume financier de quelque 120 millions de francs ont été analysés sous l'angle des critères du CAD de l'OCDE. L'évaluation conclut que l'approche et le portefeuille du SECO sont pertinents, et que les objectifs des projets sont bien coordonnés avec le message sur la coopération internationale de la Suisse 2017–2020 et les stratégies des pays partenaires. Acteur international apprécié de ses partenaires et de ses bénéficiaires dans le domaine de l'efficacité énergétique des villes, le SECO s'est profilé comme un facilitateur d'innovation digne de confiance. Par son expertise spécifiquement suisse et son savoir-faire, il a contribué au rayonnement de la Suisse à l'étranger. L'approche du «European Energy Award» s'est révélée efficace. Le SECO tiendra compte des recommandations des experts dans ses futurs projets.

9 Rapport d'évaluation Energy-Efficient Cities, 2019.

Coopération étroite avec les banques multilatérales de développement

Les mesures visant à résoudre les défis mondiaux comme les crises financières et le changement climatique doivent être coordonnées au niveau international. À cet égard, les banques multilatérales de développement (BMD) jouent un rôle-clé: elles disposent de la crédibilité et de l'influence, de même que des moyens financiers, des instruments et des connaissances techniques nécessaires à la mise en œuvre de mesures efficaces et durables. La Suisse les considère depuis longtemps comme des partenaires précieux.

Les banques de développement sont des partenaires clés pour la réalisation des ODD, par exemple dans le domaine des infrastructures (énergie, eau, transports). Elles réunissent un vaste panel d'acteurs autour de la table, contribuent à la mise à l'échelle des projets, testent des approches innovantes et reproduisent les expériences les plus prometteuses. Afin d'atteindre une efficacité maximale des ressources engagées, le SECO et la DDC participent aux côtés des banques de développement à un dialogue stratégique et à différents projets (voir annexe DDC).

Renforcement des partenariats

Comme à chaque édition du Forum économique mondial (WEF), le SECO organise un échange institutionnel et géopolitique avec les présidents de toutes les banques de développement. En 2019, la Suisse a accueilli des réunions de partenariat avec la SFI et avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ces rencontres ont aussi donné lieu à des échanges de savoir avec l'économie privée helvétique dans les domaines de l'investissement à impact social, des technologies financières et de la protection du climat et ont débouché sur diverses coopérations.

Soutien des réformes

En 2018, les pays membres du Groupe de la Banque mondiale ont accepté d'augmenter le capital de plus de 13 milliards de dollars. La Suisse a soutenu avec succès une solution

permettant une gestion financière saine sur le long terme. Dans le cadre du G20, elle s'est engagée en faveur d'une meilleure coordination entre les banques de développement sans pour autant limiter leur indépendance institutionnelle.

La Suisse encouragera à l'avenir une spécialisation accrue de chaque banque dans ses domaines prioritaires, compte tenu des forces respectives de chacune ainsi que des ODD. Il importe de systématiser la coordination entre les partenaires de développement, notamment en créant des plateformes propres à chaque pays. Par ailleurs, il faut continuer d'harmoniser les normes environnementales, sociales et financières.

Soutien aux réfugiés dans le Sud

Dans les pays comme le Bangladesh, le Liban, la Jordanie ou la Colombie, qui accueillent des réfugiés des pays voisins, les banques de développement apportent sur place une contribution essentielle pour assurer des services de base, la formation et l'emploi des réfugiés et de la population locale. Alors que de nombreux représentants de la minorité musulmane des Rohingyas devaient fuir le conflit au Myanmar, ces institutions ont rapidement mis des capitaux extraordinaires d'un montant de 200 millions de dollars à la disposition du gouvernement du Bangladesh. En Amérique latine, la BID a créé un fonds spécial pour les migrations non prévues, comme celle qui touche actuellement le Venezuela.

Progrès dans le financement climatique

Les banques de développement font partie des principaux bailleurs de fonds de la lutte contre le changement climatique. Leur contribution est essentielle à la réalisation des objectifs fixés dans l'accord de Paris sur le climat de 2015. En 2018, elles ont investi 43 milliards de dollars de fonds propres (+72 % par rapport à 2015) dans des mesures d'atténuation et d'adaptation dans des pays émergents ou en développement, auxquels se sont ajoutés près de 68 milliards de dollars recueillis auprès de partenaires privés. Les banques de développement ont aussi contribué de manière décisive à rendre les énergies renouvelables compétitives dans les pays en développement.

Défis

- ▶ **Endettement**: le risque d'endettement public des pays en développement s'est aggravé. La Suisse s'engage en faveur de plus de transparence, d'une meilleure gestion de la dette et d'une plus forte mobilisation des ressources domestiques, tant de manière bilatérale qu'en collaboration avec les banques de développement.
- ▶ **Secteur privé**: l'amélioration des conditions-cadres pour le secteur privé doit être renforcée et de nombreux emplois de qualité devront être créés. La Suisse soutient les banques de développement dans l'ouverture de nouveaux marchés et la création de meilleures opportunités d'emploi.



« En tant qu'ingénieure en environnement, je m'engage aussi pour la société et l'environnement dans ma région. »

Dwi Rahayu, centrale géothermique de Muara Laboh, Indonésie, projet de la Banque asiatique de développement (BAfD)

37 000 emplois
ont été créés dans les PME grâce au soutien de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

15,6 millions
de personnes ont bénéficié de programmes de lutte contre la pauvreté financés par la Banque interaméricaine de développement.

95 %
des projets de production d'électricité de la Banque africaine de développement portent sur les énergies renouvelables.

Enseignements et perspectives

Le SECO a tiré les enseignements essentiels du message 2017–2020 et identifié les enjeux mondiaux des prochaines années. La coopération économique au développement du SECO soutient ses pays partenaires pour relever ces défis et réduire les risques potentiels.

Les années écoulées ont montré que le **focus du SECO** accordant une priorité à une croissance économique durable et inclusive en vue de réduire la pauvreté et les risques à l'échelle planétaire a porté ses fruits. À cet égard, les quatre objectifs d'efficacité, de même que les thèmes transversaux que sont la gouvernance économique et l'égalité des genres se sont avérés pertinents.

Les **instruments du SECO** destinés à la mise en œuvre des objectifs d'efficacité ont eux aussi fait leurs preuves. Le SECO a poursuivi et développé l'application d'approches telles que le développement des entreprises (« Corporate Development ») ou la promotion de chaînes de création de valeur durables. Il a intégré de nouveaux thèmes, comme la numérisation (FinTech, commerce électronique, GovTech), formulé des stratégies et mis en œuvre des projets.

En dépit de la pertinence des objectifs d'efficacité et de l'efficacité des instruments à disposition, la mise en œuvre des projets a parfois posé des **problèmes**, notamment lorsque les objectifs étaient trop ambitieux ou que l'évaluation des contextes ou des partenaires était trop optimiste. Il est arrivé que la réalisation de projets soit retardée ou que des activités soient interrompues par manque de capacités institutionnelles ou de volonté des pays partenaires à introduire des réformes, mais aussi en raison d'une gouvernance ou d'une sécurité défaillantes.

Le SECO a tiré des enseignements de ces **expériences** et adopté des mesures d'amélioration concrètes. Il a par exemple adapté son système de gestion des risques et de mesure de l'impact.

En termes **d'orientation stratégique et thématique**, le SECO a appris qu'il devait continuer de se concentrer sur des domaines dans lesquels ses pays partenaires veulent apporter des améliorations et dans lesquels il peut apporter une valeur ajoutée. Une certaine souplesse dans les projets tout comme la recherche de solutions aussi concrètes et innovantes que possible sont par ailleurs nécessaires pour pouvoir apporter une réponse adéquate aux défis globaux présents ou futurs.

Pour la période 2021–2024, le SECO a identifié les défis suivants :

- ▶ Affaiblissement possible de la croissance économique mondiale
- ▶ Gouvernance faible et fragilité
- ▶ Fiscalité mondiale et manque de transparence
- ▶ Durcissement du protectionnisme et ralentissement du commerce mondial
- ▶ Urbanisation galopante
- ▶ Marchés de l'emploi durables et opportunités de travail dignes
- ▶ Transition numérique
- ▶ Migration et exode
- ▶ Changement climatique et surexploitation des ressources naturelles
- ▶ Pauvreté et inégalités

Dès lors, le SECO s'attachera à promouvoir encore davantage des conditions-cadres fiables et des initiatives innovantes du secteur privé.

L'égalité des genres, le climat et une utilisation efficace des ressources sont des conditions essentielles d'une croissance économique durable et de la prospérité sociale. Ces thèmes seront donc pris en considération dans toutes les activités de la coopération économique au développement.

Le SECO continue de miser sur des approches éprouvées telles que le soutien macroéconomique et la promotion de l'esprit d'entreprise, les compétences techniques et les chaînes de création de valeur durables. Ce sont des domaines où les pays partenaires sont demandeurs et auxquels le SECO peut apporter une importante valeur ajoutée, en collaboration avec ses partenaires. Le SECO respecte dans ce contexte le principe de la complémentarité avec d'autres acteurs et s'attache à éviter les doublons.

Agir en partenariat reste essentiel pour être efficace et relever les défis mondiaux. C'est pourquoi le SECO renforcera ses alliances avec les banques multilatérales de développement, le secteur privé et les autres acteurs nationaux ou internationaux du développement et s'attachera à mobiliser davantage de fonds de tiers pour la réalisation de l'Agenda 2030.

Le SECO continuera de sélectionner ses pays prioritaires en fonction des besoins, de l'intérêt et de la volonté de ses partenaires d'introduire des réformes, en tenant compte de ses propres compétences clés et des intérêts de la Suisse en matière de politique économique extérieure et de politique étrangère.

Le SECO redoublera d'efforts pour rendre les technologies numériques accessibles et utilisables pour les pays en développement. Cet objectif concerne l'amélioration des services publics, la facilitation du commerce et les solutions numériques permettant d'accéder aux services financiers.



En Ukraine, le SECO a encouragé un développement urbain durable et participatif. Des représentants des municipalités et de la société civile échangent dans ce contexte des propositions pour améliorer la mobilité urbaine.



Au Ghana, le SECO a facilité l'accès aux capitaux. Abordables même pour les plus pauvres, les services financiers mobiles ont prouvé leur potentiel d'inclusion financière de la population.



Au Pérou, le SECO a encouragé la modernisation, la durabilité et la compétitivité du secteur privé. Sept chaînes de création de valeur ont été consolidées, notamment le tourisme ainsi que la production de quinoa et d'asperges: aujourd'hui, les organisations de producteurs sont plus fortes et elles accèdent plus facilement à des capitaux. De plus, 6000 emplois ont été créés ou préservés.

Impressum

Éditeur :

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO
Coopération et Développement économiques
Holzikofenweg 36
3003 Berne
Téléphone +41 58 468 60 56
<https://www.seco-cooperation.admin.ch>
info.cooperation@seco.admin.ch

Rédaction :

Politique et qualité SECO

Graphisme :

Atelier Bläuer, Berne
www.atelierblaeuer.ch

Crédits photographiques :

Page de titre : SECO (Indonésie)

Page 4 : SECO (Tunisie)

Page 5 : SECO (Macédoine du Nord)

Pages 6 et 7 : SECO (Ukraine)

Page 8 : Banque mondiale (Afrique du Sud)

Page 9 : Banque asiatique de développement (Indonésie)

Page de fin interne : Agence allemande de coopération internationale
(Ukraine) ; SECO (Ghana) ; Ministère de la production
du Pérou PRODUCE (Pérou)

Cette publication est également disponible en allemand,
en italien et en anglais.

Le rapport peut être commandé en ligne sur

<https://www.seco-cooperation.admin.ch/secocoop/fr/home.html>
(rubrique Documentation).

Berne, 2020



Division Sécurité humaine DSH

Rapport final sur la mise en œuvre
du message sur la coopération
internationale 2017–2020

Annexe DSH



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Division Sécurité humaine

La DSH œuvre pour la paix, le respect des droits de l'homme et la protection de l'individu. Cette combinaison fondée sur la loi fédérale relative aux mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme a déjà prouvé sa pertinence et sert d'exemple à d'autres pays.



Résultats 2016 – 2019 en bref :

- ▶ La DSH a préparé et accompagné 17 processus de paix (notamment en Syrie, en Colombie et au Mozambique).
- ▶ Elle a accompagné des négociations de cessez-le-feu dans 6 pays (dont le Myanmar et la Colombie).
- ▶ Elle a mené des dialogues annuels sur les droits de l'homme avec 8 pays (p. ex. avec la Chine).
- ▶ Elle a lancé avec succès 18 initiatives diplomatiques (p. ex. l'Appel du 13 juin, qui a débouché sur une intensification de la collaboration entre le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et le Conseil de sécurité de l'ONU dans le domaine de la prévention des conflits).

Détachement d'experts civils suisses de 2016 à 2019:

Quelque 170 experts – dont 42 pourcent de femmes – ont été détachés chaque année dans plus de 35 pays.

Par exemple Nina Burri

La Cour pénale internationale (CPI) à La Haye mène des enquêtes et rend des jugements sur des infractions au droit international. Nina Burri participe à ces investigations en sa qualité de procureure assistante rattachée à la CPI.

Par exemple Olivier Rod

L'opération de maintien de la paix de l'ONU au Mali soutient le gouvernement dans la mise en œuvre de l'accord de paix. Le policier suisse Olivier Rod effectue des patrouilles dans la région de Mopti et entretient le dialogue avec la population locale. La présence de l'ONU sur place et la formation de policiers hommes et femmes contribuent à une meilleure protection de la population contre les attaques rebelles.

Par exemple André Loersch

André Loersch est détaché en Ukraine au sein de la mission d'observation spéciale de l'OSCE, qui est chargée depuis le début du conflit ukrainien de dresser des rapports sur la situation en matière de sécurité, d'apaiser les tensions intérieures et de veiller au respect des droits de l'homme.

Renforcer les droits de l'homme, prévenir les conflits violents



La DSH œuvre à la promotion du respect des droits de l'homme comme moyen de prévention des conflits. Dans ce contexte, les acteurs non étatiques – qu'il s'agisse d'organisations non gouvernementales (ONG) ou d'entreprises transnationales – jouent un rôle toujours plus important. La défense des droits de l'homme n'est pas seulement une obligation de droit international public, mais elle est aussi dans l'intérêt de la Suisse. Lorsqu'il y a violation de ces droits, la paix, la sécurité et la prospérité durables sont impossibles.

Économie et droits de l'homme: guide de bonnes pratiques pour le négoce des matières premières

«Les consommatrices et les consommateurs sont toujours plus nombreux à exiger des chaînes d'approvisionnement responsables. Sensibles à cette pression, les entreprises et les ONG ont élaboré, conjointement avec la Confédération et les cantons, un guide de bonnes pratiques en vue de diminuer les violations des droits de l'homme», explique Stéphane Graber, secrétaire général de l'association professionnelle du négoce des matières premières. Avec ce guide, les entreprises disposent d'un outil pour identifier les risques de violations des droits de l'homme lors de l'achat, de la vente, du transport, du stockage et du traitement des matières premières, et pour prendre les mesures qui s'imposent. Des gros négociants en matières premières, comme *Mercuria*, de même que des PME telles qu'*Ecom Agroindustrial*, peuvent ainsi prévenir les violations des droits de l'homme et éviter les atteintes à leur propre réputation.

Chaque dialogue est un dialogue sur les droits de l'homme

La Suisse mène un dialogue sur les droits de l'homme avec un certain nombre d'États. Le dialogue bilatéral ad hoc mené depuis 1991 avec la Chine a permis de créer des bases de discussion qui offrent aussi l'espace pour aborder des sujets controversés, comme les droits des minorités ou la peine de mort. Un échange d'experts a joué un rôle dans les améliorations des conditions d'incarcération dans les prisons chinoises. Outre les contacts bilatéraux, la Suisse s'exprime régulièrement sur la situation des droits de l'homme en Chine dans le cadre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Elle y exprime ses inquiétudes concernant les restrictions de la liberté de religion, d'opinion et de mouvement des minorités ethniques et religieuses. Cette combinaison entre engagement multilatéral et engagement bilatéral est décisive pour que la politique de la Suisse en matière de droits de l'homme produise des résultats vis-à-vis de la Chine. Les thèmes relatifs aux droits de l'homme doivent être abordés avec cohérence et pertinence à tous les échelons politiques.



Travail d'équipe en faveur des droits de l'homme dans le sport

Les grands événements sportifs – coupes du monde de football ou Jeux olympiques, par exemple – rassemblent les peuples sur une

base positive. Les critiques des conditions de travail de la main-d'œuvre, majoritairement étrangère, employée sur les chantiers des pays hôtes sont souvent le revers de la médaille. C'est pourquoi une initiative de la DSH a conduit à la création du Centre pour le sport et les droits de l'homme à Genève en 2019. Grâce à l'engagement collectif de plusieurs États, du secteur privé, de la FIFA, d'organisations internationales et de la société civile, les conditions de travail ont pu être améliorées au Qatar: les plus de 36000 travailleurs migrants qui construisent l'infrastructure en vue de la coupe du monde de 2022 bénéficient aujourd'hui d'une meilleure protection et de salaires minimum plus élevés.

Point de vue extérieur

La DSH a renforcé les droits des enfants au Sénégal

En prison, le respect des droits de l'homme peut contrecarrer la radicalisation, surtout chez les enfants et les adolescents.

► **Résultat principal de l'évaluation (voir code QR):** effet positif sur la justice des mineurs grâce au perfectionnement ciblé des juges, des assistants sociaux, du personnel carcéral et des fonctionnaires de police en matière de droits des enfants.

► **Approche unique en son genre:** encouragement de la collaboration interdisciplinaire dans le milieu de la justice juvénile.

► **Résultats significatifs à trois niveaux:** Renforcement de l'expertise dans le domaine de la justice des mineurs au Sénégal. Amélioration de la protection des droits des enfants grâce au resserrement de la collaboration.



Reconnaissance de la Suisse comme partenaire pertinent de la défense des droits de l'homme en général et des droits des enfants en particulier.

Défis

Opportunités et risques de la numérisation

La numérisation permet de diffuser les informations rapidement et à grande échelle, et l'utilisation de l'intelligence artificielle ouvre des perspectives inédites. Mais le monde virtuel comporte aussi son lot de censure, de harcèlement et de discours de haine, qui sont autant de risques pour l'égalité, la non-discrimination, la protection de la sphère privée et la liberté d'expression. Consciente de cette problématique, la DSH coopère avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour développer des solutions en vue d'une utilisation responsable des nouvelles technologies.

Rendre la paix possible et la maintenir



La DSH réunit les parties à un conflit autour d'une table, les accompagne et met à leur disposition ses connaissances spécifiques en la matière. Forte de son histoire, de son expertise et de son système politique, la Suisse possède les qualités essentielles pour promouvoir la paix.

Syrie

Depuis 2011, plus de 500 000 civils ont perdu la vie dans le conflit syrien, et douze millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer. La DSH travaille à une résolution pacifique du conflit à trois niveaux: en coopération directe avec l'envoyé spécial de l'ONU, elle a soutenu le processus de paix de l'ONU à Genève, œuvré en faveur d'une cohabitation pacifique dans le pays et encouragé les efforts de documentation des crimes de guerre et des violations graves des droits de l'homme et de traitement du passé.

Un expert de la DSH a aidé l'ONU à élucider le destin des 100 000 à 200 000 personnes disparues. Des premiers échanges de prisonniers ont eu lieu fin 2018 et début 2019.

«During my mandate, Switzerland and the Human Security Division have been a reliable key partner for my mission. Through our close-knit cooperation on civil society inclusion – to name just one example – we have enabled all segments of the Syrian society to have a voice when it comes to the future of Syria. This key work could not have been done by one of the regional or big powers involved in Syria. It requires the trust of Syrians and a sensibility for inclusion and public participation that Switzerland perfectly embodies.»

Staffan de Mistura, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie de 2014 à 2018

Ukraine

Depuis cinq ans, l'Europe est à nouveau le théâtre d'un conflit armé. Une solution dans un avenir proche n'est pas encore en vue. La DSH a épaulé le coordinateur de l'OSCE du groupe de travail dédié aux questions humanitaires au sein du groupe de contact trilatéral à Minsk dans la recherche, avec les parties au conflit, de solutions aux défis humanitaires les plus urgents dans les régions touchées. Le coordinateur a insisté sur la nécessité de renforcer la sécurité des civils qui franchissent la ligne de contact entre les territoires sous contrôle gouvernemental et les parties non contrôlées par les autorités dans l'est de l'Ukraine, sachant qu'ils sont près d'un million à la traverser tous les mois. Il a joué un rôle important dans la libération et l'échange de plus de 300 prisonniers fin 2017. De 2017 à 2019, la DSH a détaché un conseiller auprès du ministère ukrainien chargé des territoires temporairement occupés et des déplacés internes. Le conseiller suisse comptait parmi les plus proches conseillers du ministre. Il travaillait directement à des

stratégies et programmes du gouvernement et suivait des projets ministériels de prévention des conflits et de promotion de la paix.

Mozambique

Le Mozambique connaît une guerre civile récurrente depuis son accession à l'indépendance en 1975. En août 2019, le gouvernement et l'opposition armée RENAMO ont signé un accord de paix historique. La Suisse a accompagné de près les négociations menées en amont: la DSH a envoyé ses experts en médiation au Mozambique et conseillé les parties au conflit lors de la recherche de solutions dans les domaines de la décentralisation et de la démilitarisation. La signature de l'accord de paix n'est cependant qu'une première étape vers une paix durable. La Suisse continuera de soutenir le Mozambique, en particulier pour la démilitarisation et la réinsertion des combattants.

Prévention de la violence lors d'élections: Zimbabwe et Nigéria

La tenue d'élections peut être aussi bien un processus de transition pacifique qu'un déclencheur de violences. À la demande d'acteurs nationaux, la DSH a accompagné le Zimbabwe en 2018 dans les négociations qui ont débouché sur l'adoption d'un code de conduite destiné aux partis politiques dans les contextes d'élections. La campagne électorale de 2018 a été la plus libre et la plus pacifique de l'histoire du pays. Au Nigéria, la DSH a travaillé avec un collectif réunissant hommes d'État, leaders traditionnels et membres de la société civile. La signature de l'Accord de paix d'Abuja organisée par ce collectif en février 2019 a contribué à réduire les violences lors des élections présidentielles.

Défis

Complexité croissante

Les conflits armés durent plus longtemps et impliquent un nombre croissant de nouveaux acteurs. Trouver des solutions devient dès lors plus complexe. Grâce au détachement de spécialistes sur place et à sa volonté de dialoguer avec toutes les parties au conflit, la DSH est en mesure de réagir rapidement aux changements. Mais, pour obtenir une paix durable, il faut bien plus qu'un arrêt des hostilités: c'est pourquoi la DSH doit être encore mieux préparée à accompagner les processus de paix à long terme.

Point de vue extérieur

Évaluation: traitement du passé depuis 12 ans par la DSH en Colombie (voir code QR)

De manière générale

► **Rapport coût-utilité:** un travail exhaustif de bonne qualité a été fourni moyennant peu de ressources.

► **Approche unique en son genre:** la DSH procède selon une approche associant expertise technique et diplomatie.

► **Durabilité:** le travail de la DSH, par exemple avec l'armée, a contribué à la sensibilisation au traitement du passé en Colombie.

► **Recommandation:** un désengagement de la DSH présenterait des risques. La justice transitionnelle a besoin de l'accompagnement international de pays comme la Suisse.

Résultats significatifs à quatre niveaux

► Le traitement du passé est une démarche ancrée dans la population colombienne.

► **Un centre national de mémoire historique** est désormais institutionnalisé.

► L'armée est sensibilisée à la thématique.

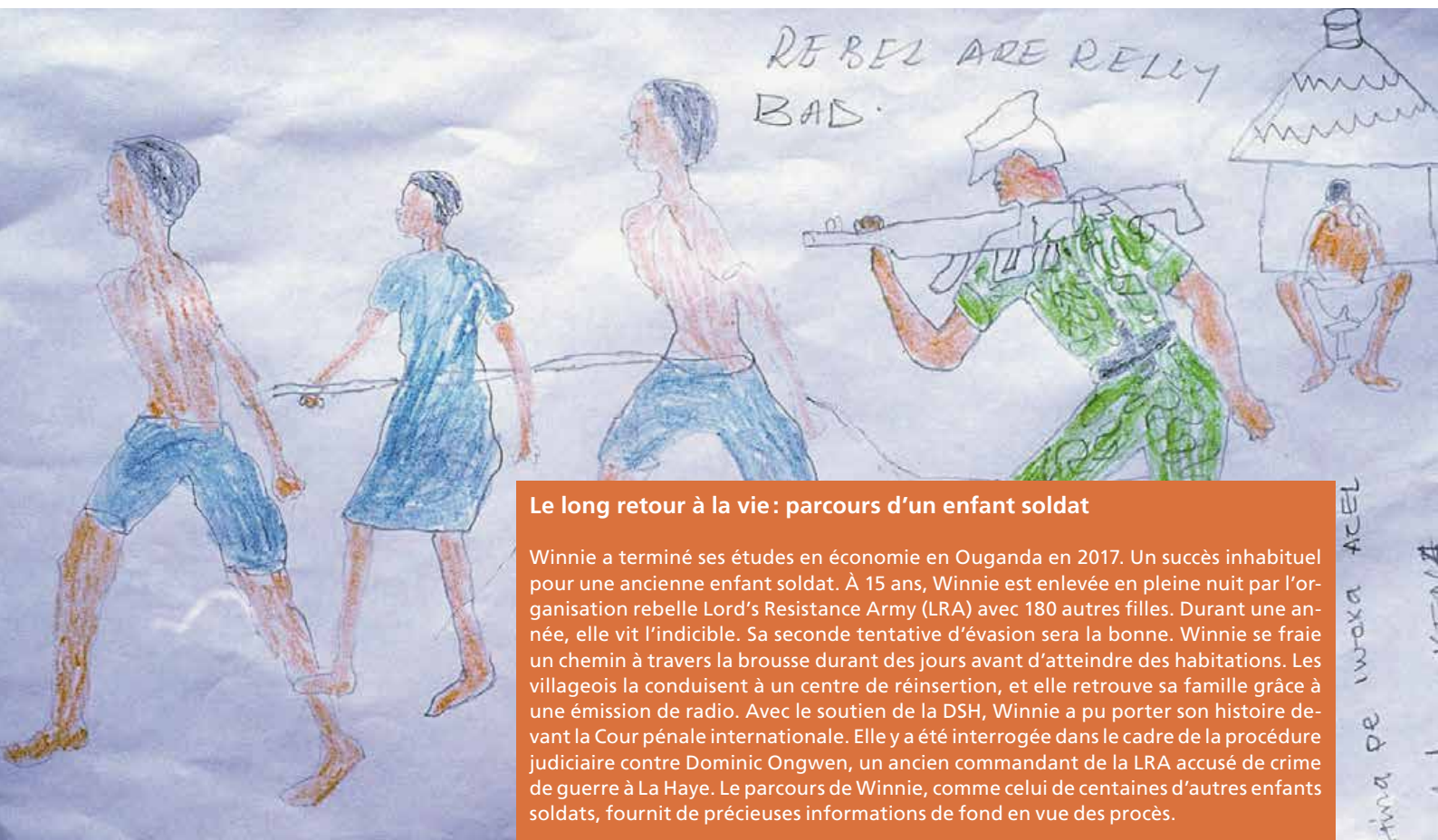
► Le traitement du passé est intégré dans l'accord de paix.



Protéger la population contre la violence armée



Aujourd'hui, jusqu'à 80 pourcent des victimes des conflits armés sont des civils, femmes, hommes et enfants. La DSH œuvre, par la voie diplomatique, à la protection de ces personnes. Les mesures concrètes en faveur du respect du droit international humanitaire, de la protection des personnes contre la violence armée et des aspects humanitaires du désarmement produisent des effets préventifs.



Le long retour à la vie : parcours d'un enfant soldat

Winnie a terminé ses études en économie en Ouganda en 2017. Un succès inhabituel pour une ancienne enfant soldat. À 15 ans, Winnie est enlevée en pleine nuit par l'organisation rebelle Lord's Resistance Army (LRA) avec 180 autres filles. Durant une année, elle vit l'indicible. Sa seconde tentative d'évasion sera la bonne. Winnie se fraie un chemin à travers la brousse durant des jours avant d'atteindre des habitations. Les villageois la conduisent à un centre de réinsertion, et elle retrouve sa famille grâce à une émission de radio. Avec le soutien de la DSH, Winnie a pu porter son histoire devant la Cour pénale internationale. Elle y a été interrogée dans le cadre de la procédure judiciaire contre Dominic Ongwen, un ancien commandant de la LRA accusé de crime de guerre à La Haye. Le parcours de Winnie, comme celui de centaines d'autres enfants soldats, fournit de précieuses informations de fond en vue des procès.

Protection du personnel médical

L'apport de soins médicaux aux blessés et aux malades, y compris aux adversaires militaires, est un des piliers fondamentaux du droit international humanitaire. Or il arrive que la lutte contre le terrorisme, aussi importante soit-elle, criminalise la fourniture d'aide médicale. Exemple : Anna, médecin à Mossoul, dans le nord de l'Irak, a dispensé des soins médicaux lors de l'occupation de la ville par l'EI; après la reconquête de la ville, elle a été accusée de soutien au terrorisme. La DSH a œuvré pour que cette situation paradoxale soit discutée sur la base de faits et pour que des solutions soient développées non seulement avec les États, mais aussi avec les organisations humanitaires et les acteurs de la lutte contre le terrorisme.

Favoriser une gestion sûre des munitions : soutien de l'ONU aux efforts de la Suisse

Les réserves de munitions étatiques qui tombent entre les mains de groupes armés peuvent déstabiliser des régions entières. En 2015, la DSH a lancé une initiative visant à prévenir les explosions dans les dépôts de munitions et à empêcher que celles-ci ne finissent entre de mauvaises mains. En 2017, l'ONU adoptait une résolution dans ce sens. Parallèlement, la DSH a soutenu la création d'une plateforme de coordination internationale à Genève, qui détache des experts et participe à l'élaboration de stratégies nationales pour une gestion sûre des munitions. Par son engagement dans ce domaine, la Suisse joue un rôle majeur dans le soutien au programme d'action du secrétaire général de l'ONU.

Défis

Mines dans les villes et les zones à forte densité de population

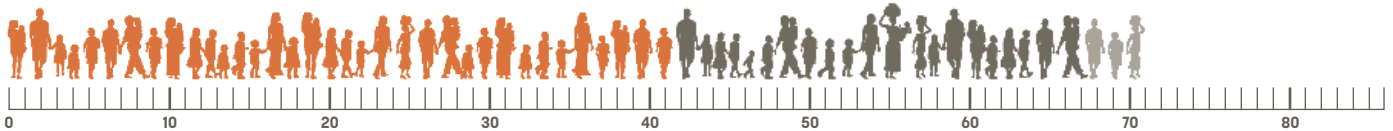
Malgré les efforts considérables déployés en matière de déminage humanitaire au cours des dernières décennies, ce domaine est aujourd'hui confronté à des défis complexes. Le nombre de victimes – dont une majorité de civils – est reparti à la hausse depuis 2014 (2014 : 3393 personnes ; 2016 : 9437), une recrudescence imputable à l'utilisation de mines antipersonnel par des groupes armés, même dans les villes. Il est donc d'autant plus important que ces factions connaissent et respectent l'interdiction de ces mines.

Mieux gérer la migration et la fuite



Les mouvements de migration et de fuite irréguliers représentent un danger à la fois pour la stabilité de pays et de régions et pour la sécurité des migrants. En l'absence de règles, les migrants et les personnes en fuite deviennent des victimes de la traite des êtres humains ou meurent aux frontières, dans des camps d'internement ou lors de leur tentative de traverser la Méditerranée. Le crime organisé profite de la situation et en même temps déstabilise les structures étatiques.

70,7 millions de personnes déplacées de force dans le monde



41,3 millions
de personnes déplacées à l'intérieur
de leur propre pays

25,9 millions
de réfugiés

3,5 millions
de demandeurs d'asile

Trouver des solutions durables pour les personnes déplacées

Au niveau mondial, le groupe le plus important – et de loin – de personnes qui ont été obligées de fuir est celui des déplacés dans leur propre pays. Des déplacés internes qui, suivant la situation, peuvent par la suite devenir des réfugiés ou des migrants. Ils appartiennent souvent aux groupes de population les plus vulnérables, mais ne reçoivent que peu d'attention, notamment au nom de la souveraineté des États concernés. La DSH a contribué à mettre le sort des personnes déplacées dans leur propre pays au centre des préoccupations politiques et opérationnelles de l'ONU et à créer un groupe de travail de haut niveau ad hoc. En effet, l'amélioration des conditions de vie des millions de personnes déplacées est une première étape vers un développement durable dans les pays concernés.

Retrouver les personnes disparues

Les cas recensés de personnes disparues ont doublé entre 2016 et 2018. Or retrouver les

personnes disparues et informer leurs proches devient de plus en plus difficile à mesure que les mouvements migratoires prennent de l'ampleur. Nombre d'entre elles ont disparu sans laisser de traces, sont tombées dans les filets de la traite des êtres humains, de l'esclavage ou d'autres organisations criminelles, ou encore sont mortes noyées en Méditerranée. Pour les proches, l'incertitude est extrêmement dure à vivre, voire insupportable. La DSH aide les États de la région méditerranéenne à remplir les obligations qui leur incombent en vertu du droit international. Son action s'inscrit dans l'approche globale et l'esprit de partenariat voulus par la politique extérieure de la Suisse en matière de migration. La DSH travaille aussi conjointement avec le CICR pour mettre en place des normes universelles (p. ex. en lien avec la recherche ou la médecine légale) pour toutes les personnes disparues.

Lutter contre la traite des êtres humains

En 2019, l'Organisation internationale du travail (OIT) estimait que quelque 40,3 millions

de personnes étaient victimes de l'esclavage moderne. Les milliards de recettes générés par cette exploitation humaine alimentent les conflits armés, par exemple en Libye, et financent l'extrémisme violent. La DSH s'implique dans la prévention de la traite des êtres humains : au Nigéria, elle collabore avec des leaders traditionnels ou religieux pour sensibiliser leurs communautés respectives aux dangers de la traite des êtres humains ; au Mali, elle contribue à renforcer les capacités de la mission de l'ONU dans l'identification des cas de traite humaine. Au sein des organisations multilatérales, la DSH soutient le développement des bases politiques et légales permettant une lutte efficace contre la traite des êtres humains.

Défis

Des mouvements migratoires complexes

Des millions de personnes se déplacent à l'intérieur de leur propre pays, d'un pays ou d'une région à l'autre pour fuir les conflits, les violations des droits de l'homme, les catastrophes naturelles ou dans l'espoir de meilleures perspectives économiques. Ces mouvements sont de plus en plus complexes : des personnes poursuivant des buts différents empruntent les mêmes routes migratoires et sont exposées aux mêmes dangers. Dès lors, il devient très difficile d'opérer la distinction traditionnelle entre réfugiés et migrants réguliers ou irréguliers. Une politique migratoire efficace tient donc compte de ces défis en mettant l'accent sur le traitement des causes de la migration sur place et sur la protection des droits des personnes concernées, quel que soit leur statut.



Enseignements et perspectives

L'importance de l'engagement de la Suisse pour la paix et la sécurité s'est accrue ces dernières années et cette tendance va continuer. Les défis à relever sont de natures diverses, et la pression pour trouver des solutions rapides s'amplifie. La résolution durable des conflits impliquant la transformation de sociétés vers une cohabitation pacifique est souvent négligée. On assiste à une recrudescence des guerres par procuration au niveau international. Les conflits durent plus longtemps et se complexifient. Il y a de plus en plus de conflits internes violents qui font rage jusque dans les villes, pour la plus grande détresse des civils. On ne peut pas s'attendre à une diminution du nombre de déplacés pour des motifs de violations des droits de l'homme, de pauvreté, de catastrophe naturelle ou de changement climatique. Le droit international, les droits de l'homme et le droit international humanitaire sont de plus en plus bafoués, quand ils ne sont pas délibérément affaiblis.

Dans l'intérêt de sa propre sécurité et de sa prospérité, la Suisse doit continuer de promouvoir un ordre international efficace et une cohabitation pacifique. La DSH peut aider à formuler des réponses aux défis globaux et contribuer à favoriser la paix, la stabilité et la prospérité. Elle joue un rôle moteur sur le plan international dans les domaines de la paix et de la sécurité. D'autres pays intensifient leur engagement dans des activités similaires, ce qui confirme le travail de la DSH.

Ce que montrent les expériences réalisées par la DSH durant ces quatre dernières années :

- ▶ Le succès d'une politique de paix dépend de l'acceptation de toutes les parties au conflit. L'accès de la DSH est souvent le fruit d'efforts de longue haleine pour construire une relation de confiance.
- ▶ Les conflits et les crises restent difficiles à anticiper. La DSH doit conserver son agilité pour pouvoir réagir rapidement aux défis et saisir les opportunités. Parallèlement, elle doit être prête à accompagner des processus de paix à long terme en vue de garantir l'instauration d'une paix durable.
- ▶ Une promotion de la paix efficace bénéficie d'un ancrage local. La DSH possède les qualités essentielles pour accomplir ce travail *bottom-up*.
- ▶ L'expérience technique de la DSH, par exemple dans les négociations de cessez-le-feu, la prévention de l'extrémisme violent ou le traitement du passé, a fait ses preuves et doit être conservée ou adaptée aux besoins actuels.
- ▶ Le respect des droits de l'homme est utile pour la prévention des conflits et constitue un indicateur d'alerte précoce du potentiel de conflit au sein d'une société.
- ▶ Grâce à sa collaboration avec le secteur privé, la DSH peut renforcer son efficacité dans le domaine des droits de l'homme.
- ▶ L'expertise de la DSH pour établir un code de conduite avant des élections est rapide à mettre en place et a prouvé son efficacité ; il convient de consolider cet instrument.
- ▶ Le nombre de victimes civiles des conflits armés est reparti à la hausse. La DSH poursuivra ses efforts pour protéger les populations civiles, pour cela, elle va aussi saisir les chances offertes par les nouvelles technologies et rechercher des solutions pour convaincre toutes les parties aux conflits de respecter le droit international humanitaire.

Impressum

Éditeur :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Secrétariat d'État SEE/DFAE

Direction politique DP

Division Sécurité humaine DSH

Bundesgasse 32

3003 Berne

Téléphone +41 58 462 30 50

www.dfae.admin.ch/dsh

pd-ams-stab@eda.admin.ch

Rédaction :

État-major de la DSH

Graphisme :

Atelier Bläuer, Berne

www.atelierblaeuer.ch

Crédits photographiques :

Page de titre : Afshin Ismaeli (Syrie)

Page 3 : Dame Yinka (Nigéria)

Page 5 : Simon, Townsley/Rex/Shutterstock (Ouganda)

Page 6 : HCR (graphique)

Page 6 : Commission internationale pour les personnes disparues–ICMP (Irak)

Cette publication est également disponible en allemand,
en italien et en anglais.

Le rapport peut être commandé en ligne sur www.dfae.admin.ch/dsh
(rubrique Documents).

Berne, 2020